



## **PROJETS**

**D'ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE  
LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE-EST VALLÉES ET  
DE CRÉATION DES PÉRIMÈTRES DÉLIMITÉS DES ABORDS DE 28  
MONUMENTS HISTORIQUES SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE TOURAINE-  
EST VALLÉES**

## **MÉMOIRE EN RÉPONSE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUITE AU PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE REMIS PAR LA COMMISSION D'ENQUÊTE**

Autorité organisatrice :

Communauté de Communes Touraine-Est Vallées  
48, rue de la Frelonnerie  
37270 MONTLOUIS-SUR-LOIRE

Commission d'enquête

Monsieur Jean-Louis METERREAU en  
qualité de président,  
Madame Martine BEURTON et  
Monsieur Martin LEDDET en qualité de  
commissaires enquêteurs

## PRÉAMBULE

Le présent document constitue le mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse établi par la commission d'enquête à l'issue de l'enquête publique unique relative aux projets :

- d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées,
- de création des Périmètres Délimités des Abords (PDA) de 28 monuments historiques situés sur le territoire de Touraine-Est Vallées.

Cette enquête publique s'est déroulée du lundi 28 avril 2025 à 14h00 au mercredi 28 mai 2025 à 17h00 inclus.

Conformément à l'organisation thématique retenue dans le procès-verbal de synthèse transmis par la commission d'enquête, la Communauté de communes a structuré sa réponse :

- par grands thèmes identifiés dans le procès-verbal et repris dans les encarts ci-dessous.
- et par contributions individuelles, regroupées dans les annexes :

### **Annexe 1 – Contributions relatives au Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)**

Réponses de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées (TEV) concernant les communes d'Azay-sur-Cher, Chançay, Larçay, Monnaie, Montlouis-sur-Loire, Reugny, Véretz, Vernou-sur-Brenne, La Ville-aux-Dames et Vouvray.

### **Annexe 2 – Contributions relatives aux Périmètres Délimités des Abords (PDA)**

Réponses conjointes de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées (TEV) et de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF).

## **3.2.1 LES COMMUNES ET LES PERSONNES PUBLIQUES**

### **PV de synthèse**

Sur les réponses apportées par la Communauté de Touraine-Est Vallées, la commission constate qu'il reste diverses remarques auxquelles il n'a pas été répondu concernant :

- Les mobilités et notamment l'interconnexion de la zone d'activité du Parquet à Larçay avec la RM 943 et le futur pôle multimodal de la Papoterie.
- La création d'Espaces Boisés Classés (EBC) dans les zones viticoles.
- Quelques erreurs dans le descriptif des servitudes.

Des réponses à ces questionnements sont attendues

### **Réponse de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées**

- Sur l'interconnexion de la zone d'activités de Larçay avec la RM 943 et du futur pôle multimodal de la Papoterie (à Saint Avertin)

Au regard de la formulation des demandes de la commune de Saint-Avertin et de Tours Métropole Val de Loire, de l'absence d'études notamment d'impacts en termes de flux et d'environnement, le projet de voie de desserte locale avec Saint-Avertin ne semble pas suffisamment avancé pour être inscrit dans le PLUi. De plus, cela nécessiterait d'instituer des emplacements réservés après l'enquête publique, ce qui créerait un risque juridique pour le PLUi.

- Sur la création d'EBC (Espaces Boisés Classés) dans les zones viticoles

Le classement en EBC est un des outils permettant la protection des boisements (article L. 113-1 et L. 113-2 du Code de l'Urbanisme). Son objectif est d'interdire le défrichement, c'est-à-dire le changement d'usage d'un terrain boisé ce que ne permet aucun autre des outils. Un EBC n'empêche pas l'entretien ni l'exploitation du boisement protégé.

*Article L.113-1 Code de l'Urbanisme*

*Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attendant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignements.*

*Article L.113-2 Code de l'Urbanisme*

*Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.*

*Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue au chapitre Ier du titre IV du livre III du code forestier.*

*Il est fait exception à ces interdictions pour l'exploitation des produits minéraux importants pour l'économie nationale ou régionale, et dont les gisements ont fait l'objet d'une reconnaissance par un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé avant le 10 juillet 1973 ou par le document d'urbanisme en tenant lieu approuvé avant la même date. Dans ce cas, l'autorisation ne peut être accordée que si le pétitionnaire s'engage préalablement à réaménager le site exploité et si les conséquences de l'exploitation, au vu de l'étude d'impact, ne sont pas dommageables pour l'environnement. Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent alinéa.*

*La délibération prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme peut soumettre à déclaration préalable, sur tout ou partie du territoire couvert par ce plan, les coupes ou abattages d'arbres isolés, de haies ou réseaux de haies et de plantations d'alignement.*

Dans le PLUi les espaces boisés sont classés différemment selon leurs enjeux respectifs. L'objectif du classement en EBC des boisements du plateau viticole est de préserver une certaine biodiversité dans ces espaces de monoculture et la possibilité d'une trame verte fonctionnelle.

Deux Organismes de Défense et de Gestion des vins (ODG) sont présents sur le territoire, pour l'AOP (Appellation d'Origine Protégée) Montlouis et pour l'AOP Vouvray. Ces structures, qui ont pour mission de contribuer à la mise en œuvre du cahier des charges du produit, de le protéger et de le valoriser ont des politiques différentes en ce qui concerne la gestion des boisements dans les vignes :

- L'ODG des vins de Montlouis-sur-Loire a informé, lors d'une réunion d'échange en mars 2025, du lancement d'une étude sur l'opportunité de ces boisements et propose de ne pas modifier le classement envisagé dans l'attente des résultats. Cette proposition est retenue et les EBC seront donc maintenus sur le secteur couvert par l'AOP Montlouis dans l'attente des résultats de cette étude.
- L'ODG des vins de Vouvray, représenté par le Président du Syndicat des Vignerons de Vouvray a exprimé la demande de supprimer des protections de boisements ou de haies qui sont en réalité des friches ou parcelle abandonnée et qui pourraient être de nouveau plantées. Cette demande est retenue et les protections seront supprimées, les terrains demeurent classés en zone Aa au PLUi.

Il est précisé que lors de l'élaboration du PLUi, les EBC ont été hiérarchisés et ont fait l'objet d'un examen par commune. A cette occasion, certains ont été supprimés afin de ne pas contrarier la mise en valeur agricole ou viticole pour des ensembles sans réels enjeux environnementaux ou paysagers.

• Sur les erreurs dans le descriptif des servitudes

Les servitudes d'utilité publique sont des limitations administratives au droit de propriété, elles sont instituées, par un ou plusieurs actes, au bénéfice de personnes publiques, de concessionnaires de services ou de travaux publics, ou de personnes privées exerçant une activité d'intérêt général. La collecte et la conservation des servitudes d'utilité publique sont une mission de l'État qui les porte à la connaissance des collectivités territoriales afin que celles-ci les annexent à leur document d'urbanisme. Elles sont réparties en 4 grandes

catégories : la conservation du patrimoine (naturel, culturel et sportif), l'utilisation de certaines ressources et équipements, la défense nationale et enfin la salubrité et sécurité publiques.

Depuis 2015, les gestionnaires de SUP affectant l'utilisation du sol doivent les transmettre à l'État sous format électronique (article L. 133-3 du code de l'urbanisme) en utilisant le standard CNIG SUP en vue de leur insertion dans le Géoportail de l'urbanisme sous réserve de ne pas porter atteinte à la conduite de la politique extérieure de la France, à la sécurité publique ou à la défense nationale.

*Article L. 133-3 Code de l'Urbanisme*

*Tout gestionnaire d'une servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et figurant sur une liste dressée par décret en Conseil d'Etat transmet à l'Etat, sous format électronique en vue de son insertion dans le portail national de l'urbanisme, la servitude dont il assure la gestion.*

*L'insertion de ces servitudes dans le portail national de l'urbanisme ne doit pas porter atteinte à la conduite de la politique extérieure de la France, à la sécurité publique ou à la défense nationale.*

*Ces dispositions ne font pas obstacle à ce que l'ensemble des servitudes demeurent transmises à l'Etat puis portées à la connaissance des communes et à leurs groupements dans le cadre de l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme conformément aux dispositions de l'article L. 132-2.*

De plus, depuis 2020, la publication des SUP sur le Géoportail de l'Urbanisme par leurs gestionnaires vaut annexion au document d'urbanisme. Il s'agit pour les gestionnaires de servitudes d'utilité publique d'une opportunité de garantir l'opposabilité optimale de leurs SUP, puisqu'ils disposent de toute latitude pour publier cette servitude sur le GPU (ils sont désignés comme « autorités compétentes » avec un droit d'accès sécurisé sur cette plateforme).

De la sorte, la collectivité respectera ses obligations en annexant au PLUi l'ensemble des Servitudes d'Utilité Publiques publiées par leurs gestionnaires respectifs sur le Géoportail.

En complément de ces réponses apportées à la demande de la commission d'enquête, il est précisé que le tableau des PPC (Personnes Publiques Consultées) intégré dans PV de synthèse des observations-contributions par la commission d'enquête est erroné :

La dernière ligne « 50 SCoT » indique un avis « FAVORABLE sous réserve ». Il s'agit en réalité de l'avis du « SM-AT » qui est « FAVORABLE assorti de 4 recommandations ».

Le SCoT est le document de planification stratégique d'aménagement du territoire élaboré et géré par le SMAT (Syndicat Mixte de l'Agglomération Tourangelle).

### **3.2.2 LA MRAe**

#### **PV de synthèse**

Quelles sont vos réponses à l'avis de la MRAe, notamment les recommandations 6 et 7 ?

#### **Réponse de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées**

*Recommandation n°6 de la MRAe :*

*L'autorité environnementale recommande de préciser les raisons des choix des secteurs inventoriés et de procéder à des inventaires de terrain avant tout travaux sur les secteurs destinés à l'urbanisation (secteurs non inventoriés actuellement) 2AU*

L'urbanisme en général et l'élaboration d'un PLUi en particulier consiste à hiérarchiser les différents enjeux présents sur le territoire. Ainsi, le choix des nouveaux espaces à urbaniser est au croisement d'enjeux urbains d'accueil de nouveaux habitants, d'accueil d'entreprises, de réponses aux besoins en termes d'équipements et de services et d'enjeux environnementaux.

C'est pourquoi, afin de sélectionner les zones à urbaniser les plus pertinentes en réponse aux objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, une méthode itérative entre les enjeux urbains et écologiques a été menée en plusieurs temps :

- 1- Sélection de zones potentielles à urbaniser à partir d'une analyse multicritère :
  - Trame verte et bleue, enjeux agricoles, paysagers, risques ;
  - Proximité des centralités (périmètre de 500 mètres) ;
  - Accessibilité : transports en communs (bus et gare), liaisons douces ;
  - Projets des communes.
- 2- Inventaire écologique sur 40 zones présélectionnées, à l'exception de celles ayant déjà fait l'objet d'études écologiques ou environnementales
- 3- Bilan des inventaires : retrait (« Evitement ») et/ou réduction des zones au regard de leurs enjeux écologiques (« Réduction » et « Compensation »)
- 4- Sélection de nouveaux sites à urbaniser
- 5- Réalisation de nouveaux inventaires sur ces sites
- 6- Bilan des nouveaux inventaires : retrait (« Evitement ») et/ou réduction des zones au regard de leurs enjeux écologiques
- 7- Validation finale des zones à urbaniser
- 8- Prise en compte des enjeux écologiques des espaces retenus au sein des Orientations d'Aménagement et de Programmation.

*Recommandation n°7 de la MRAe :*

*L'autorité environnementale recommande de justifier les choix d'implantation des installations photovoltaïques au sol au regard des enjeux identifiés et des incidences résiduelles et le cas échéant de les réinterroger.*

Les choix d'implantation sont issus de propositions formulées par des porteurs de projets et qui ont retenu l'intérêt de la collectivité dans le cadre d'un groupe de travail d'élus sur les énergies renouvelables.

Ces choix d'implantation ouvrent la possibilité d'y réaliser des opérations, qui devront se conformer à la réglementation en vigueur. En particulier, les projets de création d'une centrale photovoltaïque d'une puissance supérieure à 250 kWc seront soumis à étude d'impact sur l'environnement au titre de l'article R122-2 du Code de l'environnement. Cette étude d'impact devra notamment comporter une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant, entre autres :

- a) De la construction et de l'existence du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition ;
- b) De l'utilisation des ressources naturelles, en particulier les terres, le sol, l'eau et la biodiversité, en tenant compte, dans la mesure du possible, de la disponibilité durable de ces ressources ;
- c) De l'émission de polluants, du bruit, de la vibration, de la lumière, la chaleur et la radiation, de la création de nuisances et de l'élimination et la valorisation des déchets ;
- d) Des risques pour la santé humaine, pour le patrimoine culturel ou pour l'environnement ;
- e) Du cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés, en tenant compte le cas échéant des problèmes environnementaux relatifs à l'utilisation des ressources naturelles et des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement susceptibles d'être touchées.
- f) Des incidences du projet sur le climat et de la vulnérabilité du projet au changement climatique ;
- g) Des technologies et des substances utilisées.



### 3.2.3 LE PUBLIC

#### **PV de synthèse**

Les nombreuses contributions concernent pour 113 d'entre-elles des demandes ou des questionnements sur des parcelles privées et le zonage qui est prévu dans le projet. Certaines sont très argumentées, soit avec des projets soit avec des remarques de cohérence par rapport à l'environnement proche et l'affectation des parcelles voisines, des alignements, des zones agricoles en friche par exemple.

Certaines mentionnent également des projets d'habitat collectif, y compris social et des projets d'aménageurs.

Ces contributions sont jointes en annexe et la commission d'enquête souhaite que vos réponses soient apportées à chaque contribution.

#### **Réponse de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées**

L'annexe 1 jointe au présent mémoire détaille les réponses apportées à l'ensemble des contributions relatives au Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

#### **PV de synthèse**

- La majorité des contributions concerne le PLUi dans son ensemble, des généralités ou des recommandations relatives au territoire ou à certaines parties du territoire notamment les numéros (web) 30, 101,106,107,111,112,130,227,229,231,247,257,259 et les numéros (courrier) 37,40 et 54.

Ces contributions sont jointes en annexe et des réponses sont attendues.

#### **Réponse de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées**

L'annexe 1 jointe au présent mémoire détaille les réponses apportées à l'ensemble des contributions relatives au Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) dont celles mentionnées ci-dessus.

#### **PV de synthèse**

- Quelques contributions relèvent de demandes d'informations ou de précisions notamment les numéros : 55,125,160,189,190,221,256 (web) et 78 (courrier).

Ces contributions sont jointes en annexe et des réponses sont attendues.

#### **Réponse de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées**

L'annexe 1 jointe au présent mémoire détaille les réponses apportées à l'ensemble des contributions relatives au Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) dont celles mentionnées ci-dessus.

#### **PV de synthèse**

- Enfin certaines, notamment les numéros (web) 62,181,183,186,187,195,196,204 et 78 (courrier) évoquent les problèmes de transport, sujet important pour les habitants, qui traduit une préoccupation déjà identifiée lors de la concertation.

Ces contributions sont jointes en annexe et des réponses sont attendues.

#### **Réponse de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées**

L'annexe 1 jointe au présent mémoire détaille les réponses apportées à l'ensemble des contributions relatives au Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) dont celles mentionnées ci-dessus.

**PV de synthèse**

- Deux sujets méritent des réponses adaptées : les projets photovoltaïques à Véretz et l'implantation d'une antenne relai 5 G à Vernou sur Brenne.  
Ces contributions sont jointes en annexe et des réponses sont attendues.

**Réponse de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées**

L'annexe 1 jointe au présent mémoire détaille les réponses apportées à l'ensemble des contributions relatives au Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) dont celles mentionnées ci-dessus.

**PV de synthèse**

La commission relève par ailleurs que le plus grand nombre de contributions concerne trois communes et concentrées sur les mêmes sujets :

- A Chançay : le projet d'OAP les Bleuets (45 observations) qui réduiraient les espaces verts et la biodiversité dans un secteur déjà loti qui comporte des dents creuses.
- A Véretz : Le projet de zonage du Manoir des Vergers (40 observations) qui est actuellement classé en zone N (grande propriété qui héberge un EPHAD) et qui est classée en zone UCb dans le projet du PLUi. Les remarques font référence au PADD, au respect de la biodiversité, de la trame bleue, et aux zones humides. Elles attirent l'attention sur la gestion des eaux pluviales et souterraines et de la préservation d'un « poumon vert » notamment pour les personnes âgées.
- A Véretz : le projet de poursuite d'aménagement du plateau du Saveton entre deux polarités. Les habitants ont déposé un argumentaire pour préserver l'existant
- A Vernou-sur-Brenne : Deux parcelles constructibles au Clos Ménil : les habitants souhaitent préserver les espaces verts

Ces contributions sont jointes en annexe et des réponses sont attendues.

**Réponse de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées**

L'annexe 1 jointe au présent mémoire détaille les réponses apportées à l'ensemble des contributions relatives au Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

- **Concernant l'OAP Les Bleuets à Chançay**

Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.

C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».

- **Concernant le zonage du Manoir du Verger à Véretz**

La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » de manière cohérente avec l'environnement urbain du site. Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme qui protège les bâtiments présentant un intérêt patrimonial et le parc. En particulier, ne sont autorisées que les annexes et les extensions (de manière comparable à l'encadrement de la zone Naturelle). Cinq arbres remarquables sont également expressément protégés, ainsi que la mare présente dans le parc.

Néanmoins pour une meilleure lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti, des arbres et de la mare.

- Concernant l'aménagement du plateau du Saveton à Véretz

Les choix d'urbaniser résultent de nombreux paramètres, en hiérarchisant différents enjeux sur chaque site identifié (voir réponse de la collectivité à la remarque relative à la recommandation n°6 de la MRAe). Les raisons qui conduisent à urbaniser le secteur du Saveton sont les suivantes :

- Sa proximité avec les équipements, les services, les commerces et les transports en commun
- Son insertion dans l'urbain : en effet le secteur est déjà urbanisé sur les trois cotés
- Une valeur environnementale relative (absence de zone humide, d'espèces protégées...)
- Et enfin de l'absence de risque connu

Par ailleurs, l'orientation d'aménagement et de programmation fixe des principes d'aménagement qui prennent en compte la qualité paysagère du site et sa proximité avec les autres quartiers.

- Concernant les deux parcelles constructibles au Clos Mesnil à Vernou-sur-Brenne

Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil.

Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet, sous un délai maximum de cinq ans.

#### **PV de synthèse**

Le sujet des STECAL fait également l'objet d'une quarantaine contributions, portant par exemple sur - l'accueil des gens du voyage ou le projet « Da Vinci Labs » à Reugny, mais aussi sur des demandes de créations futures pour lesquelles les requérants ne s'étaient pas manifestés lors de la concertation.

Ces contributions sont jointes en annexe et des réponses sont attendues.

#### **Réponse de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées**

L'annexe 1 jointe au présent mémoire détaille les réponses apportées à l'ensemble des contributions relatives au Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) dont celles mentionnées ci-dessus.

#### **PV de synthèse**

Douze contributions ont été apportées portant sur une demande de modification d'un PDA - soit pour le diminuer soit pour proposer un nouveau bâtiment qui pourrait bénéficier d'un périmètre délimité.

Ces contributions sont jointes en annexe et des réponses sont attendues.

#### **Réponse de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées**

L'annexe 2 jointe au présent mémoire détaille les réponses apportées à l'ensemble des contributions relatives aux Périmètres Délimités des Abords (PDA)

#### **PV de synthèse**

Comment - en dehors des propriétaires ou affectataires et des communes qui ont été consultés conformément à l'article L621-30 du code du Patrimoine puis par la commission d'enquête lors de l'enquête - conformément à l'article R621-93 du code de l'environnement-, ont été informés les citoyens, notamment les exploitants agricoles et les habitants susceptibles d'être impactés par des extensions ou des évolutions importantes de périmètre PDA ?



## Réponse de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées

Le Code du patrimoine ne prévoit pas de mesures spécifiques d'information du public sur les évolutions des Périmètres Délimités des Abords (PDA), en dehors de ce qui est mentionné à l'article R.621-93.

L'article R. 621-93 du code du patrimoine dispose quant à lui que le commissaire enquêteur consulte le propriétaire ou l'affectataire domanial des monuments historiques concernés. Le résultat de cette consultation figure dans le rapport du commissaire enquêteur.

De ce fait, l'information du public relative aux PDA a été réalisée selon les mêmes modalités que celles prévues pour l'élaboration du PLUi du fait de la procédure d'enquête publique unique.

Les moyens mis en œuvre pour informer les citoyens et exploitants potentiellement concernés ont été les suivants :

### **1. Réunions publiques n°2 (septembre-octobre 2024)**

Ces quatre réunions, organisées à l'approche de l'arrêt de projet du PLUi, ont permis d'aborder les zonages, règlements et orientations d'aménagement, mais aussi les sujets transversaux.

Lors des temps d'échange entre les élus et le public en fin de présentation, la thématique « Environnement, patrimoine et biodiversité » a permis de présenter explicitement :

- L'existence d'une procédure parallèle de modification des Périmètres Délimités des Abords,
- Le maintien de l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) dans ces nouveaux périmètres,
- La collaboration avec la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et les ABF pour renforcer la prise en compte du Plan de gestion UNESCO Val de Loire, ainsi que la qualité paysagère et patrimoniale du territoire.

### **2. Lettre du PLUi n°4**

Accessible dans les mairies des dix communes du territoire, cette lettre, prévue pour accompagner l'enquête publique, aborde spécifiquement la question des PDA, en informant sur leur lien avec le PLUi, les Monuments Historiques et l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF). Elle constitue un support clair et synthétique destiné à informer et sensibiliser le grand public.

### **3. Information du public sur le déroulé de l'enquête publique unique (PLUi et PDA)**

L'information du public concernant l'ouverture de l'enquête publique unique, incluant les évolutions des Périmètres Délimités des Abords (PDA), a fait l'objet d'une diffusion large afin d'assurer une sensibilisation effective des citoyens, notamment ceux susceptibles d'être directement concernés :

- Application PanneauPocket : Utilisée par les communes du territoire, cette application a permis de relayer localement les informations clés : dates de l'enquête, lieux de consultation du dossier, accès aux permanences des commissaires enquêteurs, etc.
- Sites internet communaux : Les communes ont publié les avis d'enquête publique et les modalités de participation sur leur site officiel, y compris des liens vers le dossier numérique.
- Site internet de Touraine-Est Vallées : La page dédiée au PLUi ([www.touraineestvallees.fr/plui](http://www.touraineestvallees.fr/plui)) a été actualisée pour annoncer l'ensemble des modalités de l'enquête publique. Elle comprend :
  - la Lettre du PLUi n°4,
  - les dates précises de l'enquête publique,
  - les liens vers l'arrêté prescrivant l'enquête publique unique (PLUi et PDA) et vers l'avis d'enquête publique, (dont les dates des permanences pour rencontrer la commission d'enquête)
  - le lien vers le registre dématérialisé,
  - les lieux de consultation des dossiers sur support papier et numérique,
  - les modalités pour déposer des observations
- Écran d'accueil de la Maison communautaire : Une diffusion continue des informations relatives à l'enquête publique a été assurée sur cet écran, accessible dès l'entrée des locaux administratifs.

- Presse locale (La Nouvelle République et autres titres) : Des annonces légales et articles ont relayé l'ouverture de l'enquête publique...
- Affichage en mairies et lieux publics : Des affiches d'avis d'enquête publique ont été installées dans chaque commune, notamment en mairie et aux abords de chaque Monument Historique concerné par les modifications de périmètre PDA afin de renforcer l'information des riverains et usagers directement concernés, avec une installation assurant une visibilité 24h/24 durant toute la durée de l'enquête publique.

### 3.3 LES INTERROGATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

#### **PV de synthèse**

- SUR LA PUBLICITE MISE EN ŒUVRE POUR L'ORGANISATION DE L'ENQUETE.

Quelques personnes ont interpellé la commission en déclarant avoir eu connaissance incidemment du déroulement de l'enquête : quels moyens de communication ont été utilisés, excepté la publicité réglementaire, pour informer le grand public de l'existence de l'enquête publique et d'y déposer des contributions ?

#### **Réponse de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées**

En complément de la publicité réglementaire, de nombreux moyens de communication ont été mobilisés pour informer le grand public de la démarche d'élaboration du PLUi et favoriser la participation.

Toutes les informations mentionnées ci-dessous sont extraites du **Bilan de la concertation**, un document intégré au dossier de PLUi arrêté, consultable depuis l'arrêt de projet en Conseil communautaire en date du 8 janvier 2025 et pendant toute la durée de l'enquête publique.

Ce Bilan de la concertation présente l'ensemble des actions menées pour informer et associer le public à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) : outils de communication (site internet, lettres, vidéos, réunions publiques, expositions mobiles, etc.), contributions reçues et réponses apportées, ainsi que la collaboration avec les communes et les acteurs institutionnels.

Moyens de communication déployés (hors publicité réglementaire) :

#### **1. Supports numériques et presse**

- Site internet de la Communauté de Communes Touraine-Est Vallées, avec une rubrique dédiée au PLUi, régulièrement mise à jour (<https://www.touraineestvallees.fr>), relayant les étapes du projet, les documents de travail, les réunions publiques, et les modalités de participation.
- Sites internet des communes du territoire.
- Presse locale : plusieurs articles dans La Nouvelle République aux étapes clés du projet (PADD, arrêt de projet, enquête publique).
- Application mobile PanneauPocket, utilisée par les communes pour relayer les informations.

#### **2. Supports imprimés et courrier**

- Magazine intercommunal "Le Mag" : plusieurs numéros entre 2021 et 2025 ont relayé les avancées du PLUi.
- Lettres d'information du PLUi : trois lettres distribuées dans les boîtes aux lettres des habitants en mai 2022, janvier 2024 et novembre 2024 et une lettre à disposition du public dans les mairies pendant l'enquête publique en mai 2025.
- Affichage en mairie : annonces des événements, réunions publiques et expositions.
- Courriers et mails adressés aux habitants et notamment aux exploitants agricoles, avec invitations à participer.

### 3. Rencontres physiques et animations locales

- Tournées de l'Estafette "CittàMacchina" en 2021 et 2024 sur les marchés et parkings de supermarchés, pour informer et échanger directement avec les habitants (présence d'animateurs, boîtes à idées).
- Expositions mobiles dans les mairies, avec kakémonos explicatifs sur le PLUi (présents durant 3 semaines dans chaque mairie en 2022).
- Atelier participatif "habitants" le 24 mai 2022 pour nourrir le diagnostic.
- Cinq réunions publiques lors des grandes étapes du projet (PADD en février 2024, zonage et règlement (avant l'arrêt de projet) en septembre/octobre 2024).

### 4. Moyens de participation ouverts

- Mise à disposition d'un registre papier de concertation au siège de la communauté de communes.
- Adresse mail dédiée : [plui@touraineestvallees.fr](mailto:plui@touraineestvallees.fr).
- Possibilité d'envoyer des courriers postaux à la Maison communautaire et aux Mairies des dix communes du territoire.
- Constitution de listes de diffusion par mail pour informer les personnes ayant participé ou manifesté un intérêt.

#### **PV de synthèse**

- SUR LES ZONAGES.

Comment a été menée la concertation sur la thématique des nouveaux classements de parcelles auprès des habitants concernés ?

#### **Réponse de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées**

La démarche de concertation a débuté lors de la prescription de l'élaboration du PLUi et a pris fin lors de l'arrêt de projet du PLUi par le conseil communautaire.

Cette démarche a été conduite conformément aux articles L.103-2 à L.103-6 du Code de l'urbanisme, garantissant la participation des habitants, des associations locales, et des acteurs concernés tout au long du processus d'élaboration du PLUi.

Le bilan de la concertation, joint dans le projet de PLUi (pièces PT2 du dossier d'enquête publique) présente l'ensemble des actions menées pour informer et associer le public à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) : outils de communication, participation du public, contributions reçues et réponses apportées, ainsi que la collaboration avec les communes et les acteurs institutionnels

#### **PV de synthèse**

- EAU POTABLE

Comment la Communauté de Communes envisage-t-elle de prendre en compte l'impact du réchauffement climatique sur le stock disponible d'eau potable, sachant par ailleurs l'importance des fuites sur les réseaux dans certaines communes.

#### **Réponse de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées**

Les communes de Touraine-Est Vallées, au regard des évolutions législatives, ont fait le choix courant 2025 de renoncer au transfert de la compétence Alimentation en Eau Potable et Assainissement à l'intercommunalité.

La compétence eau potable reste donc à ce jour communale et est exercée sur le territoire soit par les communes soit par délégation à des syndicats ad hoc.

Néanmoins, au regard des enjeux environnementaux liés à la ressource et la gestion de l'eau potable, la communauté de communes, poursuit, sur la base de l'étude de transfert réalisée en 2024 et 2025, sa réflexion avec pour objectif la création d'une charte et d'une conférence intercommunale de l'Eau et de l'assainissement début 2026.

Cette charte a pour objectif la mutualisation des moyens, la réflexion commune et la mise en œuvre d'actions territoriales répondant aux enjeux et objectifs de lutte contre les pollutions, d'amélioration des équipements, de préservation de la ressource en eau potable et de solidarité territoriale (interconnexions).

Par ailleurs, la communauté de communes est intégrée et participe à la mise à jour du Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable engagée par le département d'Indre et Loire en 2025.

#### **PV de synthèse**

- **PPRI :**

La commission s'interroge sur la contradiction apparente d'interdiction faite aux particuliers de construire en zone inondable alors que certaines OAP à vocation d'habitat ou économiques le permettent.

#### **Réponse de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées**

Le plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRI) est un document de planification, qui s'applique en tant que servitude d'utilité publique et dont l'objectif est de préserver les vies humaines et réduire le coût des dommages susceptibles d'être induits par les inondations. Le PPRI est prescrit et approuvé par le préfet.

Le risque inondation concerne 7 communes de Touraine-Est Vallées (Azay-sur-Cher, Larçay, La-Ville-aux-Dames, Montlouis-sur-Loire, Véretz, Vernou-sur-Brenne et Vouvray). Ces communes s'inscrivent dans trois PPRI : le PPRI Val du Cher, le PPRI Val de Cisse et le PPRI Val de Tours - Val de Luynes.

Ces documents, qui se basent sur les crues de référence, délimitent systématiquement deux zones : la zone « A-rouge » à préserver de toute urbanisation nouvelle et la zone « B-bleue » qui peut être urbanisée sous conditions particulières. Le PPRI Val de Tours - Val de Luynes délimite également des zones C correspondant aux centres urbains. Ces zones sont associées à un règlement écrit qui s'impose au PLUi en tant que servitude d'utilité publique et qui précise les interdictions ou prescriptions spécifiques (portant sur les constructions, ouvrages, aménagements, installations, ...).

Ainsi, le PPRI n'a pas pour effet de généraliser l'inconstructibilité. Les zones B et C, au sein desquelles les constructions peuvent être admises, sont soumises à des prescriptions qui contraignent les usages, les densités ou encore les hauteurs au regard de l'exposition au risque. Ces règles s'imposent aux demandes d'urbanisme indépendamment du PLUi. En cas d'édiction de deux règles de même nature (au titre du règlement du PPRI et du PLUi) s'appliquant sur une même zone, la règle la plus contraignante s'applique.

#### **PV de synthèse**

- **LES INTERROGATIONS PARTICULIERES**

La commission d'enquête s'interroge sur le mode de calcul du besoin en logements. En effet dans le dossier « population et habitat » la démonstration mériterait d'être plus didactique pour justifier le besoin réel de logements à construire afin de conforter la crédibilité du PLUi et éviter la possibilité de recours pouvant aboutir sur ce point.

## Réponse de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées

Les perspectives de développement démographique et l'évaluation des besoins en logements retenus par le projet de PLU-I reposent sur la projection des évolutions récentes observées au sein de la population et du parc de logements de Touraine-Est Vallées et des objectifs inscrits dans le programme local de l'habitat à l'horizon 2034.

### **1. Estimation des besoins répondant au maintien de la population en place**

Tout nouveau logement n'accueille pas nécessairement de nouveaux habitants. Une partie significative de l'offre en logement supplémentaire (environ 4 sur 10) sera mobilisée pour compenser l'accroissement du nombre de ménages induit par le phénomène du desserrement des ménages. Cette évolution, observée depuis plusieurs décennies sur le territoire de Touraine-Est Vallée (et plus généralement en France), découle du vieillissement de la population, de la baisse du nombre moyen d'enfants par femme, de la multiplication des familles monoparentales et de la décohabitation plus précoce des jeunes adultes. Statistiquement, ce processus se traduit par une baisse de la taille moyenne des ménages (et donc par une hausse des besoins en résidences principales pour maintenir une population constante).

#### Définition de la méthode dite « du point mort »

La méthode du « point mort » vise à évaluer les besoins en nouveaux logements pour maintenir la population déjà présente sur un territoire donné. Sont pris en compte dans le calcul :

- l'évolution du nombre de personnes par ménage (ou par résidence principale) ;
- l'évolution du parc existant (logements vacants, résidences secondaires, renouvellement du parc de logements).

#### Application de la méthode du « point mort » au territoire de Touraine-Est Vallées

Pour estimer les besoins en logements du PLU-I découlant du desserrement des ménages déjà présents sur le territoire intercommunal, le nombre d'habitants actuel a été divisé par la taille moyenne des ménages estimée en 2034.

Sur la base d'une taille moyenne des ménages estimée à 2,18 personnes par ménage en 2034 (prolongation de la tendance constatée entre 2013 et 2019, soit -0,6% par an), le nombre de résidences principales nécessaires pour répondre aux besoins en logement de la population actuelle serait de :

$39\,571$  (population des ménages en 2020) /  $2,18$  (nombre de personnes par ménage en 2034) =  $18\,152$  ménages

$18\,152 - 16\,720$  résidences principales en 2020 =  $1\,432$  ménages ou résidences principales supplémentaires en 2034.

Pour compenser le renouvellement du parc (disparition de résidences principales résultant principalement de démolitions, de regroupements, ou de changements d'usage), il faudrait construire :

$18$  logements par an (tendance observée sur la période 2009-2019) x  $15$  =  $270$  résidences principales.

La diminution du nombre de logements vacants et de résidences secondaires devrait se traduire par une augmentation d'un nombre équivalent de résidences principales, soit  $75$  logements ( $60$  logements vacants et  $15$  résidences secondaires) entre 2020 et 2034.

L'estimation de la baisse des logements vacants (-  $60$  unités) est basée sur le volume de logements pouvant être remis sur le marché identifiés à l'issue de l'étude pré-opérationnelle de l'OPAH (2022).

La baisse du nombre de résidences secondaires (-  $15$  unités) est basée sur le prolongement de la tendance récente (données du recensement entre 2009 et 2019).

Par conséquent, le nombre de logements nécessaires pour maintenir la population actuelle de Touraine-Est Vallées à l'horizon 2034 est de :  $1\,432 + 270 - 75 = 1\,627$ .

**À l'horizon 2034, pour maintenir le nombre d'habitants occupant le parc de résidences principales en 2020, il faudra disposer de l'ordre de  $1\,600$  logements supplémentaires.**

## 2. Estimation des besoins découlant du scénario démographique du PLUi

Le scénario de croissance démographique à l'horizon 2034 est le résultat du croisement :

- d'une prolongation des objectifs du PLH en vigueur ;
- d'une volonté politique des élus de Touraine-Est Vallées d'un rythme de croissance « réaliste », légèrement plus faible que durant la décennie 2009 – 2020, soit 0,7% de croissance annuelle au lieu de 0,8% précédemment.

Pour répondre aux besoins en logement découlant de ce scénario, il convient de vérifier que l'objectif de croissance démographique est compatible avec les capacités d'accueil de nouveaux logements au sein du territoire intercommunal, en respectant l'objectif du PLU-I de localiser au moins la moitié des nouveaux logements en renouvellement urbain afin de diminuer la consommation d'espaces agricoles, naturels ou forestiers en extension.

Le nombre de logements supplémentaires susceptibles d'être accueillis sur le territoire intercommunal entre 2020 et 2034 résulte du cumul du nombre de logements réalisés entre 2020 et 2022 et des objectifs de construction défini par le PLH (240 logements par an), soit :

Logements construits de 2020 à 2022 : 797 logements (Source : bilan du PLH)

Objectifs du PLH prolongés entre 2023 et 2034 : 240 logts par an x 12 ans = 2 880 logements

Nombre total de logements prévus pour la période 2020-2034 : 797 + 2 880 = 3 677 logements

À noter : parmi ces 3 677 logements, 1 627 logements seront utilisés par des habitants déjà présents sur le territoire intercommunal en 2020 (voir ci-avant besoins répondant au maintien de la population en place). Par conséquent, seuls 2 050 logements prévus à l'horizon 2035 accueilleront de nouveaux habitants ne résidant pas encore sur le territoire intercommunal.

**Sur la période du PLUi (2025-2034), le nombre de logements à construire serait donc de : 240 logements x 10 ans = 2 400 logements.**

Le nombre de logements à construire se répartirait comme suit :

1 200 logements en renouvellement urbain (50%) dont :

- 700 logements sur des sites de projets dans les centres ;
- 300 logements en diffus par division parcellaire ;
- 200 logements au sein de dents creuses.

1 200 en extension répartis sur 54 hectares, soit une moyenne de 22 logements par hectare.

## 3. Estimation du nombre total d'habitants de Touraine-Est Vallées en 2034

Le gain de population attendu en 2034 découle du nombre total de logements prévu qui ne sera pas mobilisé pour répondre au besoin de la population en place soit :

3 677 – 1 627 (résultat du point mort) = 2 050 logements.

La population des ménages en 2034 atteindrait par conséquence :

39 571 personnes (population en 2020)

+ 4 469 personnes (2 050 logements x 2,18 personne par ménage)

= 44 040 habitants.

A la population des ménages il convient d'ajouter les habitants dits hors ménages qui, sur Touraine-Est Vallées, concernent principalement les résidents en maisons de retraite. Leur nombre est évalué à 840 personnes en 2034 (prolongement de la hausse observée entre 2009 et 2019, soit 8 personnes supplémentaires par an).

**Ainsi, la population totale de Touraine-Est Vallées en 2034 est estimée à 44 880 habitants (44 040 + 840).**



## Annexe 1 – Contributions sur le Plan Local d’Urbanisme intercommunal (PLUi) Réponses de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées (TEV)

### Table des matières

Le territoire dans sa globalité .....	16
Azay-sur-Cher .....	22
Chançay .....	25
Larçay .....	90
Monnaie .....	91
Montlouis-sur-Loire .....	101
Reugny .....	110
Véretz .....	120
Vernou-sur-Brenne .....	146
La Ville-aux-Dames .....	163
Vouvray .....	165

### Légende relative aux références des contributions

- **Web n°XX** : contribution déposée directement sur le registre dématérialisé d’enquête publique à l’adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/6076>
- **Email n°XX** : contribution transmise par courrier électronique à l’adresse suivante : [enquete-publique-6076@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-6076@registre-dematerialise.fr)
- **Courrier n°XX** : contribution écrite :
  - déposée sur l’un des 22 registres d’enquête papier à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par la commission d’enquête, disponibles à la Maison communautaire de Touraine-Est Vallées et dans les mairies des dix communes concernées : Azay-sur-Cher, Chançay, Larçay, Monnaie, Montlouis-sur-Loire, Reugny, Véretz, Vernou-sur-Brenne, La Ville-aux-Dames, et Vouvray
  - ou adressée par voie postale à l’attention de la commission d’enquête, à l’adresse suivante : Maison communautaire de Touraine-Est Vallées - 48, rue de la Frelonnerie - 37270 Montlouis-sur-Loire

## Annexe 1 – Contributions sur le Plan Local d’Urbanisme intercommunal (PLUi) Réponses de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées (TEV)

### Le territoire dans sa globalité

Réf	Nom	Commune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d’enquête
Web n°3	Maxime RINGOT	Le territoire dans sa globalité	Autoriser la transformation des troglodytes en habitation même dans les zones N car c'est notre patrimoine qui disparaît => créer des zones U	Il ne peut pas être répondu positivement à cette demande pour les raisons suivantes : - Les troglodytes qui étaient habités sont maintenant très majoritairement inclus dans les espaces urbanisés et donc en zone urbaine - Autoriser de façon systématique la transformation des troglodytes dans l'espace naturel ou agricole irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.	
Web n°130	Anonyme	Le territoire dans sa globalité	Remarques générales : - trop de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers  - ne pas détruire les zones humides	La loi Climat et Résilience sur la lutte contre l'artificialisation des sols fixe comme objectif que « Le rythme de consommation d'Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers devra être divisé par deux d'ici 2030 afin d'atteindre l'objectif national d'absence de toute artificialisation nette des sols en 2050 » à l'échelle de la France. La consommation d'ENAF a été calibrée au plus juste des besoins communaux et intercommunaux en termes d'habitat, d'équipements publics et de développement économique. Le rythme moyen de la consommation d'espace, de l'ordre de 17 ha par an entre 2011 et 2020, serait ainsi contenu autour d'une moyenne de 9 ha par an entre 2025 et 2034. Cela correspond à une enveloppe de l'ordre de 92 ha à horizon fin 2034.  Le projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) fixe comme objectif de connaître	

			<p>- nécessité d'inventorier les espèces du territoire avant de faire un PLUi, aucun document n'inventorie les différentes espèces, ni les habitats</p>	<p>et hiérarchiser les zones humides pour mieux les prendre en compte dans l'aménagement, limiter leur altération et engager leur restauration. Durant la démarche d'élaboration du PLUi, une réelle démarche d'évitement géographique a été mise en place concernant les zones humides. Certains secteurs envisagés ont été abandonnés ou réduits. La plupart sont classées en zone naturelle et agricole. Suite à une recommandation de la MRAE, leur protection sera encore renforcée par la mise en place d'une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme. Cette protection renverra à une inconstructibilité de ces espaces.</p> <p>Néanmoins, le PLUi permet l'urbanisation sur certains secteurs présentant un enjeu zone humide en raison de proximité d'une gare notamment. La compensation zone humide est abordée directement au sein de chacune des Orientation d'Aménagement et de Programmation concernée avec le rappel réglementaire du SAGE Cher Aval ou au SDAGE Loire Bretagne en fonction de la commune concernée.</p> <p>Le processus de l'évaluation environnementale s'est déroulé durant toute la durée du projet de PLUi de l'état initial de l'environnement jusqu'à l'arrêt du PLUi. Différents temps d'investigations de terrain ont été menés pour qualifier la trame verte et bleue et pour identifier la sensibilité d'espaces pressentis à l'urbanisation.</p> <p>&gt; Trame verte et bleue : Une campagne de terrain a été réalisée par un expert fauniste sur 15 secteurs ayant fait l'objet d'interrogation lors de l'atelier TVB de juin 2021 L'objectif étant de valider ou d'invalider le rôle de ces secteurs dans la TVB locale ;</p> <p>&gt; Espace potentiels d'urbanisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 sessions de terrain ont été réalisées par un botaniste sur 40 secteurs de projet. L'objectif étant d'identifier les enjeux écologiques pressentis de chacun des</li> </ul>	
--	--	--	---	--	--

				<p>secteurs. Les enjeux liés à la faune ont également été traités avec le repérage des « habitats d'espèces » qui désigne le lieu de vie d'une espèce animale, c'est-à-dire les espaces qui conviennent à l'accomplissement de son cycle biologique (reproduction, alimentation, repos, etc.) sans liste d'espèces.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>2 sessions de terrain ont été réalisées par un pédologue sur 40 secteurs de projet. L'objectif étant de pouvoir donner une enveloppe estimative pour la délimitation des zones humides.</li> </ul> <p>Ces éléments figurent dans l'évaluation environnementale ( annexe 2 : résultat des sondages pédologiques et annexe 3 : liste flore). La méthodologie complète d'identification de la Trame Verte et Bleue est disponible en annexe de l'état initial de l'environnement.</p> <p>Les parcs photovoltaïques et agrivoltaïques au sol sont interdits dans les espaces riches en biodiversité c'est-à-dire dans les zones Aa et N. Seuls deux projets de parcs agrivoltaïques sont autorisés dans des espaces agricoles en Aa. Au moment de leur réalisation les porteurs de projet devront démontrer leur maîtrise des impacts sur l'environnement.</p>	
Web n°211	Thomas TANCHOUX	Le territoire dans sa globalité		Cette contribution concerne le PLU de la commune de Saint Jean-d'Illac et n'appelle donc pas de réponse.	
Web n°227	Eliane ANDENNAH	Le territoire dans sa globalité	Demande l'interdiction des piscines en zone A et N quand les conditions d'assainissement des eaux usées et pluviales ne sont pas suffisantes	Le règlement explicite les conditions de gestion et de traitement des eaux de piscines demandées par l'ARS. Tout projet doit les respecter, sinon il ne peut pas être autorisé.	

Web n°228	Anonyme	Montlouis- sur-Loire	Demande le classement d'un chêne à l'angle des parcelles XD314, 105 et 133	Il n'est pas possible d'ajouter une telle servitude après l'enquête publique sur le terrain de personnes n'ayant pu s'exprimer lors de l'enquête publique. Cependant, le recensement des arbres remarquables pourra être complété dans le cadre de procédures ultérieures.	
Web n°229	Anonyme	Le territoire dans sa globalité	Les annexes peuvent-elles être autorisées dans une autre zone ? Ce serait intéressant de la prévoir.	Le règlement s'applique zone par zone. Une annexe à une construction en zone U doit être en zone U et non en zone A. La volonté étant de préserver l'espace agro-naturel, les limites des zones ont été définies en ce sens.	
Web n°232	Anonyme	Le territoire dans sa globalité	En UC le paragraphe sur les clôtures sur rue n'est pas clair. Les murets surplombés d'une grille sont-ils autorisés ? Sinon peut-on les autoriser pour des problématiques de sécurité ?	La hauteur maximale des clôtures est fixée à 1m80, c'est ce point qui répond à la problématique de sécurité. S'agissant des quartiers verdoyants (UC), la présence de la végétation est un enjeu important, d'où la règle pour les clôtures sur rue qui impose une haie vive éventuellement doublée d'un grillage ou d'un dispositif à claire voie, en matériaux naturels et perméable à la petite faune. Les murets surplombés d'une grille ne sont donc pas autorisés.	
Web n°247	Vincent LICTEVOUT	Le territoire dans sa globalité	Contredit les chiffres de consommation d'espace	La consommation d'ENAF a été calibrée au plus juste des besoins communaux et intercommunaux en termes d'habitat, d'équipements publics et de développement économique. Le rythme moyen de la consommation d'espace, de l'ordre de 17 ha par an entre 2011 et 2020, serait ainsi contenu autour d'une moyenne de 9 ha par an entre 2025 et 2034. Cela correspond à une enveloppe de l'ordre de 92 ha à horizon fin 2034 dont : - environ 39 ha pour de l'habitat incluant les équipements pour répondre aux besoins de la population en place (desserrement des ménages, fonctionnement urbain) et de la population future auxquels s'ajoutent environ 15 ha en dents creuses dans les tissus urbains soit 57% du foncier dédié à l'habitat - environ 10 ha (12%) dédié aux équipements	

			<p>Demande une densification plus importante pour moins consommer d'espace.</p>	<p>- environ 28 ha (30%) pour des activités économiques.</p> <p>Un des objectifs du PLUi est bien, conformément à la loi et pour une meilleure protection de l'environnement, de consommer moins d'espace agro-naturels pour le développement urbain. Cependant, celui-ci ne peut pas non plus se faire au détriment de la qualité du cadre de vie et du caractère patrimonial du territoire. C'est pourquoi les règles de densité sont adaptées à chaque espace.</p>	
Web n°256	Anonyme	Vouvray	<p>Cette Enquête Publique semble recueillir peu de contributions : problème d'intérêt ou d'information ?</p>	<p>347 contributions au total ont été enregistrées pour cette enquête publique avec différents moyens :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Registres papiers disponibles à la Maison communautaire de Touraine-Est Vallées (48 rue de la Frelonnerie – Montlouis-sur-Loire) ainsi que dans les Mairies des 10 communes du territoire : Azay-sur-Cher, Chançay, Larçay, Monnaie, Montlouis-sur-Loire, Reugny, Vétetz, Vernou-sur-Brenne, La Ville-aux-Dames et Vouvray, aux horaires habituels d'ouverture.</li> <li>• Registre dématérialisé, accessible 24h/24 et 7j/7 à l'adresse suivante : <a href="https://www.registre-dematerialise.fr/6076">https://www.registre-dematerialise.fr/6076</a></li> <li>• Par courrier postal (pendant la durée de l'enquête), à l'attention de la commission d'enquête : Maison communautaire de Touraine-Est Vallées 48, rue de la Frelonnerie 37270 Montlouis-sur-Loire</li> <li>• Par courrier électronique à l'adresse : <a href="mailto:enquete-publique-6076@registre-dematerialise.fr">enquete-publique-6076@registre-dematerialise.fr</a> (les contributions électroniques ont été publiées dans les meilleurs délais sur le registre en ligne).</li> <li>• Des permanences ont été assurées par la commission d'enquête pour échanger directement avec le public.</li> </ul> <p>Les modalités précises ont été détaillées dans l'arrêté organisant l'enquête. Toutes les informations relatives au PLUi et à cette enquête sont dispo-</p>	



				nibles sur le site de la Communauté de Communes, à l'adresse suivante : <a href="http://www.touraineestvallees.fr/plan-local-durbanisme-intercommunal-plui/">www.touraineestvallees.fr/plan-local-durbanisme-intercommunal-plui/</a>	
Web n°259	Anonyme	Le territoire dans sa globalité	Le PLUi devrait protéger les sentes et les « peus »	La préservation de ces éléments n'est pas du ressort du PLUi.	
Courrier n°46	INAO	Le territoire dans sa globalité	Copie du courrier de l'INAO qui s'est déjà exprimé en tant que Personne Publique Consultée dans une étape antérieure de la procédure.	Cet avis a déjà été reçu le 20 mars 2025 et a été joint au dossier d'enquête publique (PPA3m_avis_INAO)	

**Annexe 1 – Contributions sur le Plan Local d’Urbanisme intercommunal (PLUi)  
Réponses de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées (TEV)  
Azay-sur-Cher**

Réf	Nom	Commune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d’enquête
Web n°61	Guillaume ROUX	Azay-sur- Cher.	Proposition d’étendre une zone d’espace naturel à protéger dans l’espace urbain (zone UAb1)  Proposition du classement de cinq arbres identifiés dans l’OAP mais non au titre de l’article L151-19	Il n’est pas possible d’instaurer une servitude sur le terrain de personnes n’ayant pu s’exprimer lors de l’enquête publique.  En ce qui concerne les arbres, ce sont les arbres qui ont un caractère patrimonial et historique qui font l’objet d’un classement. L’OAP protège des arbres qui, sans avoir nécessairement ce caractère, sont importants pour le cadre de vie.	
Web n°62	Guillaume ROUX	Azay-sur- Cher.	Propositions de modification de l’OAP du centre pour améliorer la circulation : proposition d’un nouveau parking et d’une liaison automobile nouvelle vers la RD976.	Le projet développé dans l’OAP Azay-centre met l’accent sur le renforcement du maillage des circulations douces. C’est ainsi que la liaison routière proposée est considérée comme faisant partie de ce maillage. De plus il n’est pas possible de rajouter une servitude tel un emplacement réservé pour voirie après l’enquête publique. La création d’un nouveau parking n’est pas empêchée par l’OAP mais n’est pas dans ce cadre prioritaire.	
Web n°181	Philippe PINOT	Azay-sur- Cher.	Demande de bus vers la métropole	Ce type de demande n’est pas du ressort du PLUi	
Courrier n°31	Laurent et Céline PEANNE	Azay-sur- Cher.	Demande la protection d’arbres dans leur propriété 16 rue de la Pierre	Malgré leur intérêt au titre de la biodiversité, ces arbres ne correspondent pas au classement L151-19 instauré par le PLUi au titre de l’intérêt patrimonial. Il est cependant louable et du ressort du propriétaire du terrain de les entretenir et de permettre leur développement.	

Réf	Nom	Commune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d'enquête
Courrier n°37	J.F. ROLLEAU	Azay-sur-Cher.	Sur le plan du PLU on ne voit pas les décharges d'ordures ménagères, dommage de perdre l'information.	<p>Le plan de zonage n'est pas un document informatif mais un document juridique qui renvoie à des règles.</p> <p>Des bases de données existent sur les pollutions des sols (dont les anciennes décharges) :</p> <p>Basol : <a href="https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/base-des-sols-pollues/">https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/base-des-sols-pollues/</a></p> <p>Casias : <a href="https://www.georisques.gouv.fr/donnees/bases-de-donnees/inventaire-historique-de-sites-industriels-et-activites-de-service">https://www.georisques.gouv.fr/donnees/bases-de-donnees/inventaire-historique-de-sites-industriels-et-activites-de-service</a></p> <p>Carte des anciennes décharges : <a href="https://umap.openstreetmap.fr/fr/map/carte-historique-des-lieux-delimitation-des-dechet_580617#9/47.4327/0.6812">https://umap.openstreetmap.fr/fr/map/carte-historique-des-lieux-delimitation-des-dechet_580617#9/47.4327/0.6812</a></p>	
Courrier n°38	J. P. DIONNEAU	Azay-sur-Cher.	Collectif « Les riverains de la rue de la Gitonnière ». Demande le réexamen de classement en zone N du lieu-dit « La Gitonnière ». Demande la réécriture de la phrase « La date de référence est celle de l'approbation du PLUi » sujette à interprétation.	<p>Le lieu-dit « La Gitonnière » est classé en zone naturelle car il est entouré d'espace à très forte valeur écologique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Il se situe au contact d'un réservoir de biodiversité de type milieu ouvert au sud du lieu-dit</li> <li>- Il se situe au contact d'un réservoir de biodiversité aquatique situé au Nord du hameau.</li> <li>-Il se situe au contact d'un boisement, élément relais, qui participe d'un corridor écologique le long du ruisseau de la Gitonnière.</li> </ul> <p>Ces éléments sont consultables dans le dossier dans le document intitulé « Etat Initial de l'Environnement »</p> <p>En ce qui concerne la date de référence, elle n'est pas sujette à interprétation. Ce sera celle de l'approbation du PLUi par le conseil communautaire de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées.</p>	

Réf	Nom	Commune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d'enquête
Web n°35	Michel et Bernard BON-DONNEAU	Azay-sur-Cher.	Demande de constructibilité pour la parcelle ZT20 – la Branchoirie	Cette parcelle est déjà classée en 2AUh	
Web n°37	Consorts HART	Azay-sur-Cher	Demande de constructibilité (1AUh) pour la parcelle ZT770 Pourquoi urbaniser la ZT20 (2AUh les Charpereaues) et non la ZT770 qui est dans la continuité de l'urbanisation ?	<p>-Une partie de la parcelle ZT770 est une zone humide le long du fossé ou vallon des Charpereaues. Par ailleurs il a été décidé à maintenir des espaces naturels de part et d'autre de ce vallon, entre les communes d'Azay-sur-Cher et Véretz pour des raisons paysagères afin de conserver des vues sur la vallée du Cher et d'éviter une continuité de l'urbanisation entre les deux communes.</p> <p>-Les parcelles ZT28, 29 et 20 sont classées en 1AUh et 2AUh car l'inventaire a confirmé l'absence de zone humide.</p> <p>-La parcelle ZT20 est desservie par la route des Charpereaues ce qui permet un accès direct depuis cette voie structurante de la commune en tant que desserte interquartier.</p>	
Web n°173	Patrick MERY	Azay-sur-Cher.	<p>- Demande la constructibilité partielle de la parcelle ZV816</p> <p>- la mise en conformité du réseau E Pluviales du lotissement</p>	<p>- Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible car elle correspondrait à une extension urbaine qui irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et circonscrites par le projet.</p> <p>- la mise en conformité du réseau Eaux Pluviales du lotissement n'est pas du ressort du PLUi.</p>	
Courrier n°28	Thierry PASCAUD Laurence COTTAN	Azay-sur-Cher.	Demande la constructibilité de la parcelle ZK9	<p>Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante :</p> <p>- Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.</p> <p>C'est pourquoi aussi l'ensemble du hameau est classé en A.</p>	

**Annexe 1 – Contributions sur le Plan Local d’Urbanisme intercommunal (PLUi)  
Réponses de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées (TEV)  
Chançay**

Réf	Nom	Commune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d'enquête
Web n°1	Jean-Yves MAZEAS	Chançay	Contre l'urbanisation des espaces verts (les Bleuets et les tournesols) à Chançay – espaces de convivialité	Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».	
Web n°11	Anonyme	Chançay	Contre l'urbanisation des espaces verts (les Bleuets et les tournesols) à Chançay	Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».	
Web n°14	Myriam CHOUTEAU	Chançay	Contre l'urbanisation des espaces verts (les Bleuets et les tournesols) à Chançay : conserver des espaces verts contre la chaleur pour les promeneurs et les enfants, pas de nouvelles maisons pour des raisons de sécurité automobile	Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».	

Web n°16	Anonyme	Chançay	<p>Refus de construction dans des zones qui à ce jour ne sont pas construites et ne font pas partie des dents creuses lors de l'élaboration du PLU.</p> <p>La commune a supprimé lors de l'élaboration du PLU des zones constructibles sur lesquelles des constructions en état d'abandon aurait pu être rénové.</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>La réhabilitation des constructions anciennes est en effet prioritaire et tout à fait autorisée par le PLUi.</p> <p>De plus, dans l'espace agro-naturel, certaines anciennes constructions agricoles qui ne sont plus adaptées aux pratiques actuelles ont été identifiées comme pouvant changer de destination.</p> <p>Cependant, le parc de logements anciens est assez restreint sur la commune et fortement contraint dans le centre-bourg entre le coteau, la RD46 et la vallée de la Brenne. Il ne peut répondre à tous les besoins notamment pour les familles avec enfants. C'est pourquoi, il est nécessaire de prévoir des possibilités de constructions nouvelles sur la commune.</p>	
Web n°17	Anonyme	Chançay	<p>Refus de construction dans des zones qui à ce jour ne sont pas construites et ne font pas partie des dents creuses lors de l'élaboration du PLU.</p> <p>La commune a supprimé lors de l'élaboration du PLU des zones constructibles sur lesquelles des constructions en état d'abandon aurait pu être rénové.</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>La réhabilitation des constructions anciennes est en effet prioritaire et tout à fait autorisée par le PLUi.</p> <p>De plus, dans l'espace agro-naturel, certaines anciennes constructions agricoles qui ne sont plus</p>	



				<p>adaptées aux pratiques actuelles ont été identifiées comme pouvant changer de destination.</p> <p>Cependant, le parc de logements anciens est assez restreint sur la commune et fortement contraint dans le centre-bourg entre le coteau, la RD46 et la vallée de la Brenne. Il ne peut répondre à tous les besoins notamment pour les familles avec enfants. C'est pourquoi, il est nécessaire de prévoir des possibilités de constructions nouvelles sur la commune.</p>	
Web n°18	Damien et Laura GARRIDO CAPELLAZZI	Chançay	<p>Opposition à la destruction d'espaces verts – raisons climatiques, biodiversité, îlots de chaleur espaces de promenades de détente et de liens social</p> <p>Réhabiliter des friches urbaines</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>La réhabilitation des constructions anciennes est en effet prioritaire et tout à fait autorisée par le PLUi.</p> <p>De plus, dans l'espace agro-naturel, certaines anciennes constructions agricoles qui ne sont plus adaptées aux pratiques actuelles ont été identifiées comme pouvant changer de destination.</p> <p>Cependant, le parc de logements anciens est assez restreint sur la commune et fortement contraint dans le centre-bourg entre le coteau, la RD46 et la vallée de la Brenne. Il ne peut répondre à tous les besoins notamment pour les familles avec enfants. C'est pourquoi, il est nécessaire de prévoir des possibilités de constructions nouvelles sur la commune.</p>	
Web n°19	Anonyme	Chançay	Contre l'urbanisation des espaces verts (les Bleuets et les tournesols) à Chançay	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace</p>	

				naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».	
Web n°20	Anonyme	Chançay	<p>Contre l'urbanisation des espaces verts (les Bleuets et les tournesols) à Chançay</p> <p>Contre le stockage des boues de la Métropole</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme). Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	

Web n°24	Anonyme	Chançay	<p>Contre l'urbanisation des espaces verts (les Bleuets et les tournesols) à Chançay</p> <p>Contre le stockage des boues de la Métropole</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale</p>	
Web n°52	Alexandre GUIBERT	Chançay	<p>Opposé à l'urbanisation des espaces verts de la rue des Bleuets et des tournesols :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Depuis la loi ALUR on ne peut plus supprimer des espaces verts de lotissement</li> </ul>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement</p>	

			<ul style="list-style-type: none"> <li>-dommage d'urbaniser à outrance et de multiplier les nuisances</li> <li>- les espaces verts permettent aux enfants de jouer</li> <li>- Acte notarié de la parcelle 649</li> <li>- Pourquoi ne pas avoir conservé l'OAP des Grandes Bastes</li> <li>- Pourquoi ne pas reprendre les dents creuses des vallées</li> <li>- les grandes communes peuvent créer des lotissements sur la zone agricole, c'est la mort des petites</li> </ul>	<p>sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>Le secteur des Grandes Bastes est un espace naturel et agricole et l'urbaniser générerait de la consommation d'espace.</p> <p>La volonté exprimée dans le PADD est de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités. Une plus grande densification des vallées irait à l'encontre de cet objectif.</p> <p>Le PLUi propose un équilibre de développement entre les grandes et les petites communes. Le projet de développement de Chancay s'appuie sur plusieurs espaces en densification et sur le secteur de la Massoterie.</p>	
Web n°56	Anonyme	Chançay	<p>Contre la vente des espaces verts de la rue des Bleuets</p> <p>Contre le stockage des boues à Vaubrault</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubrault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par</p>	

				<p>les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale</p>	
Web n°75	Géraldine	Chançay	<p>Contre l'urbanisation des espaces vert des bleuets nécessaires à l'évacuation des eaux de pluie et par ailleurs on ne fauche plus les bas-côtés des routes</p> <p>Contre le stockage des boues à Vaubraut circulation, odeurs</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un</p>	

				<p>dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale</p>	
Courrier n°25	Mme et M. LECLERC	Chançay	Contre la construction aux Bleuets et Tournesols	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p>	
Courrier n°26	Marianne ROLLIN	Chançay	Contre la construction aux Bleuets et Tournesols : garder l'équilibre actuel entre bâtis et espaces verts	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p>	



Web n°80	Philippe et Evelyn BODIER	Chançay	<p>Contre la construction des espaces verts</p> <p>Propose un terrain de dépôt à l'angle de la RD46 et de la rue des Acacias</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>Le terrain proposé est susceptible d'être inondable. Il fait l'objet d'un emplacement réservé pour l'aménagement d'un espace vert.</p>	
Web n°82	Delphine GUIBERT	Chançay	<p>Opposée à la construction des espaces verts de l'OAP des Bleuets : Pas de concertation, etc. demande la plantation de vergers ou d'arboretum</p> <p>Opposée au stockage des boues : incompréhension</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations.</p>	

				<p>de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale</p>	
Web n°83	Alexandre GUIBERT	Chançay	<p>Opposé à la construction des espaces verts le Bleuets : Pas de concertation, etc. demande la plantation de vergers ou d'arboretum</p> <p>Présence d'une source</p> <p>Opposé au stockage des boues : incompréhension, etc.</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubrault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un</p>	

				encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale	
Web n°84	Kévin VIET	Chançay	Opposé à la construction des espaces verts  Opposé au stockage des boues	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubrault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale</p>	

Web n°85	Stéphane RODRIGUES	Chançay	Opposé à la construction des espaces verts : écureuils, hérissons	Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».	
Web n°86	Philippe SELLIER	Chançay	Opposé à la destruction des espaces verts : biens dévalués etc.  Opposé au stockage des boues : sols pollués, demande proximité du stockage et des lieux d'épandage, etc.	Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».  En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).	

				Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale	
Web n°87	Corentin DIAS	Chançay	Opposé à la destruction des espaces verts : présence d'une source, toutes les communes créent des espaces verts et nous on nous les supprime, etc.  Présence d'une source	Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».	
Web n°88	Philippe COLOMBANI	Chançay	Opposé à la destruction des espaces verts : divers arguments  Opposé au stockage des boues : divers arguments	Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».  En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un	

				<p>dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale</p>	
Web n°90	Isabelle BAUDAT	Chançay	<p>Non à la destruction des espaces verts : divers arguments</p> <p>Présence d'une source</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p>	
Web n°91	Nicolas et Sandra MARSAUD	Chançay	<p>Non à la destruction des espaces verts : divers arguments + en 2005 lors de l'achat, une partie du prix était destiné à l'aménagement obligatoire d'espaces verts et d'une aire de jeux.</p> <p>Dans le prix du terrain en 2005, rue des Tournesols, les espaces verts étaient compris.</p> <p>Contre le stockage des boues : divers arguments</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par</p>	

				<p>les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale</p>	
Web n°97	Bernard BIHOUR	Chançay	<p>Non à la destruction des espaces verts</p>          <p>Non au stockage de boues à Vaubrault</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubrault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un</p>	

				<p>dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale</p>	
Web n°98	Anonyme	Chançay	<p>Non à la destruction des espaces verts : divers arguments</p> <p>Non au stockage de boues à Vaubraut : divers arguments</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités</p>	



				<p>(conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale</p>	
Web n°100	Guillaume HOCQUINE	Chançay	<p>Non à la destruction des espaces verts : divers arguments</p> <p>Présence d'une source</p> <p>Non au stockage de boues à Vaubraut : divers arguments</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de</p>	

				leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale	
Web n°103	Jean ROBIN	Chançay	<p>Non à la destruction des espaces verts : divers arguments</p> <p>Présence d'une source</p> <p>Non au stockage de boues à Vaubrault : divers arguments</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubrault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale</p>	

Web n°104	Nadine ROBIN	Chançay	<p>Non à la destruction des espaces verts : divers arguments</p> <p>Présence d'une source</p> <p>Non au stockage de boues à Vaubraut : divers arguments</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale</p>	
Web n°105	Jean ROBIN	Chançay Vernou-sur-Brenne.	Pas touche à la terre agricole mais on détruit les espaces verts	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement</p>	

			Est-ce normal que Vernou-sur-Brenne autorise une antenne relais sur de la terre agricole ? Quels sont les risques encourus ?	<p>sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>Dans le PLUi, les pylônes destinés aux antennes relais sont interdits dans les secteurs Aa, Apb et Apd, pour des questions de paysage et patrimoine. S'il s'agit d'une autorisation déjà délivrée, cela concerne le PLU en vigueur (absence de références cadastrales dans la contribution).</p>	
Web n°114	Michel GUIBERT	Chançay	Contre la destruction des espaces verts : divers arguments + Pourquoi les parcelles 665, 705 à 708 restantes du projet ont été classées en N ?	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>Le secteur des Grande Bastes est un espace naturel et agricole, l'urbaniser générerait de la consommation d'espace.</p>	
Web n°115	Catherine LE-ROUX	Chançay	<p>Contre la destruction des espaces verts : divers arguments</p> <p>Présence d'une source</p> <p>Contre le stockage des boues : divers arguments</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un</p>	

				<p>équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale</p>	
Web n°116	Anonyme	Chançay	Contre la destruction des espaces verts : divers arguments	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p>	

Web n°117	Myriam CHOUTEAU	Chançay	<p>Contre la destruction des espaces verts : divers arguments</p> <p>Pas eu de réunion publique sur le PLUi</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>Le Bilan de la concertation, joint au dossier du PLUi, présente l'ensemble des actions menées pour informer et associer le public à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) : outils de communication (site internet, lettres, vidéos, réunions publiques, expositions mobiles, etc.), contributions reçues et réponses apportées, ainsi que la collaboration avec les communes et les acteurs institutionnels.</p>	
Web n°123	René LHUIILLIER	Chançay	<p>Contre la destruction des espaces verts</p> <p>Contre le stockage des boues</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubrault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux</p>	

				<p>de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale</p>	
Web n°127	Cyril DELPY	Chançay	<p>Contre la destruction des espaces verts : divers arguments</p> <p>Contre le stockage des boues : divers arguments</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une</p>	

				<p>maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale</p>	
Web n°131	Philippe PAY	Chançay	<p>Contre la destruction des espaces verts</p> <p>Contre le stockage des boues</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubrault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p>	



				Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale	
Web n°132	Jacques SIMON	Chançay	Contre la destruction des espaces verts : divers arguments  Pourquoi avoir supprimé es zones constructibles pour les mettre en agricole : les Grandes Bastes	Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».  Le secteur des Grandes Bastes est un espace naturel et agricole et l'urbaniser générerait de la consommation d'espace.	
Web n°135	Daniel JOUBERT	Chançay	Contre la destruction des espaces verts	Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».	
Web n°145	Myriam FOUASSE-ROBERT	Chançay	Contre la destruction des espaces verts : divers arguments  Présence d'une source	Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».	

			Contre le stockage des boues : divers arguments	<p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale</p>	
Web n°153	Anonyme	Chançay	<p>Contre la destruction des espaces verts : divers arguments</p> <p>Présence d'une source</p> <p>Contre le stockage des boues : divers arguments</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité</p>	

				<p>déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale</p>	
Web n°171	Anonyme	Chançay ?	Non à la destruction d'espaces verts	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p>	
Web n°218	Laurent DA-VAIL	Chançay	<p>Non à la destruction des espaces verts rue es Bleuets et lotissement des Grandes Bastes : divers arguments</p> <p>Insuffisance du réseau électrique</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p>	

			Non au stockage des boues : divers arguments	<p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale</p>	
Web n°235	Anonyme	Chançay	<p>Contre la construction du terrain des Bleuets</p> <p>Pourquoi pas plutôt comme c'était prévu au PLU entre la rue des Bastes et celle de la Croix Rouge ?</p> <p>Contre la construction de logements à côté de la petite épicerie. Ce site aurait dû rester un lieu de promenade, de divertissement et de rencontres.</p> <p>Pourquoi avoir choisi de mettre des bassins de rétention dans les bois ?</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>Le secteur des Grandes Bastes est un espace naturel et agricole et l'urbaniser générerait de la consommation d'espace.</p>	

			L'ER n°30 est sur une propriété protéger : incohérent enlever l'ER	L'emplacement réservé (ER) n°30 a pour objet l'aménagement d'un espace public, au bénéfice de la commune.	
Courrier n°44	CONFALONERI	Chançay	Contre la construction aux Bleuets et Tour-nesols	Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».	
Web n°4	Anonyme	Chançay	Se plaint des nuisances « des nouveaux camions passant de manière illégale dans la rue » - Vallée de Raye	En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme). Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.	

Web n°15	Myriam CHOUTEAU	Chançay	Contre la reprise du site « Terrial » par la Métropole pour y stocker des boues – crainte des nuisances	<p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°20	Anonyme	Chançay	<p>Contre l'urbanisation des espaces verts (les Bleuets et les tournesols) à Chançay</p> <p>Contre le stockage des boues de la Métropole</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de</p>	

				<p>Vaubrault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p> <p><i>Les Bleuets : cf réponse spécifique</i></p>	
Web n°21	MAZEAS	Chançay	Contre le stockage des boues de la Métropole à Vaubrault	<p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubrault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités</p>	

				<p>(conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°24	Anonyme	Chançay	<p>Contre l'urbanisation des espaces verts (les Bleuets et les tournesols) à Chançay</p> <p>Contre le stockage des boues de la Métropole</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubrault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de</p>	



				leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale. <i>Les Bleuets : cf réponse spécifique</i>	
Web n°32	Stéphane LEHOUX	Chançay	Contre le stockage des boues sur le site de Vaubraut	En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme). Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.	
Web n°41	Laura PRIETO	Chançay	Nous sommes opposés à ce projet – circulation qui risque d'être « invivable ».	En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un	

				<p>dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°56	Anonyme	Chançay	<p>Contre la vente des espaces verts de la rue des Bleuets</p> <p>Contre le stockage des boues à Vaubrault</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubrault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités</p>	

				<p>(conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p> <p><i>Les Bleuets : cf réponse spécifique</i></p>	
Web n°57	Florence	Chançay	<p>Opposition au stockage des boues de la métropole à Vaubraut</p> <p>Impact sur la vallée de Raye des transports</p>	<p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°58	Anonyme	Chançay	<p>Opposition au stockage des boues de la métropole à Vaubraut</p> <p>Impact sur la vallée de Raye</p>	<p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par</p>	

				<p>les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°60	Florence	Chançay	Idem web n°57	Idem web n°57	
Web n°63	Régis	Chançay	<p>Félicite le conseil municipal de s'opposer à la Métropole.</p> <p>Est-ce légal que la Métropole se débarrasse de ces boues hors de son périmètre ? Au-delà de la légalité ce n'est pas très moral.</p>	<p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un</p>	

				encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.	
Web n°64	Anonyme	Chançay	S'oppose au projet de stockage des boues de la Métropole à Vaubraut : - carence démocratique - Nuisances olfactives (expérience avec les entreprises précédentes) - - déclassement paysager, touristique, patrimonial - circulation des poids lourds - incohérence avec le plan d'épandage	En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme). Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.	
Web n°66	Pascale PAUMIER	Chançay	Choquée par le projet de stockage des boues de la Métropole à Vaubraut	En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc	

				<p>ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°69	Anonyme	Chançay	Contre le dépôt de boues à Vaubraut	<p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	

Web n°75	Géraldine	Chançay	<p>Contre l'urbanisation des espaces vert des bleuets nécessaires à l'évacuation des eaux de pluie et par ailleurs on ne fauche plus les bas-côtés des routes</p> <p>Contre le stockage des boues à Vaubraut circulation, odeurs</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme). Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°81	Anonyme	Chançay	Opposé au stockage des boues : pollution, odeur, bruit, danger de circulation	<p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité</p>	

				<p>déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°82	Delphine GUIBERT	Chançay	<p>Opposée à la construction des espaces verts de l'OAP des Bleuets : Pas de concertation, etc. demande la plantation de vergers ou d'arboretum</p> <p>Opposée au stockage des boues : incompréhension</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubrault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17</p>	



				<p>juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°83	Alexandre GUIBERT	Chançay	<p>Opposé à la construction des espaces verts le Bleuets : Pas de concertation, etc. demande la plantation de vergers ou d'arboretum</p> <p>Opposé au stockage des boues : incompréhension, etc.</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un</p>	

[illegible]

				<p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p> <p><i>Les Bleuets : cf réponse spécifique</i></p>	
Web n°86	Philippe SELLIER	Chançay	<p>Opposé à la destruction des espaces verts : biens dévalués etc.</p> <p>Opposé au stockage des boues : sols pollués, demande proximité du stockage et des lieux d'épandage, etc.</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de</p>	

				leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale. <i>Les Bleuets : cf réponse spécifique</i>	
Web n°88	Philippe COLOMBANI	Chançay	<p>Opposé à la destruction des espaces verts : divers arguments</p> <p>Opposé au stockage des boues : divers arguments</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	

Web n°91	Nicolas et Sandra MARSAUD	Chançay	<p>Non à la destruction des espaces verts : divers arguments + en 2005 lors de l'achat, une partie du prix était destiné à l'aménagement obligatoire d'espaces verts et d'une aire de jeux.</p> <p>Contre le stockage des boues : divers arguments</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°97	Bernard BIHOUR	Chançay	Non à la destruction des espaces verts	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement</p>	

			Non au stockage de boues à Vaubraut	<p>sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°98	Anonyme	Chançay	Non à la destruction des espaces verts : divers arguments	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace</p>	

			Non au stockage de boues à Vaubraut : divers arguments	<p>naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°99	Anonyme	Chançay	Non au stockage de boues à Vaubraut : divers arguments	<p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc</p>	

				<p>ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°100	Guillaume HOCQUINE	Chançay	<p>Non à la destruction des espaces verts : divers arguments</p> <p>Non au stockage de boues à Vaubraut : divers arguments</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations,</p>	



				de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme). Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.	
Web n°103	Jean ROBIN	Chançay	Non à la destruction des espaces verts : divers arguments  Non au stockage de boues à Vaubraut : divers arguments	Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».  En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme). Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un	

				encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.	
Web n°104	Nadine ROBIN	Chançay	<p>Non à la destruction des espaces verts : divers arguments</p> <p>Non au stockage de boues à Vaubraut : divers arguments</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	

Web n°115	Catherine LEROUX	Chançay	<p>Contre la destruction des espaces verts : divers arguments</p> <p>Contre le stockage des boues : divers arguments</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°118	Myriam CHOUTEAU	Chançay	Contre le stockage des boues : divers arguments	<p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité</p>	

				<p>déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°119	Agnès DEVAIL	Chançay	<p>Contre la destruction des espaces verts : divers arguments</p> <p>Contre le stockage des boues : divers arguments</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubrault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux</p>	

				<p>de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°120	LE ROUX	Chançay	Contre le stockage des boues : divers arguments	<p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	

Web n°121	Emmanuelle CRESTEY	Chançay	Contre le stockage des boues : divers arguments	<p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°123	René LHUILLIER	Chançay	<p>Contre la destruction des espaces verts</p> <p>Contre le stockage des boues</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité</p>	

				<p>déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°127	Cyril DELPY	Chançay	<p>Contre la destruction des espaces verts : divers arguments</p> <p>Contre le stockage des boues : divers arguments</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubrault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17</p>	

				<p>juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°131	Philippe PAY	Chançay	<p>Contre la destruction des espaces verts</p>          <p>Contre le stockage des boues</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubrault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un</p>	



				encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme). Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.	
Web n°145	Myriam FOUASSE-RO- BERT	Chançay	<p>Contre la destruction des espaces verts : divers arguments</p> <p>Contre le stockage des boues : divers arguments</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L.151-9 du Code de l'urbanisme).</p>	

				Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.	
Web n°153	Anonyme	Chançay	<p>Contre la destruction des espaces verts : divers arguments</p> <p>Contre le stockage des boues : divers arguments</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie.</p> <p>C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	

Web n°214	Baptiste TREHOREL	Chançay	Non au stockage des boues	<p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°218	Laurent DA- VAIL	Chançay	<p>Non à la destruction des espaces verts rue des Bleuets et lotissement des Grandes Bastes : divers arguments</p> <p>Non au stockage des boues : divers arguments</p>	<p>Les élus de Chançay ont entendu la demande des habitants et leur attachement à la présence de ces espaces verts dans leur cadre de vie. C'est pourquoi, le projet d'urbaniser ces terrains est abandonné. L'OAP qui organisait cet aménagement sera supprimée et les trois espaces concernés seront protégés au PLUi par une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme « espace naturel (boisement, jardin, etc.) à protéger dans l'espace urbain ».</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubraut qui ne soit pas en lien avec une activité</p>	

				<p>déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17 juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°255	Bérénice BOU-CHAT	Chançay	<p>Contre le projet de la Massoterie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- urbanisation intensive qui va à l'encontre de l'habitat traditionnel à Chançay</li> <li>- Quel vivre ensemble avec cette proximité : des lots de moins de 300 m<sup>2</sup></li> <li>- le plan de lotissement prévoyait une haie qui a été oubliée</li> </ul>	<p>Les possibilités de construire à Chançay sont limitées. Le terrain de la Massoterie est une opportunité d'accueillir de nouveaux logements non loin du centre-bourg.</p> <p>De plus, la rue Roche Fleurie est une petite rue à flanc de coteau occupé par un bâti traditionnel formant un coteau belvédère. L'économie de terrain et la prise en considération du relief et de ses contraintes orientait les constructions traditionnelles ce qui n'était plus le cas des pavillons des dernières années. Ce sont ces considérations qui sous-tendent les orientations de l'OAP.</p>	
Email n°264	M. et Mme BOUCHAT	Chançay	<p>Nouvel argumentaire contre le projet de la Massoterie où ils sont propriétaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un espace public prévu sur l'un de leur terrain</li> <li>- les terrains le long de la rue sont constructibles de manière individuelle</li> <li>- demande la constructibilité du bas de la parcelle AC1012</li> </ul>	<p>Le terrain étant rare, il s'agit d'organiser au mieux son occupation. C'est pourquoi il est demandé une opération d'aménagement d'ensemble dans le cadre d'une zone à urbaniser et non une constructibilité réalisée au cas par cas.</p>	

			- 20/25 logements /ha semble en contradiction avec l'habitat traditionnel de la rue.		
Web n°51	Alexandre GUIBERT	Chançay	Demande ce qu'il en est de l'emplacement réservé n°2 inscrit au PLU	Cet emplacement réservé qui avait pour objet l'aménagement d'un espace public est toujours d'actualité avec le même objet	
Web n°126	Hugues et Corinne MERCIER	Chançay	<p>- Demande le classement de leur parcelle de jardin en Aa (id pour les parcelles voisines) comme dans le PLU et non en UCb1 (rue du Château de Vau) : AOC pouvant potentiellement être plantée en vigne, biodiversité, continuité écologique, paysage Quel impact sur les impôts ?</p> <p>- manque de réglementation des annexes</p> <p>- Conteste la nécessité d'un élargissement de la voie (ER n°31)</p> <p>- Regrette l'absence de repérage des haies dans cette vallée</p> <p>- Absence d'intégration paysagère des zones d'activité</p>	<p>- la volonté de la commune de Chançay a été d'ouvrir quelques possibilités de construire dans les vallées viticoles qui sont des espaces traditionnellement occupés sur son territoire. Pour ne pas entamer les terres agricoles le choix des secteurs constructibles a été réalisé à partir des constructions existantes. Le choix du classement en UCb1 correspond à des urbanisations linéaires dont on ne veut pas l'extension à l'arrière d'un premier rang de maisons. La délimitation des terrains classés en Ucb1 se fait en prenant l'ensemble des jardins aménagés. Cependant, rien n'oblige un propriétaire à construire.</p> <p>- En ce qui concerne les annexes, c'est la qualité de l'intégration qui sera vérifiée.</p> <p>- L'ER n°31 a pour objet l'aménagement du carrefour.</p> <p>- Cette vallée est principalement marquée par la présence de boisements de coteau plus que de haies. Ces boisements font l'objet d'une protection</p> <p>- En ce qui concerne les zones d'activités : Face à une demande croissante de terrains à vocation économique et au tarissement de l'offre sur le territoire, l'accent a été mis sur une densification et une occupation efficiente du foncier. Cependant, un certain</p>	

				nombre de règles encadrent l'implantation et le développement des entreprises en fonction de leur typologie et de leur environnement en termes de hauteur, d'emprise au sol, de reculs de plantations en limites de zone au contact avec l'espace agro-naturel. Enfin, un certain nombre de sites font l'objet d'OAP.	
Web n°128	Pétition des habitants de Launay à Chançay et Prairie de Champ Martin à Vernou-sur-Brenne.	Chançay Vernou-sur-Brenne.	Craignent le manque de protection contre les nuisances de la zone d'activité de Launay contigüe à leur hameau. Demandent en particulier un encadrement restrictif des activités autorisées (ref UC) Emprise au sol très permissive (80%)	<p>Le périmètre de la zone d'activité n'a pas été modifié avec le PLUi.</p> <p>La protection des constructions patrimoniales encadre leur réhabilitation mais n'empêche pas un changement de destination.</p> <p>Néanmoins, au regard de ces observations, un secteur sera créé pour cette zone et la liste des occupations et utilisations du sol interdites sera complétée par les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les installations constituées d'anciens véhicules dé-saffectés ou toutes autres installations précaires ou mobiles ;</li> <li>- les dépôts de vieilles ferrailles, de matériaux de démolition, de déchets tels que pneus usés, vieux chiffons, ordures etc. ;</li> <li>- les affouillements ou exhaussements du sol non liés à une occupation ou utilisation du sol autorisée ou à la gestion des eaux de ruissellement.</li> </ul> <p>Au regard de ces observations, le règlement de la zone UXa sera complété avec une liste des occupations et utilisations interdites (-&gt; liste UC, tirets 6-7-8-10) et précisera qu'en limite avec une zone A, le recul sera obligatoirement de 5 mètres.</p>	
Courrier n°36	Les habitants de Launay	Vernou-sur-Brenne / Chançay	Idem Web n°128	<p>Le périmètre de la zone d'activité n'a pas été modifié avec le PLUi.</p> <p>La protection des constructions patrimoniales encadre leur réhabilitation mais n'empêche pas un changement de destination.</p>	

				<p>Néanmoins, au regard de ces observations, un secteur sera créé pour cette zone et la liste des occupations et utilisations du sol interdites sera complétée par les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les installations constituées d'anciens véhicules dé-saffectés ou toutes autres installations précaires ou mobiles ;</li> <li>- les dépôts de vieilles ferrailles, de matériaux de démolition, de déchets tels que pneus usés, vieux chiffons, ordures etc. ;</li> <li>- les affouillements ou exhaussements du sol non liés à une occupation ou utilisation du sol autorisée ou à la gestion des eaux de ruissellement.</li> </ul> <p>Au regard de ces observations, le règlement de la zone UXa sera complété avec une liste des occupations et utilisations interdites (-&gt; liste UC, tirets 6-7-8-10) et précisera qu'en limite avec une zone A, le recul sera obligatoirement de 5 mètres.</p>	
Web n°239	Tanguy PERRAULT	Chançay	<p>Demande que les agriculteurs puissent construire des petits hangars en zone A ce qui lui a été refusé en 2023 parce qu'il ne faisait pas partie d'une CUMA.</p>	<p>C'est bien le cas puisque le règlement de la zone A du PLUi admet notamment les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les Coopérative d'Utilisation du Matériel Agricole (CUMA).</p>	
Email n°266	Alexandra CHE- RIFI et Julien MARTINS	Chançay	<p>Demande la non constructibilité des parcelles AE309, 221, 222, 223 et 224 Vallée de Raye car proche de leur exploitation et des vignes exploitées qui ne pourraient plus l'être sereinement.</p> <p>Contre le stockage des boues à Vaubrault</p>	<p>Ces parcelles sont classées en A au PLUi. Leur vocation agricole est donc préservée.</p> <p>En réponse aux attentes exprimées par les habitants lors de l'enquête publique, les élus du territoire réaffirment leur volonté d'interdire l'implantation d'un équipement de stockage de boues sur le site de Vaubrault qui ne soit pas en lien avec une activité déjà implantée. Cette position a déjà été clairement exprimée à travers la délibération du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025, ainsi que par les motions adoptées par les Conseils municipaux de Chançay, le 12 mars 2025, et de Reugny, le 17</p>	

				<p>juin 2025. Le dossier d'approbation interdira donc ce type d'activité par un renforcement de l'encadrement réglementaire applicable au site concerné. Un dispositif spécifique sera proposé pour assurer une maîtrise effective des usages, notamment par un encadrement des destinations et sous-destinations, de l'affectation des sols et de la nature des activités (conformément à l'article L. 151-9 du Code de l'urbanisme).</p> <p>Par ailleurs, le dossier d'approbation intégrera des éléments de justification détaillant la nécessité d'un encadrement strict de ces installations, au regard de leurs conséquences sur l'environnement et sur la qualité de vie locale.</p>	
Web n°50	Alexandre GUI-BERT	Chançay	<p>Demande le classement en zone UB des parcelles AD32 ? 613 et 615</p> <p>Ces parcelles ont fait l'objet d'un CU et d'un PC en 2016 et 2017.</p>	<p>Ces parcelles sont déjà constructibles et classées en UAb « les espaces de maisons individuelles à investir ».</p>	
Email n°140	Martine BRUNO	Chançay	<p>Demande la constructibilité des parcelles AB 788, 792, 790, 794, 310, 311, 312 et 314</p>	<p>Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.</li> <li>- consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées, et/ou proches des centres bourgs et circonscrites par le projet</li> </ul>	
Courrier n°43	Martine BRUNO	Chançay	<p>Idem Email n°140</p>	<p>Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.</li> <li>- consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien</li> </ul>	



				identifiées, et/ou proches des centres bourgs et circonscrites par le projet	
--	--	--	--	--	--

## Annexe 1 – Contributions sur le Plan Local d’Urbanisme intercommunal (PLUi) Réponses de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées (TEV)

### Larçay

Réf	Nom	Commune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d’enquête
Email n°7	Margaret TAILLANDIER épouse GOYAT	Larçay	Demande la suppression de la zone de jardin (ancien PLU) pour les parcelles à l’arrière de sa propriété.	La zone de jardin n’existe plus dans le PLUi. Les parcelles concernées sont désormais classées en zone UCb (Quartier verdoyant linéaire)	
Email n°89	Anaëlle REBOUL Val Touraine Habitat	Larçay	OAP la Plauderie : Incompatibilité de la voie principale avec l’opération existante (voie de 4,5 m) et une opération déjà prévue. Permuter la voie secondaire prévue en direction de la Rue de la Croix (au Nord) et la voie principale en direction de la Bergerie.	Cette proposition peut être prise en compte et conduira à modifier l’OAP en inversant les typologies de voies au Nord de l’opération, à partir du « Y » formé par l’intersection de ces deux voies : la voie principale devenant voie secondaire et inversement.	
Web n°188	Frédéric DALIBARD Walter et Garantie Avocats	Larçay	Objet : l’urbanisation du Valette : - rappel de la situation de zone 2AU prévue pour être urbanisée même si pas prioritaire - reconnaît que dans le contexte du ZAN ce ne peut plus être un projet de lotissement - Demande que cela puisse être un projet photovoltaïque sans consommation d’espace et donc la création d’un secteur spécifique	En fonction de son état d’avancement, ce projet pourra être pris en considération dans une évolution ultérieure du PLUi.	
Email n°198	Frédéric DALIBARD Walter et Garantie Avocats	Larçay	Idem Web n°188	En fonction de son état d’avancement, ce projet pourra être pris en considération dans une évolution ultérieure du PLUi.	
Courrier n°33	Val Touraine Habitat	Larçay	Idem Email n°89	Cette proposition peut être prise en compte et conduira à modifier l’OAP en inversant les typologies de voies au Nord de l’opération, à partir du « Y » formé par l’intersection de ces deux voies : la voie principale devenant voie secondaire et inversement.	

## Annexe 1 – Contributions sur le Plan Local d’Urbanisme intercommunal (PLUi) Réponses de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées (TEV)

### Monnaie

Réf	Nom	Commune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d'enquête
Web n°13	Jérémy BLIN	Monnaie	Demande de classement des parcelles ZB346 et 347 en UXe et non en UCa au regard de leur occupation par « des locaux commerciaux depuis plus de trente ans ».	Il ne peut pas être répondu positivement à cette demande pour les raisons suivantes : - le restaurant est aménagé dans un ancien bâtiment qui a abrité un laboratoire puis un antiquaire et qui correspond mieux à la forme urbaine de la zone UCa « quartiers verdoyants » comme les pavillons de l'autre côté de la RD910 qu'à celle d'une zone UXe destinée à accueillir des bâtiments d'activité - le règlement de la zone UCa n'interdit pas l'activité économique, notamment de restauration	
Courrier n°7	Jérémy BLIN	Monnaie	Idem web n°13	Il ne peut pas être répondu positivement à cette demande pour les raisons suivantes : - le restaurant est aménagé dans un ancien bâtiment qui a abrité un laboratoire puis un antiquaire et qui correspond mieux à la forme urbaine de la zone UCa « quartiers verdoyants » comme les pavillons de l'autre côté de la RD910 qu'à celle d'une zone UXe destinée à accueillir des bâtiments d'activité - le règlement de la zone UCa n'interdit pas l'activité économique, notamment de restauration	
Courrier n°52	BOISSEAU	Monnaie	3 parcelles de M. Boisseau n°0029-0005. J'écris sous la dictée de M. Boisseau J Claude : JP DALPONT. Les 3 parcelles situées le long de la RD910 sont classées en zone A. M. Boisseau demande le classement en zone UX d'activité comme cela a été demandé dans le PLU de Monnaie et refusé par la CDPENAF. Les accès aux parcelles sont existants.	S'il s'agit bien des parcelles ZV29, ZV4 et 5, il ne peut pas être répondu positivement à cette demande pour la raison suivante : Cela consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et circonscrites par le projet.	

Courrier n°55	Anonyme	Monnaie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mention de trois nouvelles mares à protéger</li> <li>- Regrette que le parc photovoltaïque en bordure de la zone artisanale ne puisse être réalisé</li> <li>- Souligne que la zone UCa (restaurant le long de la RD910) n'est pas adapté à cette activité économique.</li> <li>- Demande de classement en A et non en N de terrains exploités et autres</li> <li>- pas d'impact sur l'environnement du projet du Mortier</li> <li>- préciser que les nouvelles clôtures doivent tenir compte de l'aspect général de la voie et des clôtures existantes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il n'est pas possible d'ajouter une telle servitude après l'enquête publique sur le terrain de personne n'ayant pas pu s'exprimer lors de l'enquête publique. Cependant le recensement des arbres, mares...pourra être complété dans le cadre de procédures ultérieures.</li> <li>- S'il s'agit du parc prévu à la Carte il est inscrit au PLU : STECAL Ame1</li> <li>- Il ne peut pas être répondu positivement à cette demande pour les raisons suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le restaurant est aménagé dans un ancien bâtiment et correspond à la forme urbaine de la zone UCa « quartiers verdoyants », comme les pavillons de l'autre côté de la RD910, qu'à celle d'une zone UXe destinée à accueillir des bâtiments d'activité</li> <li>• le règlement de la zone UCa n'interdit pas l'activité économique, notamment de restauration</li> </ul> </li> <li>- Le classement en zone Naturelle correspond à une vocation qui est naturelle avant d'être agricole. Un classement en N ne veut pas dire que les terrains ne sont pas cultivés. Un classement en zone Agricole des sites d'exploitation et de leurs abords reviendrait à faire un pastillage que le code de l'urbanisme permet d'éviter en ouvrant la possibilité d'autoriser en zone N les mêmes occupations du sol à vocation agricole qu'en zone A. Le PLUi de TEV a utilisé cette possibilité, les règles de la zone N correspondent au secteur Aa.</li> <li>- Cette contribution n'appelle pas de réponse.</li> <li>- C'est déjà le cas, pour les zones UA, UB et UC, le règlement précise pour les clôtures sur rue qu'elles</li> </ul>	
------------------	---------	---------	--	---	--

				doivent être adaptées (matériaux, proportions, composition) à l'espace urbain dans lequel elles sont édifiées.	
Web n°252	Béregère CASA-MAYOU-BOUCAU	Monnaie	<p>Réponse aux remarques des PPA et notamment de la CDPNAF</p> <p>Des demandes de modifications :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- classement en A et non en N des parcelles OE96, 102, 103 et 105</li> <li>- Suppression de la haie entre les parcelles YE22 et 23 car c'est une clôture grillagée</li> <li>- Une erreur de dénomination de l'ER 4 qui devrait s'intituler la Verrerie et non pas la Verronnerie</li> </ul>	<p>Les STECAL qui ont fait l'objet d'avis défavorables de la part de PPA sont prévus pour accueillir des « lodges » destinés au tourisme. Ceux-ci seront construits sur pilotis et en bordure de chemins forestiers existants afin de minimiser l'impact sur l'environnement.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ces parcelles correspondent à l'ensemble Le Chailou. Elles présentent de ce fait un caractère naturel premier qui n'a aucun lien avec une inscription à la Politique Agricole Commune (PAC).</li> <li>- il n'y a pas de haie protégée entre les parcelles Y22 et Y23</li> <li>- s'il y a bien une erreur de dénomination, elle sera corrigée</li> </ul>	
Courrier n°53	Béregère CASA-MAYOU-BOUCAU	Monnaie	<p>A toujours compris qu'en zone A les projets agrivoltaïques sont autorisés. Notre projet est inscrit dans les projets de la loi APER</p> <p>A la lecture des PPA nous voudrions que ce soit clair pour tout le monde.</p>	<p>Ce sont les installations photovoltaïques (au sol) qui sont interdites en zone A pour des raisons de consommation des terres agricoles.</p> <p>En revanche, les projets agrivoltaïques, installation de panneaux photovoltaïques associés à une pratique agricole sont systématiquement autorisés s'ils répondent aux différents critères imposés par les textes réglementaires.</p>	
Courrier n°54	Jean-Paul DAL PONT	Monnaie	<p>Réaction à la remarque des PPA « sur les implantations de gîtes dans la forêt » : aucun impact sur l'environnement, pas de fondement à la remarque.</p>	<p>Cette contribution n'appelle pas de réponse.</p>	

Réf	Nom	Commune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d'enquête
Web n°65	Magali BARIBAUD Aménageur	Monnaie	Demande une extension du secteur gare pour implanter des jardins destinés à l'IME projeté sur la parcelle ZK92 Pourraient entrer dans la compensation écologique des zones humides.	<p>Il s'agit du projet de transfert de l'IME LA BOIS-NIÈRE actuellement situé dans des locaux vétustes et inadaptés à Château-Renault. La demande des dirigeants de l'IME qui souhaitent pour des raisons de proximité de l'école et de la gare de Monnaie consiste à étendre le terrain de leur implantation prévue avec le promoteur du lotissement vers le sud-ouest (La Gasnerie) pour y réaliser des jardins naturels réservés à la déambulation des occupants sur environ un hectare.</p> <p>La compensation d'une zone humide doit répondre à des critères très spécifiques demandés par le code de l'environnement notamment en termes de ratio surfacique et de fonctionnalités (hydrologique, biogéochimiques et biologiques). En raison des besoins inhérents à une telle structure, un jardin thérapeutique semble difficilement compatible avec les mesures compensatoires demandés par le code de l'environnement. Néanmoins, il appartient à la maîtrise d'ouvrage via des dossiers réglementaires (étude d'impact et/ou dossier loi sur l'eau) d'en faire la démonstration.</p> <p>Selon l'avancement des études, le projet pourra être pris en compte dans une évolution ultérieure du PLUi.</p>	
Web n°77	Amandine BROSSARD Association La Boisnière Groupe SOS	Monnaie	Demande le classement d'une bande de la parcelle ZK92 en N pour y faire des jardins thérapeutiques dans le cadre de la construction d'un IME.	<p>Il s'agit du projet de transfert de l'IME LA BOIS-NIÈRE actuellement situé dans des locaux vétustes et inadaptés à Château-Renault. La demande des dirigeants de l'IME qui souhaitent pour des raisons de proximité de l'école et de la gare de Monnaie consiste à étendre le terrain de leur implantation prévue avec le promoteur du lotissement vers le sud-ouest (La Gasnerie) pour y réaliser des jardins naturels réservés à la déambulation des occupants sur environ un hectare.</p> <p>La compensation d'une zone humide doit répondre à des critères très spécifiques demandés par le code de l'environnement notamment en termes de</p>	

				<p>ratio surfacique et de fonctionnalités (hydrologique, biogéochimiques et biologiques). En raison des besoins inhérents à une telle structure, un jardin thérapeutique semble difficilement compatible avec les mesures compensatoires demandés par le code de l'environnement. Néanmoins, il appartient à la maîtrise d'ouvrage via des dossiers réglementaires (étude d'impact et/ou dossier loi sur l'eau) d'en faire la démonstration.</p> <p>Selon l'avancement des études, le projet pourra être pris en compte dans une évolution ultérieure du PLUi.</p>	
Web n°22	Frédéric COCHARD	Monnaie	<p>Opposition à la zone d'activité de la Carte : destruction d'espaces naturels et en particulier d'une zone humide.</p> <p>Le dépôt des essences serait plus intéressant</p> <p>Les modéniens n'iront pas à vélos ou à pied</p>	<p>La zone humide est totalement évitée dans le projet de zone d'activité de la Carte, le périmètre du permis d'aménager est calé sur la délimitation de cette zone humide avérée, telle qu'elle figure dans l'OAP « Monnaie -La zone d'activité de la Carte » page 266 (OAP Sectorielles). L'ancien centre de Ravitaillement des Essences a pour vocation d'être réinvesti par une activité industrielle, orientée vers les énergies renouvelables. Ces zones d'activité sont complémentaires en termes de typologies d'entreprises à accueillir.</p>	
Web n°125	Anonyme	Monnaie	<p>Demande d'information sur ce qui sera construit entre la rue de Fontenay et la rue des Aubépines</p>	<p>Ce secteur, si c'est bien celui dont il est question, est situé à l'Est de la rue de Fontenay. Il s'agit de la prairie de Borbedure, qui, selon la SEPANT (Société d'Etudes, de Protection et Aménagement de la Nature en Touraine) « accueille bon nombre d'espèces patrimoniales et représente le site avec le plus fort intérêt sur la commune ». A ce titre, ce secteur est classé en zone Nc et est totalement inconstructible.</p>	
Web n°261	Alexandre GRENIER	Monnaie	<p>Demande que les petites annexes aillent jusqu'à 20 m²</p>	<p>La surface maximale des petites annexes est limitée à 12 m². Ces annexes doivent rester de taille modeste pour des raisons de qualité urbaine, architecturale et de prise en compte des habitations riveraines. Bénéficiant d'obligations architecturales plus souples, elles doivent donc être de taille plus petite.</p>	

				Les autres annexes (garages, remises...) n'ont aucune limite de taille mais doivent respecter le style du bâti principal.	
Courrier n°49	Elodie et Bernard GUILLON	Monnaie/ Reugny	<p>Est-il bien possible d'aménager des bâtiments en logements ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mussay à Monnaie</li> <li>- La Rougetterie à Reugny</li> <li>- la Mussoterie à Reugny</li> </ul> <p>- 30 rue du Charme à Monnaie : parcelles 320 et 312, zone UCa1 quelle surface minimum pour construire une maison et est-il possible d'agrandir la zone UCa1 ?</p> <p>- un agriculteur peut-il construire en zone A ou N des constructions à usage agricole avec couverture de panneaux solaires ?</p> <p>- Quelles possibilités de réhabiliter un bâtiment en logements et de construire des maisons d'habitation en UPa ? (parcelles 197 et 198, 19 rue du Plat d'Etain)</p> <p>- Demande de déclassification d'une grange de bâti rural, car sans intérêt depuis l'espace public et vétuste, pour la démolir et construire de nouvelles maisons</p>	<p>- si ces bâtiments ont bien été identifiés sur le plan de zonage comme pouvant changer de destination, ils peuvent être transformés en logements.</p> <p>- D'une façon générale pour l'ensemble des zones constructibles, il n'y a plus de taille minimale des terrains pour qu'ils soient constructibles, depuis la loi ALUR de 2014 (Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) Il n'est pas possible d'agrandir la UCa1 car cela consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et circonscrites par le projet.</p> <p>- Oui, à la condition que ces constructions soient nécessaires à son exploitation et qu'elles respectent les règles du PLUi.</p> <p>- La zone UP est une zone urbaine et de ce fait constructible. Elle est cependant soumise aux prescriptions de l'OAP patrimoine qui viennent en complément du règlement.</p> <p>- L'intérêt patrimonial ne se justifie pas seulement vu de l'espace public. C'est l'existence même de ces constructions qui participe au caractère du territoire. La démolition peut être autorisée qu'en cas de risque de péril.</p>	



Réf	Nom	Commune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d'enquête
Web n°5	Sophie BO- DIN	Monnaie	Demande la constructibilité de la parcelle ZS52 La Sinsonnière : - un terrain enclavé dans un secteur déjà urbanisé - un terrain difficile à entretenir et sans intérêt agricole - une incohérence avec les reclassements récents (terrains voisins) - un projet raisonnable et conforme à l'intérêt général	Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes : - Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités. - C'est pourquoi, l'ensemble du hameau est classé en A et le hameau voisin (plus conséquent et mieux équipé), est classé en UD non constructible pour de nouveaux logements (sauf par changement de destination)	
Courrier n°5	Sylvie BODIN	Monnaie	Demande la constructibilité de la parcelle ZS52 La Sinsonnière : - un terrain enclavé dans un secteur déjà urbanisé - un terrain difficile à entretenir et sans intérêt agricole - une incohérence avec les reclassements récents (terrains voisins) - un projet raisonnable et conforme à l'intérêt général	Le parcelle ZS52 ne peut pas être classée isolément en UD pour la même raison que les maisons situées à proximité de celle-ci : elles ne se situent pas dans un hameau d'une certaine taille, non soumis à des risques majeurs et suffisamment équipé pour accueillir de façon modérée un développement des implantations existantes. Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes : - Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités. - C'est pourquoi, l'ensemble du hameau est classé en A et le hameau voisin (plus conséquent et mieux équipé), est classé en UD non constructible pour de nouveaux logements (sauf par changement de destination)	
Courrier n°8	Ghislaine PETREAU	Monnaie	Demande d'agrandir la partie constructible de la Tourtellerie jusqu'à la route au sud	La zone AUha7 de la Tourtellerie ne peut pas être agrandie jusqu'à la route de la Carte pour les raisons suivantes : - De cohérence urbaine et paysagère : la zone constructible a été délimitée de cette manière car elle constitue une « dent creuse » entre deux espaces urbanisés. - De consommation d'espaces naturels et agricoles : en effet l'étendre jusqu'à la route constituerait une	

				extension trop importante en termes de surface et ne correspond pas aux besoins de la commune à l'horizon du PLUi.	
Courrier n°9	Sébastien VGNEAU	Monnaie	Annuler la zone A autour des maisons au lieu-dit la Barillière	Le hameau de la Barillière est classé en zone agricole car c'est la vocation principale des terres qui l'entourent. Ces terrains ne peuvent être rendus constructibles pour la raison suivante : Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.	
Courrier n°10	Christiane ASSERAY	Monnaie	Demande la constructibilité de la parcelle ZO123 – la Calourie	Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante : Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités. C'est pourquoi comme l'ensemble du hameau elle est classée en UD.	
Web n°110	M. et Mme COLLAS	Monnaie	Demande le classement de leur parcelle ZI35 en UCa1 du fait que c'est leur jardin.	L'objectif de la zone UCa est de permettre la constructibilité en bordure de voie et de préserver l'espace agricole et naturel en instaurant un recul maximal des constructions. De plus sa délimitation est définie de manière à ne pas favoriser l'extension des zones urbaines sur l'espace agricole et naturel notamment en évitant la construction d'annexes éloignées des constructions principales. Par ailleurs, ce jardin très arboré participe à la trame verte de la commune, d'où la nécessité de le préserver.	
Web n°212	Flavien VALLET	Monnaie	Demande un STECAL pour un projet complexe La Taille des Gaudrons – parcelle ZC46	La création d'un STECAL pour ce genre de projet comportant plusieurs habitations et des activités économiques en pleine zone agricole n'est pas possible. Cela irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.	

Courrier n°50	FOREAU	Monnaie	Demande la constructibilité de la parcelle ZI149	Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes : - consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et circonscrites par le projet	
Courrier n°51	Marie-Noëlle CROIZARD- JUIGNET	Monnaie	Demande la constructibilité des parcelles : - D688 – la Pierre à Bidault - D649, 651,652 et 653 – Maison Rouge - ZB458 pour la partie qui n'est pas en zone UB – les Huttières	Les parcelles D688 et ZB458 ne peuvent pas être rendues constructibles pour les raisons suivantes : - consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et circonscrites par le projet  Les parcelles - D649, 651,652 et 653 ne peuvent pas être rendues constructibles pour la raison suivante : - Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités. De plus, elles sont disjointes de toutes urbanisation.	
Courrier n°70	Alain BOUCLÉ	Monnaie	Demande - le classement de la parcelle YB20 de 2AUX en 1AUX Attend un PC pour 200 box de garage	Il convient de réserver cette parcelle dans le cadre du développement du secteur 2 de la Zone d'Activité de La Carte. - La parcelle YB20 ne peut pas être classée en 1AUX pour les raisons suivantes : Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi fixe d'ailleurs comme objectif d' « Aménager de futurs pôles économiques en développant la zone d'activité dynamique de l'Etang Vignon à Vouvray et en s'appuyant sur l'axe économique de la RD910 pour développer la ZA de La Carte à Monnaie » Ainsi la zone de la Carte située au Sud de la RD910 est prioritaire. Le développement à destination économique dans ce secteur doit être étalé dans le temps. Ensuite le foncier à destination économique doit être optimisé, densifié et doit générer des emplois.	

			<p>- la constructibilité des parcelles D2865 et 1171</p> <p>- classer les parcelles D297, 208, 206, 209 207 en AU ou AUc</p> <p>- Pourquoi les terrains passent en A dans les hameaux</p>	<p>Le projet de création de 200 box ne correspond aux objectifs pré-cités.</p> <p>- S'il s'agit bien des parcelles D2865 et D1172, elles ne peuvent pas être rendues constructibles pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elle est concernée par un réservoir de biodiversité de type milieux ouverts. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi fixe comme objectif de « Protéger les continuités écologiques constituées de réservoirs de biodiversité, de corridors et de milieux relais (boisements, bosquets, prairies, haies, mares...) »</li> <li>- La rendre constructible consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et circonscrites par le projet</li> </ul> <p>- S'il s'agit bien des parcelles YB207,208,206,209 ; elles ne peuvent pas être rendue constructibles car cela consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et circonscrites par le projet</p> <p>- Cela correspond à la mise en œuvre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.</p>	
--	--	--	---	--	--

**Annexe 1 – Contributions sur le Plan Local d’Urbanisme intercommunal (PLUi)  
Réponses de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées (TEV)  
Montlouis-sur-Loire**

Réf	Nom	Com-mune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d'enquête
Courrier n°3	Claude GARCERA	Montlouis-sur-Loire	<p>La commune de Montlouis-sur-Loire demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour l'OAP Montlouis-Centre : de supprimer la représentation graphique des liaisons douces et des espaces verts, ou de préciser dans la légende qu'il s'agit d'un principe d'implantation</li> <li>- pour l'OPA Croix-Blanche : de supprimer des cheminements doux du plan et le positionnement de l'espace vert en cœur d'îlot ou de préciser dans la légende qu'il s'agit du principe d'implantation, et de ne pas préciser la forme géométrique de l'espace vert central</li> <li>- pour l'OAP Les Hauts de Montlouis : de rester vague en ce qui concerne le prolongement de la coulée verte (une flèche en pointillé, moins large serait plus adaptée), de même que l'espace vert à l'ouest du projet, en limite de la zone agricole protégée semble trop grand par rapport à l'îlot, il faudrait le réduire de moitié.</li> </ul>	<p>Ces précisions et modifications sur ces projets et les OAP qui les encadrent seront prises en compte :</p> <p>Pour l'OAP Montlouis-Centre : concernant les liaisons douces et les espaces verts, il est proposé de préciser dans la légende qu'il s'agit d'un principe de protection et qu'il ne s'agit pas d'un périmètre précis. Il est proposé également de davantage schématiser la représentation graphique des espaces verts ;</p> <p>Pour l'OAP Croix Blanche : concernant les liaisons douces et les espaces verts, il est proposé de préciser dans la légende qu'il s'agit d'un principe de protection et qu'il ne s'agit pas d'un périmètre précis. Il est proposé également de davantage schématiser la représentation graphique de l'espace vert central.</p> <p>Pour l'OAP des Hauts de Montlouis : la flèche représentant un principe de coulée verte sera moins large et la surface de l'espace vert à l'ouest du projet sera réduite.</p>	
Web n°96	Val Touraine Habitat	Montlouis-sur-Loire	<p>Demande de lever des incompatibilités entre l'OAP La Croix Blanche avec leur projet sur les parcelles BP 452, 350, 375, 397 et 403 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur le principe de placette</li> <li>- sur les hauteurs</li> <li>- sur l'ER n°97 incompatible avec le projet</li> </ul>	<p>Une OAP exprime les ambitions et les stratégies de la collectivité en termes d'aménagement, en définissant les grands principes. Elle s'impose au projet à réaliser en termes de compatibilité.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour ce qui concerne le projet de 12 logements collectifs mené par VTH, il se situe en zone UBb, en dehors du périmètre de l'OAP La Croix Blanche. Le principe de placette mentionné sur le plan (page 25 – OAP Sectorielles) n'impacte pas la constructibilité des terrains puisque la placette en question est déjà</li> </ul>	

				<p>existante. C'est bien le rapport à l'espace public des terrains qui doit être pris en compte. Néanmoins, pour lever toute ambiguïté, et sur demande conjointe de la commune de Montlouis-sur-Loire (Web n°199), la référence à la placette dans le plan de l'OAP Croix Blanche sera supprimée.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Concernant les hauteurs, la zone UBb limite celle des constructions principales à 7mètres à l'égout de toiture ou à l'acrotère, correspondant majoritairement à des bâtiments de R+1+combles. Sur demande conjointe de la commune de Montlouis-sur-Loire (Web n°199) la hauteur sera augmentée à 9 mètres pour permettre la réalisation du projet en R+2+combles sur les parcelles BP 350, 452, 375, 397 et 403.</li> <li>- Concernant l'ER n°97, qui correspond à l'aménagement du carrefour. Sur demande conjointe de la commune de Montlouis-sur-Loire (Web n°199), celui-ci sera supprimé pour les deux parties qui le composent.</li> </ul>	
Email n°193	Vincent SCHIESZLER La SET	Montlouis-sur-Loire	<p>En tant qu'aménageur des ZAC Hauts de Montlouis et Qualiparc, la SET formule plusieurs propositions de modifications du PLUi :</p> <p>1- Pour Qualiparc : Fixer le retrait des constructions à 5 mètres de la RD85.</p> <p>2- Pour les Hauts de Montlouis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- créer un secteur spécifique propre à la ZAC permettant d'adapter le règlement aux caractéristiques particulières de cette opération d'ensemble</li> <li>- augmenter la hauteur maximale des constructions à 16 mètres (soit une hauteur de type R+4) et autoriser la réalisation de toitures terrasses</li> <li>- supprimer le taux d'emprise au sol</li> </ul>	<p>1- Ce retrait des constructions sera réduit à 5mètres, d'autant qu'il a fait l'objet d'une remarque au titre des Personnes Publiques Associés par la commune de Montlouis-sur-Loire.</p> <p>2- La ZAC est une zone à l'intérieur de laquelle une collectivité décide d'intervenir pour réaliser ou faire réaliser l'aménagement et l'équipement des terrains ; Elle repose sur un programme et son financement.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De la sorte, pour une meilleure cohérence avec la partie de la ZAC réalisée, un secteur spécifique sera créé.</li> <li>- Dans cette même logique, les hauteurs maximales seront augmentées à 16 mètres dans le secteur avec la possibilité de toitures terrasses,</li> <li>- l'emprise au sol limitée à 60% sera supprimée ;</li> </ul>	

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- reprendre la rédaction actuelle du PLU de Montlouis-sur-Loire pour les clôtures sur rue qui autorise les grilles ou grillages</li> <li>- reprendre la rédaction actuelle du PLU de Montlouis-sur-Loire pour les vidanges de piscines</li> <li>- modifier l'OAP Hauts de Montlouis de telle sorte à ce que le schéma proposé soit moins contraignant pour la prochaine phase de travaux compte-tenu de la conjoncture.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La règle concernant les clôtures sur rue intégrera la possibilité d'une réalisation en grille ou grillage d'une hauteur maximale de 1,5mètres.</li> <li>- Pour les eaux de piscine, les règles édictées sont proposées par l'ARS. Si des règles plus précises sont nécessaires, ce sera au cahier des charges de cession des terrains de le préciser.</li> <li>- Enfin l'OAP sera modifiée en allégeant les orientations concernant les espaces vert et la continuité végétale, sur demande conjointe de la commune (courrier n°3).</li> </ul>	
Web n°200	La SET	Montlouis-sur-Loire	Idem Email n°193	<p>1- Ce retrait des constructions sera réduit à 5mètres, d'autant qu'il a fait l'objet d'une remarque au titre des Personnes Publiques Associées par la commune de Montlouis-sur-Loire.</p> <p>2- La ZAC est une zone à l'intérieur de laquelle une collectivité décide d'intervenir pour réaliser ou faire réaliser l'aménagement et l'équipement des terrains ; Elle repose sur un programme et son financement.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De la sorte, pour une meilleure cohérence avec la partie de la ZAC réalisée, un secteur spécifique sera créé.</li> <li>- Dans cette même logique, les hauteurs maximales seront augmentées à 16 mètres dans le secteur avec la possibilité de toitures terrasses,</li> <li>- l'emprise au sol limitée à 60% sera supprimée ;</li> <li>- La règle concernant les clôtures sur rue intégrera la possibilité d'une réalisation en grille ou grillage d'une hauteur maximale de 1,5mètres.</li> <li>- Pour les eaux de piscine, les règles édictées sont proposées par l'ARS. Si des règles plus précises sont nécessaires, ce sera au cahier des charges de cession des terrains de le préciser.</li> <li>- Enfin l'OAP sera modifiée en allégeant les orientations concernant les espaces vert et la continuité végétale, sur demande conjointe de la commune (courrier n°3).</li> </ul>	

Web n°199	Ville de Montlouis-sur-Loire	Montlouis-sur-Loire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des modifications à apporter sur les prescriptions s'appliquant au quartier de la Croix Blanche.</li> <li>- la suppression de l'exception de Montlouis-sur-Loire. concernant l'usage du bois</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour ce point, se référer à la réponse Web n°96.</li> <li>- La phrase sur le fait que le bois apparent et les matériaux imitant le bois ne peuvent être utilisés que comme éléments de décor dans la commune de Montlouis-sur-Loire sera supprimée dans le règlement.</li> </ul>	
Web n°12	Jade d'INGRANDO	Montlouis-sur-Loire	Deux changements de destination rue de Chapitre : maison et magasin accueil du public	Le changement de destination est possible sur des constructions anciennes traditionnelles. Ainsi, l'ancien séchoir à tabac et la grange feront l'objet d'une identification à ce titre sur le plan de zonage.	
Web n°55	Anonyme	Montlouis-sur-Loire	Quelle est la nature du projet d'intérêt général qui justifie la mise en compatibilité du PLU de Montlouis-sur-Loire ?	Il ne s'agit pas d'une mise en compatibilité du PLU de Montlouis-sur-Loire mais de l'élaboration du PLUi de TEV. Les objectifs poursuivis par la procédure d'élaboration sont précisés dans la délibération n°DEL167-2019 du Conseil communautaire du 19 décembre 2019.	
Web n°129	Nicolas BAUDRY Pt de l'association La Belle Entente	Montlouis-sur-Loire	Opposé à un projet en cours d'instruction rue des Grippeaux	<p>Cette contribution concerne un permis de construire en cours d'instruction sur la base du PLU communal en vigueur de Montlouis-sur-Loire.</p> <p>La parcelle est classée en zone UAb. Les espaces classés en UA se situent autour des centres-bourgs traditionnels. Ce sont des espaces qui participent à renforcer les bourgs. Parmi eux se trouvent des espaces de maisons individuelles à investir mais aussi des espaces composites pouvant être porteurs de centralité.</p> <p>Parmi les différents objectifs de la zone UA figure celui d'organiser une densification structurée à proximité des espaces équipés et bien desservis afin notamment de réduire la consommation d'espaces agricoles et naturels en périphérie des bourgs.</p> <p>Les autres objectifs sont de renforcer les espaces publics et l'équipement de ces quartiers, d'introduire une présence plus importante de la végétation et</p>	



				d'encourager la mixité des fonctions et la mixité sociale.	
Web n°210	Katia 146 b ave Gabrielle d'Estrées Montlouis-sur-Loire	Montlouis-sur-Loire	Demande le classement des parcelles YA119 et 120 (au moins partiellement en friche) en zone naturelle voir avec une protection environnementale	Les parcelles ne seront pas classées en zone naturelle parce qu'elles correspondent à des jardins associés à des constructions existantes. Cependant, elles sont classées dans le secteur UCb. qui correspond aux quartiers linéaires verdoyants. L'objectif spécifique de ce secteur est justement de limiter les développements urbains en profondeur afin de préserver les espaces agricoles et/ou naturel. Pour cela une règle de recul maximale des constructions a été mise en place afin d'interdire les constructions en second rang et de préserver le caractère végétal des jardins.	
Web n°226	Anonyme	Montlouis-sur-Loire.	Demande de classement des parcelles entre les parcelles XD130 et XE93 (entre les rues du Jeu et chemin de la Daguetterie) en UCb pour les protéger	Ces parcelles sont classées en UCa car même si quelques terrains ne sont pas construits en second rang, le caractère du quartier est bien celui d'un quartier verdoyant en nappe.	
Web n°230	Anonyme	Montlouis-sur-Loire.	En UC la hauteur maximale est en général définie à 7 m à l'égout mais dans certaines parties de Montlouis-sur-Loire. c'est actuellement R+1. Est-ce suffisamment protecteur ?	Par définition, une hauteur exprimée en mètres est plus contraignante qu'en étages car ceux-ci peuvent être de hauteurs variées selon l'architecture.	
Web n°237	Anonyme	Montlouis-sur-Loire	Classer en UCb : - les parcelles à l'est de la rue d'Azay à partir du chemin de la Daguetterie - le quartier du Chapitre - de la Miletère - du Clos du Houx	Ces espaces sont classés en UCa car même si quelques terrains ne sont pas construits en second rang, le caractère de ces quartiers est bien celui de quartiers en verdoyants en nappe.	
Courrier n°48	NORAIS	Montlouis-sur-Loire	Demande le classement en EBC des parcelles BA16, 21, 22, 27, 26, et 30 Ces discontinuités ne se justifient pas au regard du terrain.	Le périmètre de l'EBC sera maintenu tel qu'il l'était dans le PLU communal de Montlouis-sur-Loire.	
Email n°268	Willy NIATEL SCI MISA-MADE	Montlouis-sur-Loire	Demande la possibilité de faire des garages sur la parcelle BP 45 (Rue Foch)	La parcelle BP45 est située dans la zone UA secteur UAa3 dont le règlement n'interdit pas la création de garages. Cependant, cette parcelle est aussi concernée par l'OAP Centre. Dans le cadre de cette OAP, ce terrain	

				est situé dans un espace prévu pour accueillir un renouvellement urbain à dominante d'habitat. Par conséquent un projet qui ne comporterait que des garages ne pourrait pas être considéré comme compatible avec l'OAP et par conséquent ne pourrait pas être autorisé.	
Web n°228	Anonyme	Montlouis-sur-Loire	Demande le classement d'un chêne à l'angle des parcelles XD314, 105 et 133	Il n'est pas possible de rajouter une telle servitude après l'enquête publique sur le terrain de personnes n'ayant pu s'exprimer lors de l'enquête publique. Cependant, le recensement des arbres remarquables pourra être complété dans le cadre de procédures ultérieures.	
Web n°28	FISSELLE FILLET PAUVERT MOREAU MONTIEL	Montlouis-sur-Loire	Demande la constructibilité des parcelles YC 161, 162, 163, 164, 86 et 87 au regard que ces terrains sont « entourés de maisons »	Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes : - consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et/ou proches des centres bourgs et circonscrites par le projet	
Mairie de Montlouis-sur-Loire n°2	Claude REINHARD	Montlouis-sur-Loire	Demande de constructibilité de la parcelle ZY48 – la Croix Cassée	Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes : - consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et/ou proches des centres bourgs et circonscrites par le projet	
Courrier n°4	Mme et M. Luc BROCHAIN	Montlouis-sur-Loire	Demande de constructibilité des parcelles 217 et 219 – la Grenouillère	Ces parcelles XE217 et 219 ne peuvent pas être rendue constructible pour les raisons suivantes : - consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et/ou proches des centres bourgs et circonscrites par le projet	

Web n°36	Anastacio RODRIGUES	Montlouis-sur-Loire	Demande de constructibilité pour la parcelle BS34 – les Goiselles	Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes : - consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et/ou proches des centres bourgs et circonscrites par le projet - risque d'enclavement de terrains agricoles	
Courrier n°11	Didier MOREAU	Montlouis-sur-Loire	Demande la constructibilité de la parcelle CK286 – Clos des Rocheroux	Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante : Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités. C'est pourquoi comme l'ensemble du hameau elle est classée en UD.	
Courrier n°12	Marcel CATHERINE	Montlouis-sur-Loire.	Demande la constructibilité de la parcelle CK287 – Clos des Rocheroux	Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante : Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités. C'est pourquoi comme l'ensemble du hameau elle est classée en UD.	
Web n°76	Jacqueline et Jean FRESLON	Montlouis-sur-Loire	Demande la constructibilité de la parcelle ZS184 à défaut partiellement.	Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible car : - consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et circonscrites par le projet	
Courrier n°27	CATHERINE	Montlouis-sur-Loire	Demande la constructibilité de la parcelle CK287 dans le prolongement de la CK79 où se trouve la maison.	Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante : - Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités. C'est pourquoi aussi l'ensemble du hameau est classé en UD.	
Courrier n°32	REINHARD	Montlouis-sur-Loire	Demande la constructibilité de deux parcelles : 121 et 122	S'il s'agit bien des parcelles YC121, YC122, il ne peut pas être répondu positivement à cette demande pour la raison suivante :	

				<p>Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible car :</p> <p>Cela consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et circonscrites par le projet.</p>	
Web n°197	Monique MARIN	Montlouis-sur-Loire	Demande la constructibilité de la parcelle XE21	<p>- Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible car elle correspondrait à une extension urbaine qui irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et circonscrites par le projet</p>	
Web n°202	Jocelyne BOUREAU	Montlouis-sur-Loire	<p>Demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le classement de la parcelle BD322 en zone constructible le long de la voie et non en UE</li> <li>- la suppression de l'emplacement réservé</li> </ul>	<p>- L'Emplacement Réservé sera conservé. Il correspond au prolongement de la rue Pierre Maître. L'objectif est de relier la rue Michel Petrucciani et la rue Descartes. L'ER est nécessaire dans le maillage viaire de la commune car il s'agit d'un tronçon de l'axe Nord-Sud en cours de réalisation qui permettra un accès facilité à la gare.</p> <p>- Le classement de cette parcelle est maintenu en zone UE correspondant aux sites d'équipements (cette parcelle était déjà classée en UE sur le PLU communal de Montlouis-sur-Loire).</p>	
Web n°234	Anonyme	Montlouis-sur-Loire	Demande d'inclure le chemin de la Daguetterie en zone UC jusqu'au droit de la parcelle XD 313	La parcelle XD313 est incluse dans la zone UC	
Courrier n°47	LAVASTRE	Montlouis-sur-Loire.	<p>Demande le classement en U de la parcelle A180 pour un usage récréatif.</p> <p>Craint une perte de maîtrise en A</p> <p>Parle d'ouverture à l'arrière, de réaliser des aménagements tels une terrasse, une véranda</p>	<p>Le classement en zone agricole n'oblige pas les propriétaires à cultiver ni à vendre à un agriculteur, il n'y a donc pas de perte de maîtrise de la parcelle considérée.</p> <p>Le classement en Aa d'une grande partie de la propriété s'explique par les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le terrain à l'arrière de la construction est une prairie qui n'est pas aménagée en jardin. En revanche la parcelle AR135 correspond clairement au jardin, c'est pourquoi dans le nouveau zonage elle est classée en zone constructible ce qui n'était pas le cas entièrement au PLU précédent.</li> </ul>	

				<p>- Le terrain classé en Aa est en AOC viticole.</p> <p>- Enfin, la zone UCb des Ormeaux a pour objet d'arrêter la remontée des constructions sur le haut du co-teau.</p> <p>Le règlement applicable à la zone UCb permet des extensions (de type véranda notamment). La limite de la zone UCb avec la zone Aa sera reculée à une distance de 5m de la façade de la construction existante pour permettre ce projet d'extension.</p>	
--	--	--	--	---	--

**Annexe 1 – Contributions sur le Plan Local d’Urbanisme intercommunal (PLUi)  
Réponses de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées (TEV)  
Reugny**

Réf	Nom	Commune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d’enquête
Web n°71	Brigitte SAUTEREAU	Reugny	Conteste l’inscription du projet du château de la Vallière dans le PLUi au regard qu’il est actuellement contesté au tribunal administratif	Le PLUi a vocation à abroger les dix PLU communaux, il doit donc réglementer l’ensemble du territoire intercommunal. Le STECAL de la Vallière est ainsi une composante du projet de PLUi. Concernant le STECAL de la Côte, il concerne une parcelle artificialisée, actuellement couverte d’une dalle bétonnée et vise à accueillir des constructions et installations à usage artisanal sans consommation d’ENAF.	
Email n°141	Jean-Baptiste DUFAY	Reugny	Contre le Da Vinci Lab et dénonce le STECAL Nry 2	Le PLUi a vocation à abroger les dix PLU communaux, il doit donc réglementer l’ensemble du territoire intercommunal. Le STECAL de la Vallière est ainsi une composante du projet de PLUi. Concernant le STECAL de la Côte, il concerne une parcelle artificialisée, actuellement couverte d’une dalle bétonnée et vise à accueillir des constructions et installations à usage artisanal sans consommation d’ENAF.	
Web n°207	Éric DUVERGER	Reugny	Contre les STECAL Demande la suppression du STECAL Nry 2 La Vallière	Le PLUi a vocation à abroger les dix PLU communaux, il doit donc réglementer l’ensemble du territoire intercommunal. Le STECAL de la Vallière est ainsi une composante du projet de PLUi. Concernant le STECAL de la Côte, il concerne une parcelle artificialisée, actuellement couverte d’une dalle bétonnée et vise à accueillir des constructions et installations à usage artisanal sans consommation d’ENAF.	

Web n°209	Alexia DI- DOU	Reugny	<ul style="list-style-type: none"> <li>- demande la prise en compte des zones humides donc contre les STECAL de La Vallière et de la Côte</li> <li>- demande le retrait du STECAL de la Vallière en attendant le résultat du jugement</li> </ul>	<p>Le PLUi a vocation à abroger les dix PLU communaux, il doit donc réglementer l'ensemble du territoire intercommunal.</p> <p>Le STECAL de la Vallière est ainsi une composante du projet de PLUi.</p> <p>Concernant le STECAL de la Côte, il concerne une parcelle artificialisée, actuellement couverte d'une dalle bétonnée et vise à accueillir des constructions et installations à usage artisanal sans consommation d'ENAF.</p>	
Web n°223	Les Frondes Joyeuses	Reugny	<p>Le document déposé comporte plusieurs contributions numérotées ou demandes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1- que soit intégré à la TVB des orientations prescriptives pour la protection des réservoirs de biodiversité</li> <li>2- que soit intégré à la TVB des orientations prescriptives pour la protection des zones humides</li> <li>3- rendre inconstructibles toutes zones humide identifiées en A et N et par conséquent la suppression des STECAL Nry2 La Vallière et Nry3 La Cote</li> <li>4- que le PLUi définisse des règles pour une gestion intégrée des eaux pluviales se rapprochant du cycle de l'eau et permettant une meilleure maîtrise du risque</li> </ul>	<p>1- La prise en compte de la TVB est un des piliers de la structure du zonage. Les éléments majeurs de la TVB sont classés en zone N ou lorsque leur fonction agricole domine (ex : prairies) en zone Aa. Dans ces deux zones la constructibilité est très limitée et ne peut intervenir qu'à proximité des constructions existantes.</p> <p>Les grands boisements sont souvent des réservoirs de biodiversité, ils sont protégés avec des outils adaptés à leur fonction. D'autres éléments tels les mares les haies et les ripisylves sont protégés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme.</p> <p>2- et 3- Une protection au titre de l'article L.151-23 sera mise en place sur les zones humides situées en zone A et N.</p> <p>Concernant le STECAL de la Côte, il concerne une parcelle artificialisée, actuellement couverte d'une dalle bétonnée et vise à accueillir des constructions et installations à usage artisanal sans consommation d'ENAF.</p> <p>4- Le règlement du PLU recommande l'infiltration des eaux de pluie dès qu'elle est possible. Dans les nouvelles opérations les OAP favorisent la gestion des eaux de pluie par des noues ou système analogue plutôt que par des réseaux ou des bassins étanches.</p>	

			<p>d'inondation et l'intégration de la nature en ville</p> <p>5- que le STECAL La Vallière soit supprimé en raison d'erreur manifeste d'appréciation du niveau d'enjeu et des incidences environnementales etc</p> <p>6- incompatibilité de ce STECAL avec le SCOT, demande à le supprimer</p>	<p>5- et 6- Le PLUi a vocation à abroger les dix PLU communaux, il doit donc réglementer l'ensemble du territoire intercommunal.</p> <p>Le STECAL de la Vallière est ainsi une composante du projet de PLUi.</p> <p>Le PLUi n'a pas à être strictement conforme aux dispositions du SCOT mais doit simplement être compatible avec ses orientations générales et les objectifs qu'il définit. Ce rapport de compatibilité s'apprécie à l'échelle de l'ensemble du territoire couvert en prenant en compte l'ensemble des prescriptions du SCOT. Il n'est en revanche pas question de rechercher une adéquation parfaite du PLU avec chaque disposition ou objectif particulier (CE, 18 décembre 2017, n°395216). La déclinaison de la trame verte et bleue du SCOT de l'agglomération tourangelles a été réalisée à grande échelle en appliquant des critères d'écologie du paysage aux différents types de paysages, et l'identification des réservoirs de biodiversité a été faite selon une modélisation et dires d'experts (cf page 33 de l'EIE du SCOT) à l'échelle de l'ensemble du territoire. Le projet ne se situe que très partiellement sur un espace identifié comme noyau de biodiversité (non pas dans un réservoir de biodiversité) et ne l'affecte que dans son infime extrémité. De ce simple fait, le PLU ne peut être regardé comme incompatible avec les objectifs du SCOT.</p> <p>L'étude environnementale exhaustive menée dans le cadre de l'enquête publique a démontré la faiblesse des enjeux environnementaux et de biodiversité sur la parcelle du STECAL, les enjeux majeurs sont situés en périphérie de parcelle et dans le secteur boisé ancien, non concerné par le projet. Dans le cadre du SCOT, il est admis que si une étude environnementale postérieure et détaillée apporte des données modifiant l'appréciation du caractère de réservoir ou de noyau de biodiversité, celle-ci doit être prise en compte lors des révisions des documents d'urbanisme.</p>	
--	--	--	--	--	--



			<p>7- Suppression du STECAL Nry3 La Cote, en raison des enjeux environnementaux.</p> <p>8- Positionner la zone 1AUH sur les parcelles ZM31,229 et 410</p> <p>9- le PLU doit vraisemblablement établir une programmation pour justifier la prise en compte du ZAN</p>	<p>7- Concernant le STECAL de la Côte, il concerne une parcelle artificialisée, actuellement couverte d'une dalle bétonnée et qui vise à accueillir des constructions et installations à usage artisanal sans consommation d'ENAF.</p> <p>8- Les parcelles ZM 31, 229 et 410 ont fait l'objet d'investigation de zones Humides par sondages pédologiques n°75 et 76. Elles ont conclu à la présence d'une zone humide délimitée sur l'ensemble des parcelles, sur les critères végétation et sol. Dans le respect de la séquence ERC, l'évitement total a été retenu pour ces parcelles, le choix s'est orienté vers le secteur 1AUH8 retenu au projet de PLUi. La Municipalité de Reugny avait identifié précédemment les parcelles ZM 31, 229 et 410 comme destinées à l'urbanisation car plus proche de l'habitat existant et a dû proposer un autre secteur après les sondages pédologiques effectuées.</p> <p>9- Le projet de développement du PLUi est réalisé en prenant en considération la trajectoire de réduction de la consommation d'espace. La courbe présentant cette trajectoire se trouve p 37 du rapport de présentation.</p> <p>Conformément au code de l'urbanisme, un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones AU est présenté en page 276 des orientations d'aménagement et de programmation sectorielles.</p>	
--	--	--	--	---	--

Web n°249	Vincent LICTEVOUT	Reugny	<p>Eléments de réflexion contre le STECAL Nry2. Da Vinci Lab - Reugny.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- M. Xavier Aubry demande dans sa contribution n°33 à ce que la modification du PDA (périmètre délimité des Abords) ne soit pas appliquée et qu'on revienne à la règle des 500m pour que la vue au Nord-ouest du Belvédère du Château de la Vallière à Reugny soit préservée !</li> <li>- Le dossier PDA de la TEV (pt2-reugny-la-valliere-1.pdf) va dans le même sens (et se contredit donc lui-même!) car il est dit qu'« Il fera l'objet d'une procédure en vue d'une suppression lors de la révision du PLU de la CCVA » sur la partie Nord-est du Château alors que cette zone déjà construite n'est même pas en co-visibilité du château !!!</li> </ul> <p>Si est validée la protection du château de la Vallière dans un rayon de 500m, on doit continuer le cercle des 500m autour du Château, et donc interdire toute construction au sud-est !!</p> <p>Aussi je demande la suppression pure et simple du STECAL Nry2.</p>	<p>L'enquête publique est limitée au territoire de Touraine-Est Vallées. Le rayon débordant résiduel se trouve sur une commune limitrophe, dans la communauté de communes voisines. Par conséquent il ne peut faire l'objet d'une suppression ou modification sans enquête publique organisée par l'autorité compétente (Communauté de communes du Val d'Amboise). Le devenir de ce rayon résiduel sera maîtrisé par cette intercommunalité.</p>	
Web n°260	Daniel PERRIN	Reugny	<p>Contre le stecal Nry2 la Vallière.</p> <p>Projet peu fiable. Les promesses d'emplois de la rénovation du château n'ont pas été tenues.</p>	<p>Le PLUi a vocation à abroger les dix PLU communaux, il doit donc réglementer l'ensemble du territoire intercommunal.</p> <p>Le STECAL de la Vallière est ainsi une composante du projet de PLUi.</p> <p>Concernant le STECAL de la Côte, il concerne une parcelle artificialisée, actuellement couverte d'une dalle bétonnée et vise à accueillir des constructions et installations à usage artisanal sous consommation d'ENAF.</p> <p>Cette remarque ne concerne pas le PLUi, il est toutefois précisé que les propriétaires du château ont tenu leurs engagements en matière d'emplois.</p>	

Courrier n°35	B. GAUDRIER	Reugny	Pas opposé au laboratoire au château La Vallière	Cette contribution n'appelle pas de réponses.	
Web n°225	Renaud	Reugny	Contre la zone 1AUH dont la constructibilité mettrait en péril un chêne liège.	Il n'est pas possible de rajouter une telle servitude après l'enquête publique sur le terrain de personnes n'ayant pas été consultées. Cependant, le recensement des arbres remarquables pourra être complété dans le cadre de procédures ultérieures.	
Web n°250	Vincent LICTEVOUT	Reugny	Demande de mettre en 1AUH les parcelles 410 et 31 à la place de la 265 pour optimiser la surface réellement utilisée pour des logements.	Les parcelles ZM 31, 229 et 410 ont fait l'objet d'investigation de zones Humides par sondages pédologiques n°75 et 76. Elles ont conclu à la présence d'une zone humide délimitée sur l'ensemble des parcelles, sur les critères végétation et sol. Dans le respect de la séquence ERC, l'évitement total a été retenu pour ces parcelles, le choix s'est orienté vers le secteur 1AUH8 retenu au projet de PLUi. La Municipalité de Reugny avait identifié précédemment les parcelles ZM 31, 229 et 410 comme destinées à l'urbanisation car plus proche de l'habitat existant et a dû proposer un autre secteur après les sondages pédologiques effectuées.	
Courrier n°14	Jean-Michel GOYET	Reugny	Demande d'information suite à un CU du 28 mai 2024 : parcelles I522 et I529 - 715 route de Monnaie Que devient le bois qui longe le terrain ?	La durée de validité d'un CU est de 18 mois à compter de sa délivrance.  PLUi : les nouvelles constructions principales à vocation de logement doivent être des constructions « légères » Le bois est protégé en tant que boisement de coteau. IL est donc à préserver et son entretien doit tenir compte de sa situation dans une pente ou sur un rebord de coteau.	
Courrier n° 45	GFA HERI- VAULT	Reugny	Demande le classement des parcelles H633, 836, 835, 834, 833 et 832 en Nh	S'il s'agit bien d'une demande de constructibilité des parcelles H633, 836, 835, 834, 833 et 832, il ne peut pas être répondu positivement à cette demande pour la raison suivante : Ces parcelles ne peuvent pas être rendue constructible car :	

			<p>Demande si une cave de stockage de bouteilles est considérée comme un site existant.</p>	<p>Cela consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et circonscrites par le projet.</p> <p>Néanmoins une cave de stockage, en accompagnement d'une activité viticole, pourrait être considérée comme un site existant. Alors, et sous les conditions énumérées au règlement, les constructions et installations agricoles pourraient y être autorisées.</p>	
Courrier n°49	Elodie et Bernard GUILLON	Monnaie/Reugny	<p>Est-il bien possible d'aménager des bâtiments en logements ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mussay à Monnaie</li> <li>- La Rougetterie à Reugny</li> <li>- la Mussoterie à Reugny</li> </ul> <p>- 30 rue du Charme à Monnaie : parcelles 320 et 312, zone UCa1</p> <p>- un agriculteur peut-il construire en zone A ou N des constructions à usage agricole avec couverture de panneaux solaires ?</p> <p>- Quelles possibilités de réhabiliter un bâtiment en logements et de construire des maisons d'habitation en UPa ?</p> <p>- Demande de déclassifacation d'une grange de bâti rural car sans intérêt de l'espace public et vétuste pour la démolir et construire de nouvelles maisons</p>	<p>- si ces bâtiments ont bien été identifiés sur le plan de zonage comme pouvant changer de destination, ils peuvent être transformés en logements.</p> <p>- il n'y a plus de taille minimale des terrains pour qu'ils soient constructibles</p> <p>Cela est possible à la condition que ces constructions soient nécessaires à son exploitation et qu'elles respectent les règles du PLUi.</p> <p>- La zone UP est une zone urbaine et de ce fait constructible. Elle est cependant soumise aux prescriptions de l'OAP patrimoine qui viennent en complément du règlement.</p> <p>- L'intérêt patrimonial ne se justifie pas seulement vu de l'espace public. C'est l'existence même de ces constructions qui participe au caractère du territoire. La démolition ne peut être autorisées qu'en cas de mise en danger.</p>	

Email n°9	Alain FAUCHEUX	Reugny	Demande de constructibilité de la parcelle ZD150 - Sètre	Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes : - Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités. C'est aussi pourquoi, le reste du hameau (déjà bâti) est classé en UD inconstructible pour de nouveaux logements sauf par changement de destination. La Municipalité de Reugny avait argumenté pour rendre constructible cette parcelle en bord de route départementale considérant son statut de dent creuse au sein du hameau.	
Courrier n°13	Philippe CHUDET Virginie ECLACHE	Reugny	Demande de constructibilité de la parcelle ZR51	Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante : Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités. C'est pourquoi comme l'ensemble du hameau elle est classée en UD.	
Courrier n°15	Aurélien CHUDET	Reugny	Idem courrier n°13	Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante : Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités. C'est pourquoi comme l'ensemble du hameau elle est classée en UD.	
Courrier n°16	Jean-Fran- çois et Linette BRETON	Reugny	Demande le reclassement de leur propriété de la Grangellerie au regard du fait qu'elle n'est plus agricole, qu'ils ont un gîte	Cette propriété est classée en zone A car elle est en territoire à vocation agricole. Cela n'empêche pas l'activité de gîte.	
Courrier n°22	Nathalie et Alexandre CHAUMET	Reugny	Demande la constructibilité partielle des parcelles OG605 et OG606	La parcelle G605 est déjà davantage constructible que dans le PLU communal. Augmenter sa constructibilité en l'étendant à la parcelle OG606 (boisement de coteau) n'est pas possible pour la raison suivante : - consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et circonscrites par le projet	

Web n°74	Jean-Michel GOYET	Reugny	Complément à la demande courrier n°14 - le bois a été coupé, il n'existe donc plus, peut-on le rendre constructible - sera-t-il possible de diviser le terrain constructible en plus de lots de petite taille ?	<p>Le projet pour ce secteur du Mélotin – route de Monnaie est de n'accueillir que des constructions à usage résidentiel qui ont un impact très faible sur leur environnement et de préserver celui-ci avec en particulier une attention à la gestion des eaux de ruissellement.</p> <p>- Le moindre boisement, même peu dense, y est donc précieux</p> <p>- il n'est pas envisageable de construire à proximité des fossés et ruisseaux éventuels</p> <p>Le PLU n'a pas pour vocation de gérer le découpage parcellaire. Il régleme en revanche la densité de ce qui se construit (emprise au sol, coefficient d'imperméabilisation, recul divers, hauteur) mais aussi les conditions en termes de réseaux et d'assainissement. Dans ce secteur ce sont ces paramètres qui limiteront la taille des terrains constructibles.</p>	
Web n°102	Stéphane GELLNER	Reugny	Demande la constructibilité de la parcelle ZE64 et une classification en hameau avec limitation de construction.	<p>Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante :</p> <p>- Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.</p>	
Web n°169	Marc FRANCOIS	Reugny	Demande la constructibilité de la parcelle ZM 410	<p>Cette parcelle n'a pas pu être rendue constructible car elle a été identifiée comme zone humide lors de l'analyse environnementale. Le choix a été fait de préserver cette zone humide identifiée, dans la démarche ERC (Eviter Réduire Compenser).</p> <p>La Municipalité de Reugny avait identifié précédemment les parcelles ZM 31, 229 et 410 comme destinées à l'urbanisation car plus proche de l'habitat existant et a dû proposer un autre secteur après les sondages pédologiques effectuées.</p>	
Courrier n°69	Aline RENOU	Reugny	Demande la constructibilité des parcelles ZD37 et 149 - Sètre	<p>Ces parcelles ne peuvent pas être rendues constructibles pour la raison suivante :</p> <p>- Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.</p>	

				<p>C'est aussi pourquoi tout le hameau est classé en zone UD inconstructible pour des constructions à usage d'habitation.</p> <p>La Municipalité de Reugny avait argumenté pour rendre constructible une partie de la parcelle 149 située en bord de route départementale considérant son statut de dent creuse au sein du hameau.</p>	
Courrier n°76	Pascal et Suzanne DERE	Reugny	Demande la constructibilité de la parcelle ZW 120	<p>Le plan annexé ne correspond pas à la demande. Cette parcelle ZW 120 ne peut pas être rendue constructible pour la raison suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.</li> </ul>	

**Annexe 1 – Contributions sur le Plan Local d’Urbanisme intercommunal (PLUi)  
Réponses de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées (TEV)  
Véretz**

Réf	Nom	Com-mune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d’enquête
Web n°122	Rémy MARION	Véretz	Contre le classement du Manoir du Verger en zone UCa alors qu’il était classé en N au PLU. La disparition de cet espace boisé aurait des conséquences sur l’environnement et la qualité de vie : paysage, îlot de chaleur, gestion du ruissellement.	La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain. Cet ensemble fait l’objet d’une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n’y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N. Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc. Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.	
Web n°124	Anonyme	Véretz	Contre le classement du Manoir du Verger en zone UCa alors qu’il était classé en N au PLU. La disparition de cet espace boisé aurait des conséquences sur l’environnement et la qualité de vie : paysage, îlot de chaleur, gestion du ruissellement.	La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain. Cet ensemble fait l’objet d’une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n’y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N. Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc. Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.	



Web n°133	Eliane ANDENNAH	Véretz	Contre le classement du Manoir du Verger en zone UCa alors qu'il était classé en N au PLU. Fait mention de l'avis de la MRAE sur les zones humides Et au Schéma directeur des eaux pluviales	La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain. Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N. Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc. Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.	
Web n°136	Sylvie CHEMINANT	Véretz	Contre le classement du Manoir du Verger en zone UCa alors qu'il était classé en N au PLU. Fait mention de l'avis de la MRAE sur les zones humides Et au Schéma directeur des eaux pluviales	La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain. Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N. Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc. Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.	
Web n°138	Anonyme	Véretz	Contre la suppression de la zone verte du Manoir du Verger et des autres zones vertes sur les autres communes	La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain. Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N. Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.	

				Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera re-classée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.	
Email n°139	Rémy MARION	Véretz	Idem Web n°122	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p> <p>Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera re-classée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p>	
Web n°148	Mme CHIKHI M. VENON	Véretz	Contre le passage du Manoir du Verger en zone constructible	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p> <p>Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera re-classée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p>	
Web n°156	Laurence MOREAU	Véretz	Contre la constructibilité du parc du manoir du Verger	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p>	

				Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc. Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.	
Web n°167	Anonyme	Véretz	Garder les espaces boisés de la maison de retraite	La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain. Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N. Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc. Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.	
Web n°172	Véronique POUPART	Véretz	Réintégration de la propriété du Manoir du Verger en N comme toutes les grandes propriétés	La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain. Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N. Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc. Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.	
Web n°175	Philippe DA-LUZEAU	Véretz	Soutien aux demandes concernant le Bois du Verger	La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain. Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments	

				intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N. Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc. Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.	
Web n°178	Daniel PROUST	Véretz	Réintégration de la propriété du Manoir du Verger en N	La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain. Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N. Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc. Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.	
Web n°179	Jean-Michel 9 rue Buis- sonnière Véretz	Véretz	Demande la protection du parc du Manoir du Verger	La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain. Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N. Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc. Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.	
Email 191	Marina LE BERRE	Véretz	Je trouve scandaleux le projet du parc du manoir du verger	La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.	

				<p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p> <p>Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p>	
Email n°192	Anne et Bruno ALLAIRE	Véretz	Laisser le manoir du Verger en N	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p> <p>Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p>	
Web n°201	Anonyme	Véretz	<p>- Non au classement de la maison de retraite du Manoir du Verger en zone constructible</p> <p>- Souligne les difficultés de circulation et les besoins en transport avec les nouvelles constructions de logement.</p>	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p> <p>Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p>	

Web n°203	DELEBECQ	Véretz	Classement du Manoir du Verger en N	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p> <p>Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p>	
Web n°206	Alain GERVAISE	Véretz	Classement du Manoir du Verger en N	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p> <p>Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p>	
Web n°215	Alain MADIOT	Véretz	Classement du Manoir du Verger en N	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p>	

				Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera re-classée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.	
Email n°220	Sophie GUERIN	Véretz	Classement du Manoir du Verger en N	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p> <p>Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera re-classée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p>	
Web n°233	Maryvonne KERDRAN- VAT	Véretz	Protégeons les zones humides Argumentaire pour le Manoir du Verger	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p> <p>Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera re-classée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p>	
Web n°236	Maud SAVARY	Véretz	Laisser le Manoir du Verger en zone N	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p>	

				<p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p> <p>Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p>	
Web n°240	Marie-Joseph COGNAULT	Véretz	Demande le classement du Manoir du Verger en zone N	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p> <p>Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p>	
Web n°241	Anonyme	Véretz	Demande le classement du Manoir du Verger en zone N	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p> <p>Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p>	



Web n°242	Anonyme	Véretz	Demande le classement du Manoir du Verger en zone N	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p> <p>Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p>	
Web n°243	Magali REMAUD	Véretz	Demande le classement du Manoir du Verger en zone N	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p> <p>Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p>	
Web n°244	Chantal et Jean- Claude BOGO	Véretz	Demande le classement du Manoir du Verger en zone N	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p>	

				Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.	
Web n°245	Chantal et Jean- Claude BOGO	Véretz	Idem Web n°244	La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain. Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N. Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc. Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.	
Web n°251	Christian ROCHE	Véretz	Demande au nom de la majorité le classement en zone N des propriétés suivantes : - le Manoir du Verger - le Manoir - la ferme de beauregard - la maison de la Pidellerie Estime que la protection au titre du patrimoine n'est pas suffisante	La propriété du Manoir du Verger sera reclassée en zone N suite aux nombreuses demandes exprimées. Pour les autres propriétés, au regard de la protection existante, il est finalement considéré que celle-ci suffit.	
Email n°265	Anonyme	Véretz	Demande le classement du Manoir du Verger en zone N	La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain. Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N. Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc. Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.	

Courrier n°57	Mme FLOREN- TIN	Véretz	Demande le classement en N du Manoir du Verger	La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain. Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autori- sées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N. Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc. Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera re- classée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.	
Courrier n°58	Florence LECLERC	Véretz	Demande le classement en N du Manoir du Verger	La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain. Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autori- sées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N. Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc. Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera re- classée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.	
Courrier n°59	Daniel LECLERC	Véretz	Demande le classement en N du Manoir du Verger	La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain. Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autori- sées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N. Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.	

				Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera re-classée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.	
Courrier n°60	Gillette LEVY	Véretz	Demande le classement en N du Manoir du Verger	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p> <p>Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera re-classée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p>	
Courrier n°61	Henry LEVY	Véretz	Garder la propriété du Manoir du Verger en zone humide	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p> <p>Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera re-classée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p>	
Courrier n°62	DELBECQ	Véretz	Demande le classement en N du Manoir du Verger	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p>	



Courrier n°73	Jean-Fran- çois PAPILLON	Véretz	Demande le classement en N du Manoir du Verger	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p> <p>Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera re-classée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p>	
Email n°267	Claudine DUCHENE	Véretz	Demande le classement en N du Manoir du Verger	<p>La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain.</p> <p>Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.</p> <p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc.</p> <p>Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera re-classée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p>	

Web n°39	Alix BLAYE pour 12 rive- rains	Véretz	<p>Contre l'urbanisation du coteau du Saveton :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- non prise en compte du dénivelé</li> <li>- non prise en compte des paysages</li> <li>- vu plongeante sur les jardins en aval</li> <li>- parcours de l'eau risquant d'engendrer des risques de ruissellement</li> <li>- Maillage doux le long des fonds de jardins créant une gêne sonore et visuelle</li> </ul> <p>Etc.</p>	<p>Le secteur du Coteau du Saveton est un espace situé au cœur de l'urbanisation de la commune entre ses trois pôles de centralité. Il est de ce fait un espace prioritaire pour accueillir un développement à dominante résidentielle ce qui était déjà prévu dans le PLU communal. Il répond à une partie du besoin en logements pour maintenir la population et du besoin découlant du scénario démographique.</p> <p>Cependant ce site en bordure de plateau présente en effet des caractéristiques paysagères et de relief qui nécessitent une réflexion particulière. C'est notamment pourquoi il fait l'objet d'une OAP. Une OAP a pour objet de définir les grandes orientations du futur aménagement souhaité. Au moment de la réalisation des études techniques viendront compléter ces grands principes et préciser leur mise en œuvre. C'est notamment le cas de la gestion des eaux pluviales.</p> <p>Le relief du site a orienté les grandes lignes de l'aménagement souhaité avec en particulier l'aménagement du talus en coulée verte et la nécessité pour les constructions de s'adapter à la pente en limitant le remodelage du terrain. Les vues lointaines vers l'est sont importantes pour les riverains et usagers du chemin de la Bretonnière.</p> <p>En termes d'insertion avec les quartiers voisins un cheminement de circulations douces connectant les quartiers situés au nord à ceux situés au sud du site passera en effet le long des constructions existantes. Outre le fait de compléter le maillage des quartiers, son emplacement a, de plus, pour objectif d'éloigner les nouvelles opérations des constructions existantes avec un type d'aménagement moins impactant qu'une voie.</p>	
Web n°40	Thierry ORTEGA	Véretz	Contre la constructibilité du coteau du Saveton	<p>Le secteur du Coteau du Saveton est un espace situé au cœur de l'urbanisation de la commune entre ses trois pôles de centralité. Il est de ce fait un espace prioritaire pour accueillir un développement à dominante résidentielle ce qui était déjà prévu dans le PLU communal. Il répond à une partie du besoin</p>	

				<p>en logements pour maintenir la population et du besoin découlant du scénario démographique.</p> <p>Cependant ce site en bordure de plateau présente en effet des caractéristiques paysagères et de relief qui nécessitent une réflexion particulière. C'est notamment pourquoi il fait l'objet d'une OAP. Une OAP a pour objet de définir les grandes orientations du futur aménagement souhaité. Au moment de la réalisation des études techniques viendront compléter ces grands principes et préciser leur mise en œuvre.</p> <p>C'est notamment le cas de la gestion des eaux pluviales.</p> <p>Le relief du site a orienté les grandes lignes de l'aménagement souhaité avec en particulier l'aménagement du talus en coulée verte et la nécessité pour les constructions de s'adapter à la pente en limitant le remodelage du terrain. Les vues lointaines vers l'est sont importantes pour les riverains et usagers du chemin de la Bretonnière.</p> <p>En termes d'insertion avec les quartiers voisins un cheminement de circulations douces connectant les quartiers situés au nord à ceux situés au sud du site passera en effet le long des constructions existantes.</p> <p>Outre le fait de compléter le maillage des quartiers, son emplacement a, de plus, pour objectif d'éloigner les nouvelles opérations des constructions existantes avec un type d'aménagement moins impactant qu'une voie.</p>	
Web n°230	Eliane ANDEN-NAH	Véretz	<p>Demande des contraintes à l'aménagement de la zone d'activité Ouest (le Bout du Potager) pour ne pas défigurer la seconde entrée la plus importante de la commune</p>	<p>Des règles spécifiques sont prescrites pour ce secteur (UXa3) afin justement d'en préserver notamment l'insertion paysagère. L'explication se trouve dans la partie 7.4 « la constructibilité le long des voies à grande circulation (articles L111-6 et suivants du code de l'urbanisme) ».</p>	



Courrier n°63	DELBECQ	Véretz	Contre la zone d'activités du Bout du Potager	Des règles spécifiques sont prescrites pour ce secteur (UXa3) afin justement d'en préserver notamment l'insertion paysagère. L'explication se trouve dans la partie 7.4 « la constructibilité le long des voies à grande circulation (articles L111-6 et suivants du code de l'urbanisme) ».	
Web n°182	Florence DUMOND	Véretz et général	Complément à Web n°101 Contre les projets de constructions à Véretz	Comme l'indique le Projet d'Aménagement et Développement Durables (PADD) du PLUi, l'objectif de la construction de logements à Véretz est de répondre aux besoins diversifiés des habitants actuels et futurs et plus précisément : - L'accueil ou le maintien des petits ménages (jeunes et seniors) par la production de petits logements notamment des collectifs ; - L'accueil de familles ou jeunes couples sans enfant. L'accueil de ces jeunes ménages permet par ailleurs le fonctionnement des équipements notamment les écoles	
Web n°184	Anonyme	Véretz	Contre le classement de zones A et N en zones constructibles. Il est possible de répondre aux besoins en logement par la réhabilitation du bâti existants, la densification raisonnée ou la revitalisation du centre bourg.	Les potentialités de densification de la commune de Véretz sont peu importantes. En effet Le bourg ancien, à l'étroit dans la vallée, compte peu de logement. Les logements sur le plateau sont récents. Les capacités d'évolution et de densification sont limitées. Pour cette raison et afin de répondre aux besoins des habitants actuels et futurs, certains espaces agricoles et naturels proches des centres bourgs et circonscrites sont devenus constructibles dans le cadre d'opérations d'ensemble.	
Web n°201	Anonyme	Véretz	- Non au classement de la maison de retraite du Manoir du Verger en zone constructible	- La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain. Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.	

			<p>- Quelles anticipations des nouvelles constructions prévues ? emplois, voitures, services, transports en commun ?</p>	<p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc. Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p> <p>- La localisation des zones futures d'urbanisation futures est choisie en raison de la proximité aux services, équipements et arrêts de transport collectif. Les réseaux devront être réalisés par les aménageurs. Le développement des zones à urbaniser (1AU) devra être compatible avec les orientations d'aménagement et de programmation (OAP). Les OAP prévoient notamment la création de voiries et de liaisons douces afin de permettre les différents déplacements et de s'insérer dans le réseau existant. Cependant, le PLUi n'a pas vocation à améliorer les transports collectifs. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi a pour objectif de renforcer le poids économique de Touraine-Est Vallées et donc d'accueillir des entreprises et de développer des emplois. Ainsi des espaces de développement dédiés sont prévus sur le territoire de TEV.</p>	
--	--	--	--	--	--

Courrier n°75	PAPILLON	Véretz	<p>Quelles implications sur le niveau de mobilité du développement résidentiel ?</p> <p>- il faudrait développer les services et les emplois</p>	<p>La localisation des zones futures d'urbanisation futures est choisie en raison de la proximité aux services, équipements et arrêts de transport collectif. Les réseaux devront être réalisés par les aménageurs.</p> <p>Le développement des zones à urbaniser (1AU) devra être compatible avec les orientations d'aménagement et de programmation (OAP). Les OAP prévoient notamment la création de voiries et de liaisons douces afin de permettre les différents déplacements et de s'insérer dans le réseau existant.</p> <p>Cependant, le PLUi n'a pas vocation à améliorer les transports collectifs.</p> <p>Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi a pour objectif de renforcer le poids économique de Touraine-Est Vallées et donc d'accueillir des entreprises et de développer des emplois.</p> <p>Ainsi des espaces de développement dédiés sont prévus sur le territoire de TEV.</p>	
Web n°59	Etienne DELANNOY	Véretz	Très satisfait de l'accompagnement de de la Maison Laudacius dans son implantation au « bout du Potager »	Cette contribution n'appelle pas de réponse.	
Courrier n°17	Christophe GAUTHIER	Véretz	Interrogation sur la zone AVZ1 gens du voyage	Ce secteur est destiné à un projet d'habitat adapté avec des logements qui par leurs caractéristiques et leur mode de gestion, permettent à des familles de vivre dans un lieu fixe tout en gardant une partie du mode de vie avec la caravane. Ce projet n'est pas incompatible avec le PDA, il suivra les prescriptions de l'ABF afin de garantir sa bonne intégration dans le paysage.	
Web n°101	Florence DUMOND	Véretz	<p>Des considérations générales sur l'aménagement qui devrait être pensé plus globalement, à l'échelle du département.</p> <p>Contre le développement unique des métropoles et la « banlieurisation » des autres territoires</p>	L'élaboration du PLUi a commencé par une phase de diagnostic afin d'identifier les atouts et les difficultés du territoire de TEV. Ce diagnostic permet de situer la communauté de communes au sein de son environnement (agglomération, département, etc.) et	

				de définir sa vocation et son projet pour les années à venir.	
Web n°134	Eliane ANDEN-NAH	Véretz	Opposée au projet agrivoltaïsme au Fou-teau : - ne correspond pas au cahier des charges de l'agrivoltaïsme - viendra modifier les couloirs de déplacement d'animaux sauvages	Le contrôle du caractère agrivoltaïque et l'impact du projet sur l'environnement sont vérifiés au moment de son instruction par les services de l'État.	
Web n°253	Christian ROCHE	Véretz	Les prescriptions coteau boisé et grandes propriétés ne semble pas suffisante pour interdire une piscine qui risquerait de fragiliser le coteau. Mettre un recul et demander une étude technique	- Il n'est pas du ressort du PLUi de demander des études.  - la prescription L151-19 « ensemble bâti » n'empêche en effet pas la création de piscine.  - la prescription L151-23 boisement de coteau demande la préservation des boisements. Elle sera renforcée par une précision du type : interdiction de toute occupation du sol risquant de fragiliser le coteau	
Web n°254	Christian ROCHE	Véretz	Remettre l'espace boisé au sud du hameau de la Roche Morin en EBC pour le protéger.	Il n'est pas possible d'ajouter une servitude telle un EBC après l'enquête publique sur des terrains de particuliers qui de ce fait n'en auraient pas connaissance.	
Web n°258	Christian ROCHE	Véretz	Relève une erreur de classement patrimonial au sujet du Manoir du Cordouan	Le Manoir de Cordouan est situé sur la parcelle AB273 (et non AB250). Il fait bien l'objet, avec ses abords, d'une protection patrimoniale en tant que « châteaux, manoirs et grandes propriétés de la Loire et du Cher ».	
Email n°262	JM HEMME	Véretz	- Demande le classement en N du Manoir du Verger	- La propriété du manoir du Verger a été classée en zone UCa « quartier verdoyant » car cela correspond à son environnement urbain. Cet ensemble fait l'objet d'une protection au titre du patrimoine bâti (L151-19) qui protège les bâtiments intéressants et le parc. En particulier, n'y sont autorisées que les annexes et les extensions, comme ce serait le cas aussi en zone N.	

			<p>- demande le classement en zone d'extension future d'au moins la moitié des terrains en Aa entre la Pidellerie et Azay/C.</p>	<p>Enfin cinq arbres remarquables y sont expressément protégés, il en est de même de la mare présente dans le parc. Néanmoins pour plus de lisibilité, la propriété sera reclassée en zone N, tout en maintenant la protection au titre du patrimoine bâti.</p> <p>- Ces terrains ne peuvent pas devenir constructibles pour deux raisons :</p> <p>- L'impact sur le paysage : En effet l'urbanisation des espaces situés entre la Pidellerie et Azay-sur-Cher conduirait à fermer les perspectives sur le grand paysage présentes depuis la RD976 et présentes depuis le plateau vers la vallée du Cher et conduirait à créer une continuité urbaine entre les deux bourgs.</p> <p>- La consommation d'espace : cela consisterait à une extension urbaine supplémentaire par rapport à ce qui est nécessaire et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel</p>	
Courrier n°56	BROUIL- LIST Fran- çois	Véretz	<p>8 chemin de la Fosse aux Tranches. Actuellement en zone 2AU pourquoi passer en zone A alors que le quartier est constructible partout. Ce secteur pourrait-il être en UD ?</p>	<p>Le secteur de la Fosse aux Tranches a été identifié comme une zone humide c'est pourquoi il n'a pas été conservé comme un espace de développement urbain, selon le principe de « l'évitement ». D'autre part ces quelques constructions ne répondent pas aux caractéristiques de la zone UD qui concerne les principaux hameaux (plus de 10 constructions à usage résidentiel), suffisamment équipés et sans risques majeur. Il est à noter que même classées en zone A elles ont des possibilités d'extensions et d'annexes.</p>	
Web n°29	Frédéric RIVIERE	Véretz	<p>Demande de constructibilité des parcelles ZD458, 460 et 462</p>	<p>Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes :</p> <p>- consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et/ou proches des centres bourgs et circonscrites par le projet</p>	

Web n°34	Michel et Bernard BONDON- NEAU	Véretz	<p>Demande de constructibilité pour les parcelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ZE493 - Bussardière (avant en 2AUC)</li> <li>- ZE1464 - Bussardière</li> </ul>	<p>ZE 493 : Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et/ou proches des centres bourgs et circonscrites par le projet</li> </ul> <p>ZE 1464 : Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et/ou proches des centres bourgs et circonscrites par le projet</li> </ul>	
-------------	---	--------	---	--	--

Web n°38	Consorts HABERT	Véretz	<p>Demande de constructibilité pour les parcelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ZL129</li> <li>- ZH48 et 49</li> <li>- ZE1125, 1127, 91 et 878</li> </ul>	<p>ZL129 : Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et/ou proches des centres bourgs et circonscrites par le projet</li> </ul> <p>ZH48 et 49 : Ces parcelles ne peuvent pas être rendues constructibles pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.</li> </ul> <p>C'est aussi pourquoi, le reste du hameau (déjà bâti) est classé en UD inconstructible pour de nouveaux logements</p> <p>ZE1125, 1127, 91 : Ces parcelles ne peuvent pas être rendues constructibles pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et/ou proches des centres bourgs et circonscrites par le projet</li> </ul> <p>ZE878 : Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.</li> </ul> <p>C'est aussi pourquoi, le reste du hameau (déjà bâti) est classé en UD inconstructible pour de nouveaux logements</p>	
-------------	--------------------	--------	--	---	--

Courrier n°6	Michel NIATEL	Véretz	Demande de constructibilité pour la parcelle ZE1552 Principalement des raisons personnelles	Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes : - consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées, proches des centres bourgs et circonscrites par le projet	
Courrier n°18	Francis PETITBON	Véretz	Demande la constructibilité des parcelles ZD349, 351 et 352 en alignement de la parcelle ZD163 La constructibilité de la parcelle ZE63	Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes :  - consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées, proches des centres bourgs et circonscrites par le projet  D'autres part, les références cadastrales semblent erronées. Les parcelles dénommées ZD351 et ZE63 ne peuvent pas être identifiées.	
Web n°79	Cyril BERGEON	Véretz	Demande une augmentation de l'emprise au sol de 20% à 30% sur sa parcelle classée en UBb Existe-t-il des dérogations possibles ?	Si le terrain est situé en zone UBb dans le PLUi (la contribution ne comporte pas de référence cadastrale), l'emprise au sol maximale dans le secteur UBb est de 50% de la superficie du terrain.	
Web n°238	Philippe DALUZEAU	Véretz	Demande la constructibilité des parcelles ZL42 et 82	Ces parcelles cultivées ne peuvent pas être rendues constructibles pour les raisons suivantes : - consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et/ou proches des centres bourgs et circonscrites par le projet	
Email n°263	Brigitte ELAN HARDION	Véretz	Demande la constructibilité des parcelles ZI83 et 86	Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante : - Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.	
Courrier n°74	Elan HARDION	Véretz	Idem Email n°263	Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante :	



				- Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.	
--	--	--	--	--	--

**Annexe 1 – Contributions sur le Plan Local d’Urbanisme intercommunal (PLUi)  
Réponses de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées (TEV)  
Vernou-sur-Brenne**

Réf	Nom	Commune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d’enquête
Web n°31	Anonyme	Vernou-sur-Brenne	Qu’est-il prévu sur les parcelles 577 et 583 au Clos Mesnil Souhait d’un espace vert	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l’aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s’avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l’aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d’Attente de Projet d’Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l’usage de ce terrain le temps d’élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°42	Yohann BEAUPUIS	Vernou-sur-Brenne	Demande l’aménagement d’un espace public ou paysager sur les parcelles 577 et 583 (probablement 586) en lieu et place de constructions	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l’aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s’avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l’aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d’Attente de Projet d’Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l’usage de ce terrain le temps d’élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°43	Marie-Aude SEC	Vernou-sur-Brenne	Idem 42	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l’aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s’avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l’aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d’Attente de Projet d’Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l’usage de ce terrain le temps d’élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	

Web n°44	Fatima CAZEAUX	Vernou-sur-Brenne	Demande l'aménagement d'une zone de rencontre sur les parcelles 577 et 583 (probablement 586) en lieu et place de constructions. Contre cet étalement urbain	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web 45	Loïc PREVOTAT	Vernou-sur-Brenne	Demande l'aménagement d'une zone de rencontre ou d'un espace de verdure sur les parcelles 577 et 583 (probablement 586) en lieu et place de constructions.	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°46	Fatima CAZEAUX	Vernou-sur-Brenne	Corrige n° 44	Cette observation n'appelle pas de réponse.	
Web n°47	Marie-Aude SEC	Vernou-sur-Brenne	Corrige n°43	Cette observation n'appelle pas de réponse	
Web n°48	Anonyme	Vernou-sur-Brenne	Demande de ne pas construire les parcelles 577 et 586 pour garder un espace vert	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°49	Edouard JACQUIN	Vernou-sur-Brenne	Demande de ne pas construire les parcelles 577 et 586 pour garder un espace vert	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il	

				s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°67	Olivier HERBAS	Vernou-sur-Brenne	Demande l'aménagement d'un espace ouvert sur les parcelles 577 et 583 (probablement 586) en lieu et place de constructions.	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°70	Sébastien CORBIN	Vernou-sur-Brenne	Demande l'aménagement d'un espace vert sur les parcelles 577 et 583 (probablement 586) en lieu et place de constructions.	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°142	Anonyme	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 un espace de jeu	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°143	Anonyme	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 un square	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il	

				s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°144	Philippe BONITEAU	Vernou-sur-Brenne	Garder les derniers espaces verts	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°146	Anonyme	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 un lieu de rencontre	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°147	Anonyme	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 un espace vert	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°149	Anonyme	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 un jardin public	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il	

				s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°150	Edouard JACQUIN	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 un jardin public	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°151	Anonyme	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 un jardin public	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°152	Anonyme	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 un jardin citoyen	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°154	Hélène VIVIER	Vernou-sur-Brenne	Demande : - la végétalisation du centre - de ne pas construire les parcelles 577 et 586	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il	

				s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°155	Benjamin SERER	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 un espace public et paysager	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°157	Anonyme	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 un espace vert et de jeux	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°161	Anonyme	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 un espace vert public	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°162	Karl MONDON	Vernou-sur-Brenne	Demande l'inconstructibilité des parcelles 577 et 586	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il	

				s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°163	Anonyme	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 un espace de jeux	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°164	Anonyme	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 un espace public vert	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°165	Paulin 19 rue de la République V/B	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 un espace public ou vert	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°166	Anonyme	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 un square ou un parc	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il	



				s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°168	Éric BARBOSA	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 un espace vert	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°170	Thomas REIGNERON	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 une zone de verdure	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°174	Anonyme	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 un espace vert	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°180	Anonyme	Vernou-sur-Brenne	Demande un espace vert près de l'école	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il	

				s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°185	Stéphane HUREL	Vernou-sur-Brenne	Faire des parcelles 577 et 586 un espace vert	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°205	Valérie BLATEAU	Vernou-sur-Brenne	Contre la constructibilité des parcelles 577 et 586	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°208	Yoann PETRUS	Vernou-sur-Brenne	Contre la constructibilité des parcelles 577 et 586	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°213	Aurélien LEPINE	Vernou-sur-Brenne	Contre la constructibilité des parcelles 577 et 586	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il	

				s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°216	Denis CAVALIE	Vernou-sur-Brenne	Contre la constructibilité des parcelles 577 et 586	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web 217	Denis CAVALIE	Vernou-sur-Brenne	Identique à Web n°216	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	
Web n°219	Anonyme Coralie HUREL	Vernou-sur-Brenne	Contre la constructibilité des parcelles 577 et 586	Les élus de Vernou-sur-Brenne ont entendu la demande des habitants qui rejoint leur intérêt pour l'aménagement qualitatif du centre-bourg et en particulier des espaces publics. En conséquence, il s'avère nécessaire de prendre le temps de réfléchir à l'aménagement de cet espace du Clos Mesnil. Un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) va être institué dans le PLUi. Il gèlera l'usage de ce terrain le temps d'élaborer un projet (délai de cinq ans maximum).	

Réf	Nom	Com- mune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d'enquête
Web n°92	Michel GUIBERT	Vernou- sur- Brenne	Est-ce normal que Vernou-sur-Brenne auto- rise une antenne relais sur de la terre agri- cole ? Quels sont les risques encourus ?	Dans le PLUi, les pylônes destinés aux antennes re- lai sont interdits dans les secteurs Aa, Apb et Apd, pour des questions de paysage et patrimoine. S'il s'agit d'une autorisation déjà délivrée, cela concerne le PLU en vigueur (absence de références cadas- trales dans la contribution). Les élus de Vernou-sur-Brenne sont extrêmement vigilants concernant l'implantation des antennes re- lais et ne souhaitent pas les multiplier sur le terri- toire. Pour cela, les lieux d'implantation sont étudiés finement avec le souci d'éviter la proximité des habi- tations et l'impact sur les paysages.	
Courrier n°29	M. BREUSSIN Pt du syndi- cat des vi- gnerons de Vouvray	Vernou- sur- Brenne	Demande le classement en Aa - des parcelles C 132, 1322 (133 ?), 134, 135 et 136 – les Fosses Rouges qui ne sont pas des haies et ripisylves - des parcelles AI 102 et OD 651	Cette demande est retenue et les protections seront supprimées, les terrains restent situés en zone Aa au PLUi.	
Web n°105	Jean ROBIN	Chançay Vernou- sur- Brenne	Pas touche à la terre agricole mais on dé- truit les espaces verts  Est-ce normal que Vernou-sur-Brenne auto- rise une antenne relais sur de la terre agri- cole ? Quels sont les risques encourus ?	Dans le PLUi, les pylônes destinés aux antennes re- lai sont interdits dans les secteurs Aa, Apb et Apd, pour des questions de paysage et patrimoine. S'il s'agit d'une autorisation déjà délivrée, cela concerne le PLU en vigueur (absence de références cadas- trales dans la contribution). Les élus de Vernou-sur-Brenne sont extrêmement vigilants concernant l'implantation des antennes re- lais et ne souhaitent pas les multiplier sur le terri- toire. Pour cela, les lieux d'implantation sont étudiés finement avec le souci d'éviter la proximité des habi- tations et l'impact sur les paysages.	
Web n°128	Pétition des habitants de Launay à Chançay et Prairie de Champ Mar- tin à Vernou- sur-Brenne	Chançay Vernou- sur- Brenne	Craignent le manque de protection contre les nuisances de la zone d'activité de Lau- nay contigüe à leur hameau. Demandent en particulier un encadrement restrictif des activités autorisées (ref UC) Emprise au sol très permissive (80%)	Le périmètre de la zone d'activité n'a pas été modifié avec le PLUi. La protection des constructions patrimoniales en- cadre leur réhabilitation mais n'empêche pas un changement de destination.	

				<p>Néanmoins, au regard de ces observations, un secteur sera créé pour cette zone et la liste des occupations et utilisations du sol interdites sera complétée par les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les installations constituées d'anciens véhicules désaffectés ou toutes autres installations précaires ou mobiles ;</li> <li>- les dépôts de vieilles ferrailles, de matériaux de démolition, de déchets tels que pneus usés, vieux chiffons, ordures etc. ;</li> <li>- les affouillements ou exhaussements du sol non liés à une occupation ou utilisation du sol autorisée ou à la gestion des eaux de ruissellement.</li> </ul> <p>Au regard de ces observations, le règlement de la zone UXa sera complété avec une liste des occupations et utilisations interdites (-&gt; liste UC, tirets 6-7-8-10) et précisera qu'en limite avec une zone A, le recul sera obligatoirement de 5 mètres.</p>	
Web n°257	Anonyme	Vernou-sur-Brenne	<p>Demande le classement dans la rue Neuve de toutes les maisons troglodytes, les maisons à pignon et les maisons anciennes datant d'au moins du XVIIIème siècle ainsi que les murs en pierre et les jardins clos.</p>	<p>L'ensemble de la rue Neuve est protégé par son classement en UPc1 « vallon urbanisé » car c'est l'ensemble qui constitue un patrimoine pour le territoire.</p> <p>Les constructions et ensembles les plus marquants sont de plus protégés à titre individuels. Les troglodytes le sont aussi et comme les formes urbaines patrimoniales et le patrimoine bâti sont soumis à l'OAP patrimoine.</p>	

Réf	Nom	Commune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d'enquête
Email n°6	Martine LAURENTIN	Vernou-sur- Brenne	Demande de constructibilité pour les par- celles AE 16, 17, 18, et 87 – La Thiérrière	Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons principales suivantes : - Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'ac- cueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités. - Terrain escarpé et boisé hors de la zone urbaine - protection du paysage de la Vallée	
Email n°10	Denis MEUNIER	Vernou-sur- Brenne	Demande de constructibilité des parcelles OD 644 et 645 – vallée de Cousse	Ces parcelles, s'il s'agit de la D644 et D645, ne peuvent pas être rendue constructible pour les rai- sons suivantes : - consisterait à une extension urbaine et irait à l'en- contre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et/ou proches des centres bourgs et cir- conscrites par le projet	
Web n°23	Anonyme	Vernou-sur- Brenne	Demande de constructibilité de la parcelle ZB62 du fait qu'elle « comporte de nom- breux hangars »	Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes : - Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'ac- cueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités. Les hangars n'apparaissent pas sur le plan cadas- tral.	
Web n°25	Jean-Claude QUENAULT	Vernou-sur- Brenne	Demande la constructibilité de la parcelle D747 – Bel Air	Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes : - Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'ac- cueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.	
Web n°26	Jean-Claude QUENAULT	Vernou-sur- Brenne	Idem web n°25	Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes : - Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'ac- cueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.	

Web n°27	Dominique WILLIAM	Vernou-sur- Brenne	<p>Demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la constructibilité des parcelles AM 99 et 100 dans le bourg au regard qu'elles font l'objet d'une OAP.</li> <li>- d'enlever la protection arbre remarquable sur la parcelle AM101</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ces parcelles ne font pas l'objet d'une OAP sectorielle. Elles sont classées en zone UPd Coteau belvédère et leur constructibilité est imposée et limitée par le PPRI. A ce titre, les parcelles sont situées en zone BZDE, zone de dissipation de l'Energie particulièrement dangereuse en cas de rupture de digue.</li> <li>- Il n'y a pas d'arbre remarquable identifié sur la parcelle AM101</li> </ul>	
Email n°53	Maurice Morier Annick Morier Leroux	Vernou-sur- Brenne	Demande de constructibilité pour les parcelles A378, 658 et 661	<p>Ces parcelles ne peuvent pas être rendues constructibles pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.</li> </ul> <p>C'est aussi pourquoi, l'ensemble du hameau est classé en A</p>	
Web n°54	Maurice Morier	Vernou-sur- Brenne	<p>Demande de constructibilité pour les parcelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ZC45 et 48 – la Fuanerie ; remettre les bâtiments de la parcelle ZC48 en bâtiments à rénover</li> <li>- AO517 – la Fuanerie ; remettre la grange en changement de destination</li> </ul>	<p>Ces parcelles ne peuvent pas être rendues constructibles pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.</li> </ul> <p>Cependant, du fait de leur intérêt patrimonial, les bâtiments situés sur la parcelle ZC48 et la grange située sur la parcelle AO517 sont classés au titre de l'article L151-19 et leur réhabilitation est encadrée par l'OAP Patrimoine.</p> <p>A des fins de protection du patrimoine rural, les deux granges seront identifiées comme pouvant changer de destination (pas le hangar en tôle).</p>	
Courrier n°21	Xavier BROD	Vernou-sur- Brenne	Demande le classement en zone UD des parcelles E1395, 1396, 1397, 1398 – Les Carroirs	<p>Ce hameau n'est pas classé en UD car il ne correspond pas à la définition, c'est-à-dire des hameaux insérés dans l'espace agro-naturel, d'une certaine taille (au moins 10 constructions à usage d'habitation), non soumis à des risques majeurs et suffisamment équipés (notamment défense incendie, gestion des eaux pluviales) pour accueillir de façon modérée un développement des implantations existantes.</p>	

Web n°72	Anne Clotilde LEVRAULT	Vernou-sur- Brenne	Demande la constructibilité de la parcelle 01 (I) 1507	Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour les raisons suivantes : - située en champ d'expansion des crues au PPRI (ATF) donc inconstructible. L'ensemble du hameau est classé en zone A. - Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.	
Email n°93	Alexis THAI	Vernou-sur- Brenne	Demande la constructibilité de la parcelle C1731 – Vaugondy – Fontaine de Jal- langes	Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante : - Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités. C'est pourquoi l'ensemble de la vallée est classée en zone N.	
Email n°94	M et Mme PRINC	Vernou-sur- Brenne	Demande de ne pas classer leur jardin en N – parcelles AL225, 226	Aucune de ces deux parcelles n'est classée en N, les deux sont classées en UPd – zone urbaine patrimoniale.	
Email n°95	Idem Email n°94	Idem Email n°94	Idem Email n°94	Aucune de ces deux parcelles n'est classée en N, les deux sont classées en UPd – zone urbaine patrimoniale.	
Web n°159	Jean-Pierre RICHAR- DEAU	Vernou-sur- Brenne	Demande la constructibilité des parcelles C 1974 et 1975 - Cousse Contexte : une erreur reconnue par le Maire en 1976 censée être rétablie par une modification simplifiée refusée par le pré- fet.	L'élaboration d'un PLUi nécessite de réaliser un nouveau projet qui peut remettre en question des situations antérieures. Dans ce contexte, ces parcelles ne peuvent pas être rendues constructibles car elles correspondraient à une extension urbaine qui irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et circonscrites par le projet.	
Web n°176	M. Laure VARANNE Me MICHAUD	Vernou-sur- Brenne	Demande de constructibilité pour la par- celle C980 – la pente des Fontaines Fait référence à une erreur et un conflit	Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante : - Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.	



Web n°177	VARANNE	Vernou-sur-Brenne	Idem Web n°176	<p>Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante :</p> <p>- Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.</p>	
Courrier n°34	Jean-Pierre ROBIN	Vernou-sur-Brenne	Demande le classement homogène de ses deux parcelles A716 et A348 en zone UBa.	<p>Ces parcelles ne peuvent être rendues constructibles pour la raison suivante :</p> <p>- Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.</p> <p>C'est pourquoi dans le PLUi l'ensemble du hameau de Vilmier est classé en zone agricole.</p>	
Courrier n°68	M. et Mme VARANNE	Vernou-sur-Brenne	Identique Web n°176	<p>Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante :</p> <p>- Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.</p>	
Web n°137	Xavier BROD	Vouvray	Demande la constructibilité des parcelles E 1395, 1396, 1397 et 1398	<p>S'il s'agit bien des parcelles E 1395, 1396, 1397 et 1398, située à Vernou-sur-Brenne, il ne peut pas être répondu positivement à cette demande pour la raison suivante :</p> <p>Cela consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et circonscrites par le projet.</p>	

**Annexe 1 – Contributions sur le Plan Local d’Urbanisme intercommunal (PLUi)  
Réponses de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées (TEV)  
La Ville-aux-Dames**

Réf	Nom	Commune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d’enquête
Web n°2	HASSAN	La Ville-aux-Dames	Demande de constructibilité pour construction de l’arrière de la parcelle AD2847 – 23 rue Gabrielle d’Estrée	Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes : - situation en champ d’expansion des crues au PPRI (Af) donc inconstructible - consisterait à une extension urbaine et irait à l’encontre de la volonté d’économiser l’espace agricole ou naturel en dehors d’opérations d’ensemble bien identifiées et/ou proches des centres bourgs et circonscrites par le projet.	
Web n°8	Nicolas CHATRE-FOU	La Ville-aux-Dames	Demande de constructibilité de la parcelle AD322 rue Élisabeth Rachel	Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes : - Située en champ d’expansion des crues au PPRI (Af) donc inconstructible - consisterait à une extension urbaine et irait à l’encontre de la volonté d’économiser l’espace agricole ou naturel en dehors d’opérations d’ensemble bien identifiées et/ou proches des centres bourgs et circonscrites par le projet. Cependant, les élus de la commune soutiennent cette demande et désirent que ce classement soit réinterrogé lors de la prochaine révision du PPRI.	
Web n°68	Anonyme	La Ville-aux-Dames	Demande le raccordement de la parcelle ZD2516 à la ZAC des Fougerolles pour l’usage du bâtiment qui y est situé.	Il s’agit plus probablement de la parcelle ZD216. Si tel est bien le cas, ce bâtiment ne peut pas être rattaché à la ZAC qui est une procédure d’aménagement avec son périmètre défini. Cependant, pour permettre la mise en valeur de ce bâtiment à l’avenir, un STECAL a été créé afin d’en autoriser l’usage à vocation d’activité économique (se reporter à la page 188 du projet de règlement du PLUi pour les règles spécifiques à ce STECAL).	

Courrier n°41	BENI- COURT	La Ville- aux-Dames	Demande la constructibilité de la parcelle AC911	<p>Cette parcelle ne peut pas être rendue constructible pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et circonscrites par le projet</li> </ul> <p>De plus elle est occupée par un boisement protégé en EBC</p> <p>Cette parcelle ne peut pas être construite car elle est classée au PPRI en AZDE – Champ d'expansion des crues et zone de dissipation de l'énergie, donc inconstructible.</p> <p>Cependant, les élus de la commune soutiennent cette demande et désirent que ce classement soit réinterrogé lors de la prochaine révision du PPRI.</p>	
Courrier n°42	Marie- Claude DOUBLET	La Ville- aux-Dames	Demande la constructibilité des parcelles AC491, 492 et 493	<p>Ces parcelles ne peuvent pas être rendues constructibles pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- consisterait à une extension urbaine et irait à l'encontre de la volonté d'économiser l'espace agricole ou naturel en dehors d'opérations d'ensemble bien identifiées et circonscrites par le projet</li> </ul> <p>De plus elles sont occupées par un boisement protégé en EBC</p> <p>Cette parcelle ne peut pas être construite car elle est classée au PPRI en AF – Champ d'expansion des crues en aléa fort, donc inconstructible.</p> <p>Cependant, les élus de la commune soutiennent cette demande et désirent que ce classement soit réinterrogé lors de la prochaine révision du PPRI.</p>	
Courrier n°78	FLESKE	La Ville- aux-Dames	A quoi correspond le n°70 dans un cercle ?	<p>Le numéro 70 correspond à un emplacement réservé (ER) pour l'aménagement d'espaces verts et d'équipements publics (le détail de l'ensemble des ER se trouve à partir de la page 196 du projet de règlement).</p>	

**Annexe 1 – Contributions sur le Plan Local d’Urbanisme intercommunal (PLUi)  
Réponses de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées (TEV)  
Vouvray**

Réf	Nom	Commune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d’enquête
Web n°183	Anonyme	Vouvray et général	Demande relative au déploiement des transports collectifs entre les communes et la gare de Saint-Pierre-des-Corps (SPDC) et l’aménagement cyclable du pont Charles de Gaulle	Cette demande n’est pas du ressort du PLUi.	
Web n°186	Anonyme	Vouvray	Demande de déploiement des bus vers la gare de SPDC	Cette demande n’est pas du ressort du PLUi.	
Web n°187	Antoine CHESNAIS	Vouvray	Demande de déploiement des bus vers la gare de SPDC	Cette demande n’est pas du ressort du PLUi.	
Web n°195	Anonyme	Vouvray	Demande : - une traversée sécurisée pour les circulations douces sur le pont Charles de Gaulle et ses alentours - des transports en commun vers la gare de SPDC Création d’un espace pour favoriser le lien social à côté de la mairie	Cette demande n’est pas du ressort du PLUi. Il est toutefois précisé que le PLUi n’est pas incompatible avec la réalisation de ces projets.	
Web n°196	Marion DOIREAU	Vouvray	Demande des transports en commun vers la gare de SPDC	Cette demande n’est pas du ressort du PLUi.	
Web n°204	Anonyme	Vouvray	Demande d’un transport scolaire des Hauts Closeaux à Vaucanson	Cette demande n’est pas du ressort du PLUi.	

Réf	Nom	Commune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d'enquête
Mairie de Vouvray n°1	CAILLOL	Vouvray	Ne pas interdire totalement les changements de destination des commerces car risque de multiplication des espaces vides – concurrence des zones commerciales	La vitalité et l'attractivité des centres-villes et centres-bourgs doit beaucoup à la densité et à la diversité des commerces en plus de la présence de services et d'équipements. La transformation des cellules commerciales des centralités villageoises étant des travaux très souvent irréversibles, le dispositif du PLUi vise à maintenir ce patrimoine garant de la vitalité des cœurs de villages et du cadre de vie local. Il vise à ce titre à limiter les effets de concurrence entre vocations commerciales et résidentielles des bâtiments présents dans ces centralités en incitant les propriétaires à recherche des repreneurs en cas de cessation d'activité (transmission des cellules commerciales).	
Web n°158	Véronique TABOULET	Vouvray	- Pas judicieux de vouloir garder d'antiques emplacements « commerciaux » : espace public et bâtiments inadaptés. - sur plan : des linéaires qui comprennent des constructions non commerciales	La vitalité et l'attractivité des centres-villes et centres-bourgs doit beaucoup à la densité et à la diversité des commerces en plus de la présence de services et d'équipements. La transformation des cellules commerciales des centralités villageoises étant des travaux très souvent irréversibles, le dispositif du PLUi vise à maintenir ce patrimoine garant de la vitalité des cœurs de villages et du cadre de vie local. Il vise à ce titre à limiter les effets de concurrence entre vocations commerciales et résidentielles des bâtiments présents dans ces centralités en incitant les propriétaires à recherche des repreneurs en cas de cessation d'activité (transmission des cellules commerciales). Pour rappel, dans les secteurs concernés par un linéaire commercial seules les cellules commerciales existantes à la date d'entrée en vigueur du PLUi sont concernées par la mesure de protection Si d'autres usages sont inclus, ils ne relèvent pas de cette protection qui n'a pas d'impact sur eux. En revanche, le linéaire qui s'étire devant la gendarmerie sera réduit, de même pour l'office notarial.	

Réf	Nom	Commune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d'enquête
Cour- rier n°19	CAILLLOL	Vouvray	Peut-on mettre un abri de jardin à toit plat en zone UPd ?	L'objectif de l'OAP, qui s'appliquera sur le secteur UPd, est de préserver, voire de renforcer, le caractère patrimonial des espaces traditionnels du territoire tout en leur permettant d'évoluer. Le secteur UPd correspond aux coteaux belvédères. Dans ces espaces, il n'est pas demandé spécifiquement des toitures à pentes. Cependant c'est l'insertion du projet dans son environnement (coteau, rue, vues lointaines ou proches, etc.) qui justifiera ou non d'une architecture donnée.	
Web n°112	Véronique TABOULET	Vouvray	Demande un repérage clair des caves et troglodytes	Les coteaux du territoire sont très largement concernés par des caves et des troglodytes, qui font l'objet de travaux de repérage sur le temps long. Ces recensements dépassent les délais de réalisation de la démarche de PLUi qui traite de l'enjeu des cavités au travers de l'OAP patrimoine. D'autre part, l'aménagement de ces cavités renvoie à des considérations techniques qui au-delà de ce qui, est exposé dans l'OAP patrimoine, dépasse les prérogatives d'un PLUi.	
Web n°113	Véronique TABOULET	Vouvray	Critique de l'inventaire du patrimoine bâti : des manques et des erreurs	Il est rappelé que ce recensement patrimonial est le premier réalisé à l'échelle de l'ensemble du territoire intercommunal. Il pourra être affiné et complété au fur et à mesure de la progression du niveau de connaissance local.  Cependant pour répondre à quelques remarques spécifiques : - les espaces « libres », cours, jardins, parcs peuvent être des éléments de patrimoine en soi ou être le reflet d'une organisation spécifique (ex : ensemble viticole), d'une manière d'occuper l'espace caractéristique (ex : maison bourgeoise). C'est en ce sens que certains ensembles sont protégés au-delà de leur aspect esthétique. - il est certain que certaines transformations peuvent être préjudiciable à l'intérêt d'un bâtiment.	

				<p>Néanmoins, cette considération ne doit pas être généralisée à toutes les interventions sur le bâti existant : des réhabilitations adaptées peuvent par exemple permettre de retrouver l'authenticité d'un mur, d'une toiture ou d'une organisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les mesures de protection peuvent ne concerner qu'une partie d'un ensemble bâti plus ample (ex : un élément originel d'un ensemble ayant connu de nombreuses évolutions sans valeur patrimoniale).</li> </ul> <p>C'est le cas du bâtiment identifié au sein de l'école Sainte Thérèse.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les éléments de patrimoine bâti sont classés selon une typologie établie au regard de leur fonction historique. L'église de Vouvray est identifiée comme élément de la typologie « équipement », car sa vocation initiale est cultuelle (religieuse).</li> </ul> <p>En ce qui concerne l'information des propriétaires, quelles que soient les prescriptions du PLUi, les mesures de concertation ont été assurées tout au long de la démarche et la présente enquête publique permet de compléter celles-ci en ouvrant la possibilité aux propriétaires de transmettre leurs observations au regard du dossier arrêté.</p>	
Web n°190	Anonyme	Vouvray	Que signifie la couleur rose/violette sur certaines habitations ?	La couleur rose/violette signifie que ce bâtiment est classé comme patrimonial dans la typologie « propriété viticole ». Il est de ce fait concerné par l'OAP patrimoine.	
Web n°221	Anonyme	Vouvray	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comment est fait le classement patrimonial de certaines constructions ?</li> <li>- Pourquoi les propriétaires ne sont-ils pas au courant ?</li> <li>- Ya-t-il eu une réunion à Vouvray pour les personnes non motorisées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les éléments de patrimoine bâtis ont été identifiés par un repérage de terrain puis complétés et validés de manière itérative avec les élus des communes. Leur typologie correspond à celle qui est décrite dans l'OAP patrimoine.</li> <li>- Comme pour toutes les prescriptions du PLUi, les propriétaires sont invités à consulter le dossier lors de l'enquête publique et émettre leurs contributions</li> <li>- Le document intitulé « Bilan de la concertation » dans le dossier de PLUi retrace l'ensemble des modalités de concertation mises en place depuis le lancement de la procédure en 2019.</li> </ul>	

Réf	Nom	Commune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse de la collectivité	Réponse de la commission d'enquête
Courrier n°20	BREUSSIN Pt du syndicat des vignerons de Vouvray	Vouvray	Classer en Aa les parcelles BN66 et 67 car ce ne sont pas des boisements de coteau mais une friche La parcelle BP155 n'est pas une haie mais une parcelle abandonnée qui doit rester en Aa	Cette demande est retenue et les protections seront supprimées, les terrains demeurent classés en zone Aa au PLUi.	
Courrier n°24	Gilbert PICHON	Vouvray	Demande s'il peut refaire un toit à double pentes sur un bâti existant à usage d'apiculture (parcelle BM211), sinon classer cette parcelle en A autorisant les constructions à usage agricole ou forestière	Ce bâtiment ne comporte plus que quatre murs sans couverture. Il est, de ce fait, considéré comme une ruine et ne peut faire l'objet d'aucune évolution. Ainsi, toute édification sur ce terrain sera considérée comme une nouvelle construction.  Or, cet espace est classé en zone N protégée en raison des paysages et dans laquelle toute construction à usage agricole doit être située à proximité d'un site existant.	
Web n°106	Véronique TABOULET	Vouvray	Remarque générale : fait des propositions d'amélioration de la table d'assemblage des planches	Si des améliorations peuvent être apportées, elles le seront avant l'approbation	
Web n°107	Véronique TABOULET	Vouvray	Remarque générale : série de critiques des plans de zonage	Si des améliorations peuvent être apportées, elles le seront avant l'approbation	
Web n°108	Véronique TABOULET	Vouvray	Le cimetière de Vouvray n'apparaît pas sur le plan	La parcelle du cimetière est bien présente sur le fond cadastral. La présence d'une symbolique particulière n'est plus utilisée sur les plans de zonage pour ne pas alourdir leur lisibilité.	
Web n°109	Véronique TABOULET	Vouvray	Demande à ce que l'interdiction des toitures terrasses à Vouvray soit supprimée.	C'est le choix des élus de Vouvray d'imposer dans la majeure partie des situations des toitures à pentes, afin de préserver le caractère traditionnel du territoire communal.	



Web n°111	Véronique TABOULET	Vouvray	Critique la manière dont les boisements de coteau sont identifiés et classés.	<p>Les boisements de coteau sont un type de boisements spécifiques et font l'objet de règles d'entretien qui sont adaptées à leur situation et à leur fonctions (préservation des coteaux, paysage).</p> <p>Il n'y a pas d'obligation de planter mais de préserver l'existant, plus ou moins dense selon les espaces.</p> <p>La protection retenue permet une adaptation aux différentes situations si le caractère arboré est préservé. En revanche, il est clairement interdit d'ouvrir les rebords de coteau à une constructibilité pour les mêmes raisons que les boisements sont protégés.</p>	
Courrier n°30	D. ALLIAS, Maire Honoraire de Vouvray	Vouvray	<p>La première observation que l'on peut faire au sujet de cette révision du PLU, c'est que la commune n'a plus la maîtrise de son urbanisation au profit de la Communauté de communes.</p> <p>C'est une situation ambiguë car des décisions importantes vont être imposées à la commune de Vouvray. Pour moi, c'est au niveau communal que doit se décider l'urbanisation, chaque commune ayant ses propres spécificités. Malheureusement, on peut s'interroger sur le désir de protéger la typicité de la cité vouvrillonne. L'urbanisation mise en place depuis quelques années et transforme peu à peu cette charmante bourgade viticole en une banale cité dortoir de banlieue.</p> <p>Il est à craindre que ce nouveau PLU ne vienne aggraver encore la situation.</p> <p>Sur un plan pratique, il est absolument nécessaire d'instaurer pour les constructions futures, une distance minimale suffisamment importante entre le bâtiment et la limite séparative de la parcelle afin d'éviter des conflits ultérieurs de voisinage lors de la mise en place des fameuses zones de non traitement.</p>	<p>La compétence en matière de planification urbaine est désormais exercée à l'échelle intercommunale, conformément au transfert prévu par la loi ALUR de 2014. Toutefois, bien que la maîtrise des procédures incombe à l'EPCI, les communes ont été étroitement associées à l'ensemble de la démarche. Cette collaboration s'est notamment traduite par leur implication active dans la définition du zonage, du règlement ainsi que des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) spécifiques à chaque commune.</p> <p>Ce travail repose sur la construction partagée d'objectifs communs de développement territorial, sans pour autant négliger les spécificités locales propres à chaque commune ou quartier.</p> <p>En ce qui concerne les règles de retrait des constructions par rapport aux limites séparatives, celles-ci sont adaptées aux caractéristiques morphologiques des quartiers. Elles permettent des implantations en continuité dans certains secteurs. Lorsque des retraits sont autorisés ou imposés — comme en zone UB — ils doivent garantir une distance suffisante (recul égal à H/2, avec un minimum de 3 mètres) afin de prévenir les conflits de voisinage, notamment en matière d'ensoleillement, d'entretien des façades ou de respect de l'intimité.</p>	

				Les Zones de Non Traitement concernent les modes d'exploitations et les types de cultures, elles ne sont pas du domaine du PLUi.	
Web n°160	Véronique TABOULET	Vouvray	Il manque la liste des emplacements réservés dans les documents mis en ligne	La liste des emplacements réservés est dans le règlement écrit, à partir de la page 196.	
Web n°189	Anonyme	Vouvray	Quand est-il des opérations en cours avant l'approbation du PLUi ?	C'est le document d'urbanisme en vigueur au moment de la délivrance du permis de construire ou d'aménager qui s'applique.	
Web n°222	Annick HAGUET et autres	Vouvray	<p>Demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le classement de la mare de la Chardonnière</li> <li>- des règles pour protéger le patrimoine bâti</li> <li>- des règles pour encadrer l'implantation des hangars agricoles en particulier « photovoltaïques »</li> </ul>	<p>Il y a bien une mare protégée. Sans autre précision, il n'est pas possible de vérifier s'il y en a une autre. De toutes les façons, il n'est pas possible de rajouter une telle servitude après l'enquête publique. Cependant, le recensement des mares pourra être complété dans le cadre de procédures ultérieures.</p> <p>La Chardonnière est bien protégée en tant qu'ensemble bâti. Le règlement édicte des règles de protection de ces ensembles qui sont complétées par les orientations spécifiques à chaque typologie dans l'OAP patrimoine.</p> <p>La zone agricole est destinée à l'agriculture, c'est pourquoi les constructions à usage agricole y sont autorisées. Cependant, elles doivent être nécessaires à l'exploitation, ce qui est vérifié avant toute autorisation.</p> <p>Le règlement du PLUi donne un certain nombre de prescriptions visant à leur insertion paysagère.</p>	
Web n°224	Annick HAGUET	Vouvray	Identique Web n°222	<p>Il y a bien une mare protégée. Sans autre précision, il n'est pas possible de vérifier s'il y en a une autre. De toutes les façons, il n'est pas possible de rajouter une telle servitude après l'enquête publique sur le terrain de personnes n'ayant pas été consultées. Cependant, le recensement des mares pourra être complété dans le cadre de procédures ultérieures.</p> <p>La Chardonnière est bien protégée en tant qu'ensemble bâti. Le règlement édicte des règles de protection de ces ensembles qui sont complétées par</p>	

				<p>les orientations spécifiques à chaque typologie dans l'OAP patrimoine.</p> <p>La zone agricole est destinée à l'agriculture, c'est pourquoi les constructions à usage agricole y sont autorisées. Cependant, elles doivent être nécessaires à l'exploitation, ce qui est vérifié avant toute autorisation.</p> <p>Le règlement du PLUi donne un certain nombre de prescriptions visant à leur insertion paysagère.</p>	
Web n°248	Sophie LANGLOIS	Vouvray	Photo complémentaire à Web n°222	<p>La zone agricole est destinée à l'agriculture, c'est pourquoi les constructions à usage agricole y sont autorisées. Cependant, elles doivent être nécessaires à l'exploitation, ce qui est vérifié avant toute autorisation.</p> <p>Le règlement du PLUi donne un certain nombre de prescriptions visant à leur insertion paysagère.</p>	
Courrier n°40	D. ALLIAS	Vouvray	Idem courrier 30	<p>La compétence en matière de planification urbaine est désormais exercée à l'échelle intercommunale, conformément au transfert prévu par la loi ALUR de 2014. Toutefois, bien que la maîtrise des procédures incombe à l'EPCI, les communes ont été étroitement associées à l'ensemble de la démarche. Cette collaboration s'est notamment traduite par leur implication active dans la définition du zonage, du règlement ainsi que des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) spécifiques à chaque commune.</p> <p>Ce travail repose sur la construction partagée d'objectifs communs de développement territorial, sans pour autant négliger les spécificités locales propres à chaque commune ou quartier.</p> <p>En ce qui concerne les règles de retrait des constructions par rapport aux limites séparatives, celles-ci sont adaptées aux caractéristiques morphologiques des quartiers. Elles permettent des implantations en continuité dans certains secteurs. Lorsque des retraits sont autorisés ou imposés — comme en</p>	

				<p>zone UB — ils doivent garantir une distance suffisante (recul égal à H/2, avec un minimum de 3 mètres) afin de prévenir les conflits de voisinage, notamment en matière d'ensoleillement, d'entretien des façades ou de respect de l'intimité.</p> <p>Les Zones de Non Traitement concernent les modes d'exploitations et les types de cultures, elles ne sont pas du domaine du PLUi.</p>	
Courrier n°77	Vincent VERDIER	Vouvray	Demande la possibilité d'un accès sur la RD 47 dans l'Étang Vignon	<p>Il ne peut pas être répondu favorablement à cette demande. En effet, la zone d'activité de l'Étang Vignon fait l'objet d'un aménagement cohérent qui évite la multiplication des sorties sur la RD47. Chaque terrain pour être constructible doit pouvoir être desservi par la voirie interne de la zone.</p>	
Courrier n°23	Maria-Isabelle DE JESUS	Vouvray	Demande la constructibilité de la parcelle AE39	<p>Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.</li> </ul>	
Email n°194	Nicolas FORTAT Avocat associé VAL-WILL Pou M et Mme DE JESUS	Vouvray	Demande la constructibilité des parcelles AE 39 et du hameau de la Bédasserie	<p>Cette parcelle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.</li> </ul>	
Courrier n°39	Ensemble de propriétaire	Vouvray	<p>Demande la constructibilité de la parcelle AE 39</p> <p>Soutien à la demande Web n°194</p> <p>Dommage de déposséder les gens de leurs biens et de ne pouvoir en faire comme il le souhaite</p>	<p>Un PLUi n'est pas la somme des intérêts des propriétaires mais la mise en œuvre d'un projet d'ensemble pour le bien commun. C'est pourquoi en fonction des enjeux identifiés et des objectifs à atteindre, certains terrains sont ou deviennent constructibles et in versement. En ce qui concerne la parcelle AE 39, elle ne peut être rendue constructible pour la raison suivante :</p>	

				- Irait à l'encontre de la volonté exprimée dans le PADD de ne pas disperser la population et d'accueillir les nouveaux habitants au plus près des commodités.	
Web n°246	Anonyme	Vouvray	Pourquoi autoriser en UPb1, UPc1 et UPd1 les constructions agricoles qui vont détruire le charme de notre village ? Est-ce une erreur ?	Les secteurs patrimoniaux ainsi identifiés ont encore une vocation agricole et le plus souvent viticole. Cette cohabitation de l'activité et de l'habitat est au fondement du caractère historique de ces espaces. Cependant, les constructions agricoles, comme les autres constructions, sont soumises à l'OAP patrimoine dont l'objectif est la préservation du caractère de ces espaces.	

## Annexe 2 – Contributions sur les Périmètres Délimités des Abords (PDA)

### Réponses de la Communauté de communes Touraine-Est Vallées (TEV) et de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF)

Réf	Nom	Commune	Objet ou extrait de la contribution	Réponse	Réponse de la commission d'enquête
Web n°11	Anonyme	Chançay	Je souhaite donner mon avis sur le PLUi ainsi que sur le PDA. Je ne pense pas que ce soit une bonne chose, entre la forte pollution apportée par les boues qui risque de détruire des écosystèmes ainsi que polluer les champs, vignes et maison alentour. De plus la création de maison en plein sur des espaces verts rue des tournesols et rue des bleuet est déjà vu d'un mauvais œil par les habitants alentour, de crainte d'une perte de vie privée d'une part, ainsi que d'un dérangement du au bruit des travaux et des nouveaux habitants. Il faut donc lutter face à ces idées déplorables pour notre cher village de Chançay.	<b>Réponses de la collectivité (TEV) et de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) :</b> Le sujet ne concerne pas le projet de création des PDA, ni le projet de PLUi.	
Courrier n°29	Denis BREUSSIN	Vernou-sur-Brenne	Le président des viticulteurs AOC Vouvray précise : - les parcelles C132, 1322, 134 , 135 et 136 au lieu-dit Les Fosses Rouges ne sont pas des "haies et ripisylves" mais des friches suite à des successions et doivent rester en Aa car potentiellement plantables en AOC Vouvray - les parcelles AI 102 et OD 651 de même façon	<b>Réponses de TEV et de l'ABF :</b> Le sujet ne concerne pas le projet de création des PDA, le sujet concerne le projet de PLUi, une réponse sera apportée dans un le tableau des contributions sur le PLUi (Annexe 1).	
Web n°30	Anonyme	Véretz	Pour l'amour de Dieu, arrêtez les travaux qui ne servent à rien, vous tuez cette ville à petit feu	<b>Réponses de TEV et de l'ABF :</b> Le sujet ne concerne pas le projet de création des PDA, ni le projet de PLUi.	
Email n°33	Xavier AUBRY	Reugny	Demande un élargissement du PDA de la Vallière	<b>Réponses de TEV et de l'ABF :</b> Le rapport de présentation des enjeux du dossier pour ce PDA a iden-	

				<p>tifié le fond de la Vallée de la Brenne comme un enjeu de préservation du Monument Historique. Estimant que le ripisylve en place était suffisant à limiter tout impact visuel sur le Château de la Vallière, la partie ouest a été exclue du PDA. Cette partie ouest couvre une zone naturelle dans le projet de PLUi dans laquelle toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites, à l'exclusion : • des constructions et installations nécessaires aux activités agricoles <u>à conditions d'être implantées à proximité d'un site existant</u>, • des infrastructures, ouvrages, constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs <u>à condition de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages</u>, • des extensions et annexes des habitations <u>à condition de ne pas compromettre la sauvegarde des espaces naturels ou la qualité paysagère du site</u>. Les objectifs de préservation des paysages sont pris en compte par le règlement du projet de PLUi de cette zone naturelle. De ce fait il n'y a pas lieu d'élargir ce PDA.</p>	
Web n°38	CONSORT HABERT	Véretz	<p>Nous demandons le passage en zone 1AUH des parcelles suivantes situées sur la commune de Véretz :</p> <p>ZL 129 : une première opération a été réalisée sur cette parcelle, il serait logique de continuer</p> <p>ZH 48 et 49 : dans le règlement du PLUi, une partie d'une parcelle (ZH 474) en face est destinée à la construction future d'habitations pour accueil des gens du voyage, donc pourquoi pas des constructions classiques ? PDA ?</p> <p>ZE 1125, 1127,91 et 878 : espace qualitatif pour construction d'habitations, ces parcelles jouxtent des lotissements et constructions individuelles existantes</p>	<p><b>Réponses de TEV et de l'ABF</b> : Le sujet ne concerne pas le projet de création des PDA, le sujet concerne le projet de PLUi, une réponse sera apportée dans un tableau des contributions sur le PLUi (Annexe 1).</p>	

			<p>Nous précisons qu'il y quelques années nous avons accepté de vendre une parcelle (au prix de terrain en zone agricole alors que cette parcelle était destinée à une future zone constructible pour équipement et activité artisanale) afin que la commune puisse construire y un gymnase, nous aurions souhaitait et trouvé normal que cela soit pris en compte lors de l'affectation des futures zones constructible</p>		
Courrier n°64	C. ROCHE	Véretz	<p>Par arrêté préfectoral du 74 avril 2025, reçu en mairie le 19 mai 2025, la Préfète de la Région Centre Val de Loire arrête :</p> <p>Article 1 : Est inscrit au titre des monuments historiques le monument à Paul-Louis Courier (la sculpture et le socle), situé sur la place Paul-Louis Courier à Véretz (Indre-et-Loire) Section AB il figure au plan cadastral de Véretz (37270)</p> <p>Identifié au répertoire SIREN de l'INSEE sous le n° 213702673, depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956.</p> <p>Le Préfet d'Indre et Loire, dans son courrier de notification du 30 avril demande à « l'autorité compétente en matière d'Urbanisme » (CCTEV) d'annexer sans délai, par arrêté cette servitude de protection aux documents d'urbanisme applicable sur la commune.</p> <p>Cette protection génère par défaut un périmètre de protection des abords d'un rayon de 500 mètres conformément aux articles L. 621-30 et L. 621-32 du code du Patrimoine.</p>	<p><b>Réponses de TEV et de l'ABF</b> : La création d'un PDA pour le monument à Paul Louis Courier nécessite la mise en place d'une nouvelle procédure : en l'état actuel du code du patrimoine, à l'initiative soit du Préfet de département soit de la collectivité compétente en matière d'urbanisme.</p> <p>L'ABF et la collectivité réfléchissent à la procédure la plus pertinente pour réduire le rayon de 500 m à un périmètre répondant aux enjeux de préservation de la statue Paul Louis Courier.</p>	



			L'emplacement du monument Place Paul-Louis Courier se trouvant à une centaine de mètres de l'église (autre monument classé MH), il serait peut-être judicieux et pratique de se faire superposer les deux périmètres sur la base de celui délimité de l'église, approuvé.		
Courrier n°67	Anonyme	Véretz	Idem contribution Courrier n°64 – C. ROCHE	Doublon de la contribution Courrier n°64 : réponse identique	
Courrier n°65	ANDENNAH	Véretz	Dans le cadre de la révision du périmètre délimité aux abords d'un bâtiment historique, le terrain situé au 19 rue de Moissonnière est pour une parcelle en zone ABF, rendant la constructibilité très problématique. Pourquoi ne pas avoir extrait cette parcelle hors zone ABF ? Cette parcelle n'a pas de vue directe sur le monument.	<b>Réponses de TEV et de l'ABF</b> : Le périmètre délimité des abords préexistait sur la commune de Véretz. Aussi, dans le cadre de la procédure actuelle, le périmètre de l'église de Véretz n'a pas fait l'objet d'évolution hormis à réintégrer les parcelles au niveau du port de Véretz (parcelles ZB119 à 121, ZB201, 202, 323, 324). Un terrain situé dans un PDA ne remet pas en cause la constructibilité du secteur accordé par le PLU.	
Web n°73	Annie BLAS	Montlouis-sur-Loire	Je me manifeste concernant la parcelle BZ0011 sur la commune de MONTLOUIS SUR LOIRE, qui reste en parcelle classée PDA, or comme vous le verrez sur l'une des deux photos, depuis le bord de la parcelle, il est impossible de voir le manoir de la Miltière, d'autant plus qu'il y a un virage avant, et que les parcelles d'à côté qui elles sont plus proches ne sont limitées qu'à 1M de la voie publique. Par ailleurs, vous verrez également sur la deuxième photo, que sur le terrain jouxtant le mien des constructions de type hangar sont présents, et dont l'esthétisme n'a rien de remarquable. Je vous demande donc à ce que ma parcelle soit déclassée du PDA au même titre que les parcelles BZ0010 et BZ0009. Vous en remerciant par avance.	<b>Réponses de TEV et de l'ABF</b> : Pour les parcelles concernées par des constructions récentes de type pavillonnaire, seules les clôtures ont été intégrées dans les PDA, dans le cadre des enjeux paysagers. Pour les parcelles non bâties et les ensembles patrimoniaux de qualité, la totalité de la parcelle a été intégrée dans le projet de périmètre délimité des abords, afin de veiller à la bonne intégration des futures constructions et à la réhabilitation d'intérêt patrimoniaux.	

Web n°78	Florent GARDELLE	Montlouis-sur- Loire	<p>Bonjour,</p> <p>Nous sommes propriétaires depuis deux ans d'une maison et de sa dépendance située au 9 Quai Albert Baillet (parcelle BR35).</p> <p>Notre bien ne présente de façon vérifiable aucune co-visibilité avec la maison de la Ramée ou le Presbytère, en conséquence nous souhaiterions que notre parcelle soit retirée des périmètres délimités des abords des monuments en question. Si vous ne pouvez accéder à notre requête, serait-il envisageable de conserver uniquement les façades donnant sur le Quai, et d'exempter celles donnant sur la cour intérieure et le coteau (non visibles depuis la rue) ?</p> <p>La propriété est par ailleurs déjà protégée de façon indépendante depuis 2022 au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme : Ensemble patrimonial, bâtiment artisanal et industriel.</p>	<p><b>Réponses de TEV et de l'ABF</b> : L'objectif du PDA est de prendre en compte les ensembles bâtis et non bâtis de qualité dans leur entièreté (parc, cours, clôtures...) à requalifier et à mettre en valeur. Il n'est donc pas possible de prendre en compte uniquement la façade donnant sur le quai.</p>	
Courrier n°79	CONSORT HABERT	Véretz	<p>La future zone d'accueil des gens du voyage semble être dans le périmètre du monument historique "La Chaumière": cela ne va-t-il pas à l'encontre du but du PDA?</p>	<p><b>Réponses de TEV et de l'ABF</b> : Il s'agit d'un projet d'habitat adapté avec des logements qui par leurs caractéristiques et leur mode de gestion, permettent à des familles de vivre dans un lieu fixe tout en gardant une partie du mode de vie avec la caravane. Ce projet n'est pas incompatible avec le PDA, il suivra les prescriptions de l'ABF afin de garantir sa bonne intégration dans le paysage.</p>	
Web n°249	Vincent LICTEVOUT	Reugny	<p>Eléments de réflexion contre le STE-CAL Nry2. Da Vinci Lab - Reugny.</p> <p>- M. Xavier Aubry demande dans sa contribution n°33 à ce que la modification du PDA (périmètre délimité des Abords) ne soit pas appliquée et qu'on revienne à la règle des 500m pour que la vue au Nord-ouest du Belvédère du</p>	<p><b>Réponses de TEV et de l'ABF</b> : L'enquête publique est limitée au territoire de Touraine-Est Vallées. Le rayon débordant résiduel se trouve sur une commune limitrophe, dans la communauté de communes voisines. Par conséquent il ne peut faire l'objet d'une suppression ou modification sans enquête publique organisée par l'autorité compétente (Com-</p>	

			<p>Château de la Vallière à Reugny soit préservée !</p> <p>- Le dossier PDA de la TEV (pt2-reugny-la-valliere-1.pdf) va dans le même sens (et se contredit donc lui-même!) car il est dit qu'« Il fera l'objet d'une procédure en vue d'une suppression lors de la révision du PLU de la CCVA » sur la partie Nord-est du Château alors que cette zone déjà construite n'est même pas en co-visibilité du château !!!</p> <p>Si est validée la protection du château de la Vallière dans un rayon de 500m, on doit continuer le cercle des 500m autour du Château, et donc interdire toute construction au sud-est !!</p> <p>Aussi je demande la suppression pure et simple du STECAL Nry2.</p>	<p>munauté de communes du Val d'Amboise). Le devenir de ce rayon résiduel sera maîtrisé par cette inter-communalité.</p>	
--	--	--	---	--	--